

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

AUTRICHE

OECD

OCDE
1993

ERRATUM

Titre : Études Économiques de l'OCDE : Autriche

Code OCDE: (10 93 11 2)

ISBN 92-64-23857-3

ISSN 0304-3363

La page ci-après annule et remplace la page : 31

change en 1992 et 1993 pouvant entraîner des pertes de parts de marché au niveau global.

L'activité économique demeurant faible, on peut s'attendre à une baisse de l'emploi. Conjugué à un alourdissement de la fiscalité, cela se traduira par une progression assez faible des revenus réels disponibles. Cependant, les ménages pourraient réduire encore leur taux d'épargne, soutenant ainsi la croissance de la consommation. Dans le même temps, sous l'effet des efforts en cours d'assainissement budgétaire, la croissance de la consommation publique devrait continuer de progresser lentement, sa part dans le PIB se contractant encore.

Les dépenses d'investissement des entreprises devraient diminuer car la marge de capacité inutilisée pourrait n'être pas réduite avant la fin de la période

Tableau 10. **Prévisions jusqu'en 1994**
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente, prix de 1983

	1991	1992 ¹	1993 ¹	1994 ¹
Demande et production				
Consommation privée	2.4	2.5	0.7	1.0
Consommation publique	2.6	1.5	0.5	1.0
Formation brute de capital fixe	4.9	2.3	-1.9	2.4
Construction	5.7	4.9	0.0	2.3
Machines et outillage	3.9	-1.0	-4.5	2.6
Demande intérieure finale	3.1	2.3	0.0	1.4
Formation de stocks ²	0.3	-0.5	0.0	0.1
Demande intérieure totale	3.3	1.8	0.0	1.5
Exportations de biens et de services	8.2	4.0	1.5	2.8
Importations de biens et de services	8.9	4.0	2.0	3.0
Solde extérieur ²	-0.3	-0.0	-0.3	-0.1
PIB	3.0	1.8	-0.2	1.4
<i>Pour mémoire :</i>				
Indice implicite des prix de la consommation privée	3.4	4.0	3.5	2.7
Indice implicite des prix du PIB	3.4	4.5	3.5	3.1
Emploi total	1.9	1.6	-0.3	0.2
Taux de chômage ³	3.3	3.4	4.7	5.7
Balance courante (en milliards de dollars E.U.)	0.1	-0.3	-0.1	-0.3

1. Estimations et prévisions de l'OCDE.

2. Variation en pourcentage du PIB de l'année précédente.

3. Enquête par sondage.

Sources : OCDE, *Comptes Nationaux*, et WIFO.

ÉTUDES
ÉCONOMIQUES
DE L'OCDE
1992-1993

AUTRICHE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

En vertu de l'article 1er de la Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, et entrée en vigueur le 30 septembre 1961, l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que les pays non membres, en voie de développement économique ;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales.

Les pays Membres originaires de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. Les pays suivants sont ultérieurement devenus Membres par adhésion aux dates indiquées ci-après : le Japon (28 avril 1964), la Finlande (28 janvier 1969), l'Australie (7 juin 1971) et la Nouvelle-Zélande (29 mai 1973). La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE (article 13 de la Convention de l'OCDE).

Published also in English.

© OCDE 1993

Les demandes de reproduction ou de traduction totales ou partielles de cette publication doivent être adressées à :

M. le Chef du Service des Publications, OCDE

2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

Table des matières

Introduction	9
I. Tendances récentes et prévisions jusqu'en 1994	11
Évolution attendue et résultats	11
Composantes de la demande globale	14
Ralentissement de la croissance de la productivité	17
Accroissement de l'emploi et du chômage	18
Augmentation de l'inflation par les coûts	22
Quasi-équilibre extérieur et entrées de capitaux	26
Perspectives économiques plus mornes pour 1993 et 1994	28
II. Politique économique	33
Politiques monétaire et de change	33
Politique budgétaire	36
Mise à jour de la politique structurelle	44
III. Ouverture internationale et performances économiques	48
Le secteur extérieur : 1960-1992	48
La politique d'ouverture	62
Liens entre l'ouverture internationale et les performances économiques du pays	71
Constat et perspectives	89
IV. Conclusions	91
Notes et références	97

Annexes

I. Taux de pénétration des importations par secteur	102
II. Chronologie économique	103

Tableaux

Texte

1. Prévisions et résultats	12
2. Évolution de la demande	14
3. Exportations, croissance des marchés et compétitivité	17
4. Production, emploi et productivité	18
5. Demande et offre sur le marché du travail	19
6. Évolution des coûts et des prix	24
7. Balance des opérations courantes	26
8. Balance des opérations en capital	28
9. Politiques et environnement extérieurs	29
10. Prévisions jusqu'en 1994	31
11. Budget fédéral	37
12. Orientation de la politique budgétaire	40
13. Ouverture de l'économie d'un certain nombre de pays de l'OCDE	52
14. Échanges de marchandises : composition par produits	53
15. Échanges de marchandises : répartition géographique	54
16. Échanges de l'Autriche avec l'Europe orientale	55
17. Échanges de services	59
18. Flux d'investissements directs	60
19. Flux internationaux de capitaux : opérations bancaires et valeurs mobilières	61
20. Main-d'œuvre étrangère	62
21. Multiplicateurs de production et d'emploi	76
22. Les investissements directs étrangers à la fin de 1990	79
23. Caractéristiques des échanges de produits manufacturés	82
24. Productivité : comparaison internationale	83
25. PIB réel par habitant : comparaison internationale	84

Annexe

A1. Taux de pénétration des importations par secteur	102
--	-----

Annexe statistique et structurelle

A. Produit intérieur brut	109
B. Revenus et dépenses des administrations publiques	110
C. Production, emploi et productivité dans l'industrie	111
D. Ventes au détail et prix	112
E. Monnaie et crédit	113
F. Le budget fédéral	114
G. Balance des paiements	115
H. Commerce par groupes de produits et par zones	116
I. Indicateurs du marché du travail	117
J. Secteur public	118
K. Structure de la production et indicateurs de performance	119

Graphiques

1. Résultats économiques relatifs	13
2. Taux d'épargne des ménages	15
3. Chômage et vacances d'emploi	20
4. Chômage et utilisation des capacités	21
5. Quelques déterminants de l'inflation	23
6. Chômage et croissance des salaires	25
7. Compétitivité internationale et résultats à l'exportation	30
8. Taux d'intérêt à court et à long terme	35
9. Déficit financier des administrations fédérale et publiques	39
10. Solde financier primaire et endettement des administrations publiques	42
11. Déficits de l'administration fédérale et des institutions hors budget	43
12. Balance des opérations courantes	49
13. Flux de capitaux	50
14. Effets de volume et de prix dans les échanges de marchandises	56

15. Écart entre les droits de douane moyens de l'AELE et de la CE pour les produits manufacturés	65
16. Taux de change	70
17. Le cycle revenu-production avec échanges internationaux	72
18. Écart entre la production effective et la production potentielle, rapport entre les prix à l'exportation et à l'importation et taux de couverture exportations/importations en termes réels	75
19. Composantes de l'accroissement des parts de marché à l'exportation	86
20. Indicateurs de compétitivité dans les industries manufacturières	88

STATISTIQUES DE BASE DE L'AUTRICHE

LE PAYS

Superficie (milliers de km ²)	84	Villes principales, recensement de 1991	
Superficie agricole (milliers de km ²) 1990	35	(milliers d'habitants):	
Superficie des forêts exploitées (milliers de km ²)	32	Vienne	1 553
		Graz	232
		Linz	203
		Salzbourg	144
		Innsbruck	115

LA POPULATION

Population 1-1-90, milliers	7 718	Solde net des migrations, 1990	
Nombre d'habitants au km ²	92	milliers	86.5
Accroissement naturel net, 1990,	7 502	Emploi ¹ , moyenne mensuelle 1990,	
Taux d'accroissement naturel pour		milliers	2 928.7
1 000 habitants, 1990	1.0	<i>dont :</i>	
		dans l'industrie ²	547.2

LA PRODUCTION

Produit intérieur brut, 1991		Origine industrielle du PIB aux prix	
en milliards de schillings	1 915	du marché, 1991 (en pourcentage)	
par habitant (\$ des Etats-Unis)	20 958	Agriculture	3
Investissements 1991		Industrie	26
en pourcentage du PIB	25	Construction	7
par habitant (\$ des Etats-Unis)	5 355	Autres	64

L'ÉTAT

Pourcentage du PIB en 1991		Composition du Parlement	
Dépenses du secteur public	18	(nombre de sièges):	
Recettes courantes des Administrations		Parti socialiste	79
publiques	47	Parti populaire autrichien	60
Dette du gouvernement fédéral,		Parti libéral	28
fin 1991	48.9	Les Verts	10
		Forum libéral	5
		Indépendant	1
		Dernières élections: octobre 1990	

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services en 1991,		Importations de biens et services en 1991,	
en pourcentage du PIB	41	en pourcentage du PIB	40
Produits exportés en 1991 en pourcentage		Produits importés en 1991 en pourcentage	
des exportations totales de marchandises:		des importations totales de marchandises:	
Denrées alimentaires, tabac, boissons	3	Denrées alimentaires, tabac, boissons	5
Matières premières et énergie	5	Matières premières et énergie	10
Produits chimiques	9	Produits chimiques	10
Machines et matériel de transport	38	Machines et matériel de transport	39
Autres produits finis et semi-		Autres produits finis et semi-	
manufacturés	44	manufacturés	36

LA MONNAIE

Unité monétaire : Schilling		Unités monétaires par dollar,	
		moyenne des données journalières:	
		Année 1992	10.99
		Janvier 1993	11.36

1. Salariés exclusivement.

2. Y compris le personnel administratif.

Note : On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

Cette étude a été établie à partir d'un rapport préparé par le Secrétariat pour l'examen annuel de l'Autriche par le Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement le 3 février 1993.

•

Après révision à la lumière de la discussion au cours de la séance d'examen, l'étude a été finalement approuvée pour publication par le Comité le 15 mars 1993.

•

L'étude précédente de l'Autriche a été publiée en avril 1992.

Introduction

En 1992, l'Autriche a encore enregistré de meilleurs résultats économiques que la plupart des autres pays Membres de l'OCDE. L'économie autrichienne a, jusqu'à récemment, remarquablement bien résisté aux tendances récessionnistes internationales en raison d'une propension croissante à consommer, d'une phase d'expansion prolongée dans le secteur de la construction et d'exportations dynamiques, d'abord vers l'Allemagne puis vers l'Europe de l'est. Cependant, il semblerait que ces facteurs spéciaux soient appelés à perdre de leur influence dans le proche avenir : l'euphorie dans le secteur de la construction paraît être retombée, tandis que la production industrielle a commencé de diminuer et que le chômage s'aggrave. Le premier chapitre de la présente étude étudie ces évolutions et présente les perspectives jusqu'en 1994.

Les autorités monétaires étant fermement attachées à l'objectif de monnaie forte et les autorités budgétaires à l'assainissement budgétaire à moyen terme, les perspectives à court terme de l'OCDE ne prennent en compte aucune action de soutien des pouvoirs publics pour contrer les effets de la faiblesse prévue à court terme de la reprise internationale, mis à part le jeu des stabilisateurs budgétaires automatiques. Ainsi le PIB réel pourrait rester généralement stable en 1993, avant de laisser la place à une reprise modérée en 1994, alors que le chômage augmentera vraisemblablement de manière sensible. Ce ralentissement de l'activité devrait permettre un tassement de l'inflation, qui n'interviendra toutefois que lentement compte tenu de l'inertie de la croissance des salaires dans les secteurs particulièrement axés sur la demande intérieure. Le deuxième chapitre examine les mesures de politique économique, y compris les mesures structurelles, qui accompagneront le passage de l'économie à un rythme de croissance plus faible. Dans le même temps, le renforcement des liens commerciaux de l'Autriche avec l'Europe de l'est et l'évolution rapide vers une totale intégration avec l'Europe occidentale seront d'importants facteurs dynamisants.

Le troisième chapitre est consacré à la performance économique de l'Autriche à long terme dans le contexte de son ouverture internationale et de son intégration économique. Ces trois dernières décennies, l'Autriche a rattrapé la moyenne de l'OCDE pour ce qui est du revenu par habitant, tout en s'intégrant de plus en plus à l'économie mondiale. La plupart des données montrent que ces deux évolutions ont été étroitement liées. En particulier, l'ouverture de plus en plus grande de l'économie a exposé celle-ci à la concurrence internationale, l'obligeant à améliorer rapidement son efficacité par des progrès technologiques entraînant une réduction des coûts et à mettre en œuvre les changements structurels nécessaires pour tirer parti des nouvelles possibilités. C'est ainsi que l'Autriche a pu sensiblement améliorer son niveau de bien-être économique et que, parmi les pays de l'OCDE, elle a été devancée seulement par le Japon pour ce qui est du rattrapage des pays à revenu élevé. Ce processus dynamique devrait se poursuivre activement car, simultanément, l'Autriche s'ouvre aux pays en voie de réforme de l'Europe de l'est et s'appête à devenir membre à part entière de la CE. Le chapitre IV résume les principaux points de l'Étude et présente les conclusions à tirer sur le plan de l'action des pouvoirs publics.

I. Tendances récentes et prévisions jusqu'en 1994

Évolution attendue et résultats

En 1992, l'économie autrichienne a évolué moins favorablement qu'on ne l'escomptait dans l'Étude de l'an dernier : d'après des estimations préliminaires, la croissance de la production a été plus lente et l'inflation plus forte (tableau 1). Si la demande intérieure n'a pas été aussi soutenue que prévu, c'est essentiellement en raison du ralentissement de la formation brute de capital fixe dû à la diminution des profits et à la baisse de l'utilisation des capacités dans le secteur industriel. L'investissement en machines et outillage, en particulier, a été moins dynamique en raison d'un fléchissement de la croissance des exportations. La formation de stocks se révélant plus faible que prévu, la croissance de la demande intérieure finale a été inférieure de plus d'un point aux prévisions. Cela n'a été compensé que dans une mesure limitée par une contribution moins négative de la balance extérieure réelle, le tassement des importations étant plus marqué que celui des exportations. L'inflation a été plus élevée que prévu tant du point de vue de l'indice implicite des prix du PIB que de l'indice implicite des prix de la consommation privée. La progression des salaires a été plus ou moins conforme à ce que l'on attendait mais les pressions des coûts ont été plus fortes car la productivité dans l'ensemble de l'économie a progressé plus lentement. Le chômage s'est aggravé un peu plus que prévu et la balance extérieure courante est redevenue légèrement déficitaire.

Tout comme la croissance économique s'était manifestée plus tard que dans les autres pays de l'OCDE durant les premières années de la reprise de 1987-1990, la décélération ultérieure de l'activité économique est aussi venue plus tard que dans la plupart des autres pays : la croissance du PIB a atteint son point culminant, plus de 4½ pour cent, en 1990, c'est-à-dire une ou deux années après la plupart des autres pays de l'OCDE. En 1991, l'économie autrichienne

Tableau 1. Prévisions et résultats

Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente, prix de 1983

	1990	1991	1992	
			Résultat ¹	Prévision ²
Consommation privée	3.8	2.4	2.5	2.7
Consommation publique	1.2	2.6	1.5	2.0
Formation brute de capital fixe	5.8	4.9	2.3	4.0
Construction	6.3	5.7	5.0	4.0
Machines et outillage	5.7	3.9	-1.0	4.0
Demande intérieure finale	3.7	3.1	2.3	3.0
Formation de stocks	0.8	0.2	-0.5	0.0
Demande intérieure totale	4.5	3.3	1.8	2.9
Exportations	8.1	8.2	4.0	4.1
Importations	7.8	8.9	4.0	4.4
Solde extérieur ³	0.1	-0.3	0.0	-0.1
PIB	4.6	3.0	1.8	2.8
Indice implicite des prix à la consommation	3.2	3.3	4.0	3.7
Indice implicite des prix du PIB	2.9	3.4	4.6	4.1
Emploi total	1.9	2.5	1.3	0.8
Taux de chômage ⁴	3.3	3.4	4.0	3.8
Balance des paiements courants ⁵	1.2	-0.2	-0.2	-0.8

1. Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung (WIFO) estimation en décembre 1992.

2. OCDE, *Étude économique de l'Autriche 1991/1992*, avril 1992.

3. Variation en pourcentage du PIB de l'année précédente.

4. Enquête par sondage en pourcentage.

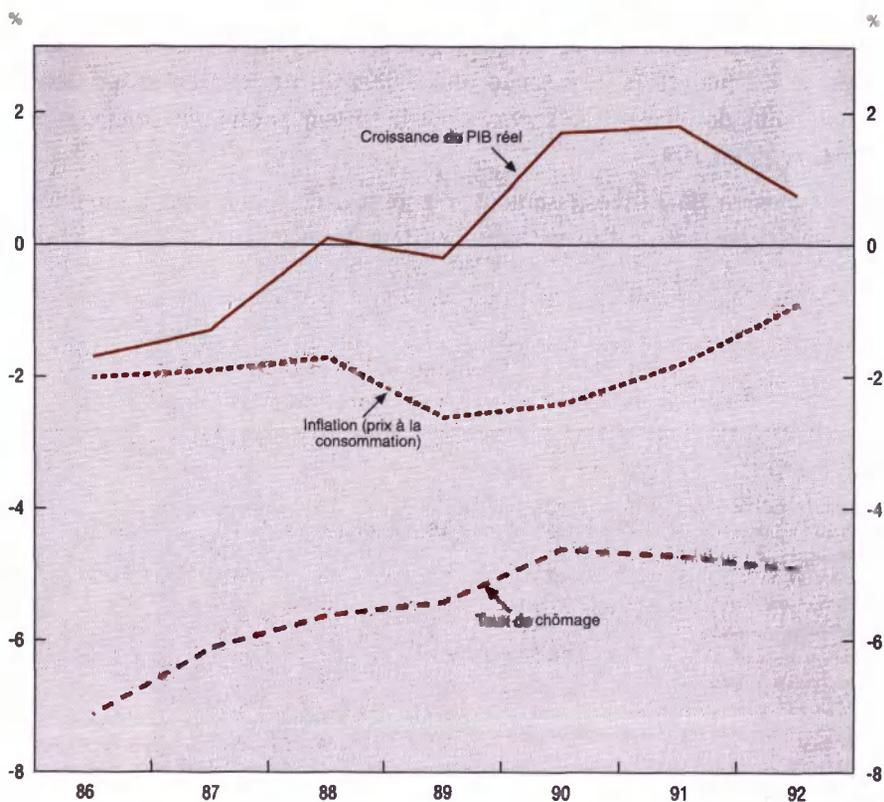
5. Estimation de l'OCDE en milliards de dollars E.U.

Sources : OCDE et WIFO.

s'est encore développée à un rythme proche de son potentiel car les exportations vers l'Allemagne sont restées dynamiques et l'ouverture des marchés de l'Europe de l'est a commencé de donner une impulsion de plus en plus prononcée aux exportations autrichiennes à un moment où la demande sur les marchés plus traditionnels connaissait un ralentissement. L'incidence des tendances récessionnistes à l'étranger sur l'évolution de la demande et de la production globales en 1992 a été atténuée par la persistance d'une forte croissance des exportations vers l'est et vers l'Allemagne, l'amorce patente d'un ajustement à la baisse du taux d'épargne des ménages, qui avait atteint des niveaux anormalement élevés, et la dernière phase d'un boum de plus de quatre années dans l'activité de construction. Grâce à la conjugaison de ces facteurs soutenant à la fois la demande et l'offre, l'Autriche a continué de se porter plutôt mieux que la plupart des autres

pays de l'OCDE, l'écart se resserant toutefois tant pour ce qui est de la croissance de la production que de l'inflation (graphique 1). Le chômage s'est accru, mais sensiblement moins que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. Il reste bien inférieur à la moyenne européenne.

Graphique 1. RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RELATIFS
Autriche moins pays européens de l'OCDE



Sources : OCDE et WIFO.

Composantes de la demande globale

La consommation privée a été le principal moteur de l'expansion de la demande globale en 1992, son rythme de croissance se maintenant à peu près inchangé (tableau 2). Comme on l'a déjà noté, les dépenses des ménages ont été soutenues par une baisse du taux d'épargne, qui avait atteint des niveaux exceptionnellement élevés (graphique 2). Dans la deuxième moitié des années 80, l'épargne des ménages avait été favorisée par une augmentation du revenu réel disponible bien supérieure à la moyenne à long terme, à la faveur de la baisse des taux d'imposition marginaux dans le cadre de la réforme fiscale de 1989. En revanche, en 1992, le revenu disponible réel n'a progressé que de 2 pour cent, chiffre bien inférieur à la moyenne de 4 pour cent des trois années précédentes. Après s'être tassés en 1991, les achats de biens de consommation durables, notamment les automobiles et les meubles, se sont redressés assez vigoureusement en 1992, malgré la croissance plus faible du revenu réel disponible. Les achats courants de biens et de services par le secteur public ont augmenté moins rapidement qu'en 1991.

L'expansion de l'investissement fixe brut a été entièrement imputable au dynamisme persistant de l'investissement dans le secteur de la construction. De

Tableau 2. **Evolution de la demande**
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente prix de 1983

	1981-87 ¹	1988	1989	1990	1991	1992 ²
Consommation privée	2.2	3.3	2.8	3.8	2.4	2.5
Consommation publique	1.5	0.3	0.8	1.2	2.6	1.5
Formation brute de capital fixe	0.8	6.0	5.4	5.8	4.9	2.3
Construction	0.3	6.3	4.4	6.3	5.7	5.0
Machines et outillage	1.4	5.6	7.2	5.7	3.9	-1.0
Demande intérieure finale	1.7	3.4	3.1	3.8	3.1	2.5
Formation de stocks ³	0.1	0.8	0.1	0.7	0.2	-0.2
Demande intérieure totale	1.8	4.2	3.1	4.5	3.3	2.0
Exportations de biens et de services	3.0	8.9	10.2	8.1	8.2	4.0
Demande totale	2.6	5.5	5.4	5.6	4.8	2.5

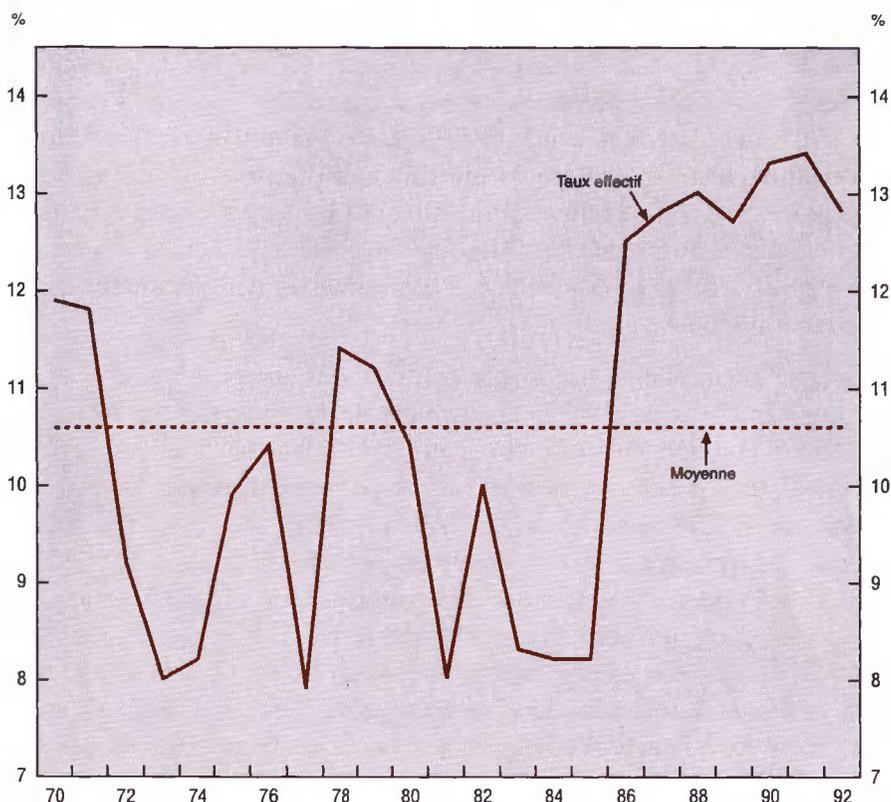
1. Taux annuel moyen de croissance.

2. Estimation du WIFO, décembre 1992.

3. Variation en pourcentage du PIB de l'année précédente.

Sources : OCDE, Comptes nationaux, et WIFO.

Graphique 2. TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES



Sources : OCDE et WIFO-Institute.

fait, alors qu'elle avait été relativement peu soutenue dans les années 80, l'activité de construction s'est fortement redressée depuis 1988¹. Parmi les facteurs qui ont nourri l'expansion dans le secteur de la construction, on peut citer la demande non satisfaite de logements et de locaux commerciaux, le versement exceptionnel d'aides, les besoins supplémentaires de logements résultant d'une forte immigration et les entrées importantes de main-d'œuvre qui ont contribué à atténuer les contraintes de l'offre dans ce secteur. En revanche, l'investissement des entreprises en machines et outillage a réagi très rapidement à la baisse des exporta-

tions et à la dégradation des perspectives d'exportation sur un grand nombre de marchés traditionnels ainsi qu'à une perte de compétitivité au niveau des coûts résultant de l'appréciation du taux de change effectif. De fait, au printemps de 1992, les anticipations étaient encore assez optimistes : d'après l'enquête du WIFO sur l'investissement conduite à l'époque l'investissement industriel en 1992 devait dépasser de quelque 3 pour cent en termes réels le niveau élevé de l'année précédente. En définitive, il semble qu'il y ait eu stagnation. Le rapport global investissement-production – l'un des plus élevés d'Europe – s'est néanmoins encore accru, grâce à l'incidence compensatrice de l'investissement dans la construction.

La forte augmentation persistante des livraisons aux pays de l'est² a contribué à amortir l'incidence du ralentissement de la demande sur les marchés d'exportation traditionnels, qui ont connu en 1992 leur plus faible progression depuis 1987. Des pertes de parts de marché ont été enregistrées dans les pays européens de l'OCDE (en dehors de l'Allemagne) et dans plusieurs pays non européens, dans ce dernier cas en raison en partie de la faiblesse du dollar des États-Unis à l'époque. Malgré tout, la croissance des exportations totales de marchandises a été un peu plus rapide que la croissance globale du marché (tableau 3). Du fait des grandes manifestations qui se sont déroulées ailleurs en Europe, et des tendances à la récession observées à l'étranger, la saison touristique estivale a été moins bonne que prévu, ce qui s'est traduit par une augmentation plus modérée que ces dernières années du nombre de nuitées et des dépenses réelles des touristes étrangers. Globalement, le volume des exportations de biens et de services a progressé de quelque 4 pour cent en 1992, soit la moitié seulement du taux de croissance de l'année précédente.

Le volume des importations s'est accru moins que les élasticités normales auraient pu le laisser penser, ce qui a donné un coup d'arrêt à la progression du taux de pénétration des importations observée depuis 1988³. Bien qu'il y ait probablement eu sous-comptabilisation statistique, le ralentissement de la croissance des importations tient aussi à une modification de la composition de la demande en faveur d'éléments ayant généralement un faible contenu en importations : bâtiment et construction et services domestiques. De fait, sous l'effet de cette modification, la croissance globale de la production s'est relativement bien maintenue en 1992 (1 $\frac{3}{4}$ pour cent, contre 3 pour cent en 1991) et s'explique presque entièrement par l'expansion des secteurs des services privés et de l'acti-

Tableau 3. Exportations, croissance des marchés et compétitivité

Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente, prix de 1983

	1989	1990	1991	1992 ¹
Exportations totales de biens et de services ²	10.2	7.1	8.2	4.0
Exportations de marchandises ³				
Croissance en volume	15.2	10.4	7.5	3.0
Croissance des marchés	9.4	8.0	6.1	2.5
Résultats à l'exportation	5.8	2.4	1.3	0.5
Coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre ⁴	-3.2	1.3	-1.2	0.3
Taux de change effectif				
Nominal	-0.1	2.5	-0.2	1.8
Réal	-1.5	1.2	-1.3	1.9

1. Estimations du WIFO et de l'OCDE.

2. Dans l'optique des comptes nationaux.

3. Sur la base des déclarations en douane, calculs et estimations de l'OCDE.

4. Secteur manufacturier, en monnaie commune.

Sources : OCDE, *Comptes nationaux*, et WIFO.

tivité de construction. La production dans le secteur manufacturier a commencé de diminuer à l'automne 1992 et, sur l'année dans son ensemble, elle a probablement chuté de 1 pour cent.

Ralentissement de la croissance de la productivité

Le ralentissement de l'activité économique s'est accompagné d'une baisse de la croissance de la productivité du travail (tableau 4). Dans une large mesure, cette baisse correspond à une évolution cyclique normale, l'emploi tendant à se maintenir lorsque la demande fléchit⁴. Ainsi, en 1992, la production moyenne par salarié a progressé de 1/4 pour cent environ (comme en 1991), soit moins de la moitié du taux de 1989-90. Durant le cycle actuel, la croissance de la productivité a atteint son point culminant deux années avant la croissance de la production, une offre relativement abondante de main-d'œuvre peu qualifiée et bon marché favorisant l'expansion des activités à forte intensité de main-d'œuvre et à faible productivité. En fait, la productivité dans le secteur industriel exportateur ou soumis à la concurrence de l'exportation a continué d'augmenter à un rythme

Tableau 4. Production, emploi et productivité
 Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	1989	1990	1991	1992 ¹
Ensemble de l'économie				
Production	3.8	4.4	3.1	1.8
Emploi	1.3	1.9	1.7	0.6
Productivité ²	2.4	2.7	1.2	1.1
Industrie				
Production	5.8	7.7	2.3	1.0
Emploi	0.7	1.5	-1.1	-3.2
Productivité ²	5.0	6.1	3.4	4.2
Autres secteurs				
Productivité ²	0.5	-0.5	0.0	-0.4

1. WIFO, décembre 1992.

2. Production par salarié.

Sources : OCDE, *Comptes nationaux*, et WIFO.

remarquablement rapide, sous l'effet d'importants délestages de main-d'œuvre, alors que la productivité moyenne de la main-d'œuvre dans les secteurs tournés vers le marché intérieur a baissé.

Accroissement de l'emploi et du chômage

A l'inverse de la productivité, la croissance de l'emploi s'est relativement bien maintenue. Corrigé pour tenir compte de l'effet de l'amélioration des allocations pour congé de maternité⁵, l'emploi salarié s'est accru de 1 pour cent, soit la moitié du taux enregistré pour 1991 (tableau 5). La création d'emplois est restée soutenue dans le tourisme (+4 pour cent), mais également dans la construction (+3½ pour cent), les services privés (+2½ pour cent) et le secteur public (+1¾ pour cent). Dans le secteur producteur de biens, l'emploi s'est contracté de 2 pour cent, en raison en particulier de réductions importantes des effectifs dans l'industrie. Avec la diminution de l'emploi non salarié, imputable en partie à l'augmentation du nombre de faillites, l'emploi global s'est accru de ¾ pour cent.

Après deux années de forte accélération la croissance de l'offre de main-d'œuvre s'est ralentie en 1992. Outre la baisse conjoncturelle normale des taux d'activité, le taux plafond fixé par voie administrative pour l'emploi d'étrangers

Tableau 5. Demande et offre sur le marché du travail

Variation par rapport à l'année précédente en milliers

	Accroissement annuel moyen 1985-88	1989	1990	1991	1992
Demande de main-d'œuvre					
Emploi salarié ¹	16.5	51.8	66.4	68.7	58.0
<i>dont :</i>					
Etrangers	3.1	16.5	43.7	45.6	19.1
Travail indépendant	-7.1	-6.5	-5.0	-2.7	-3.0
Total	9.4	45.3	61.4	66.0	54.0
Offre de main-d'œuvre					
Etrangers	..	17.1	51.2	47.7	19.0
Migration	..	-5.0	-5.2	-3.0	1.9
Nationaux	..	23.8	32.0	40.5	40.1
Total	16.4	35.8	78.0	85.2	61.0
Excédent de l'offre de main-d'œuvre par rapport à la demande					
Chômage (variation)	7.0	-9.5	16.6	19.2	7.0
Chômage (niveau)	153.6	149.2	165.8	185.0	192.0
Chômage déclaré (en pourcentage de l'emploi total salarié)	5.2	5.0	5.4	5.8	5.9

1. Si l'on tient compte des salariées en congé de maternité : + 10 000 en 1991 et + 37 000 en 1992.

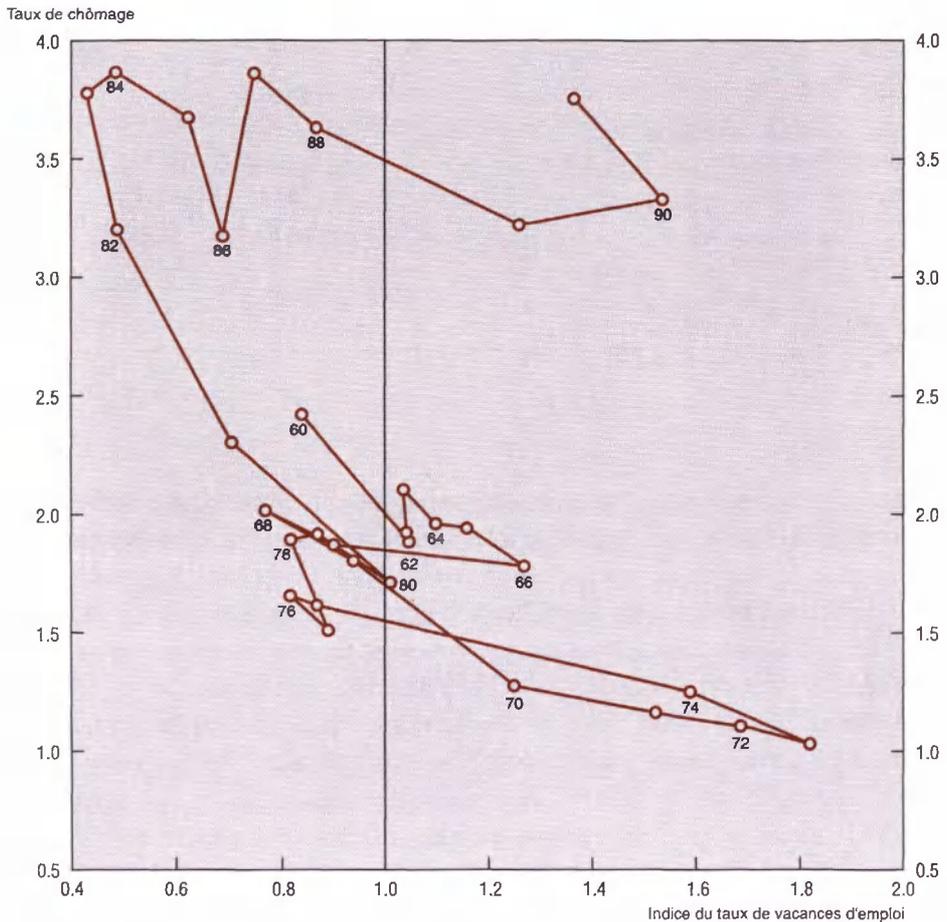
Source : WIFO.

est devenu progressivement plus contraignant, ce qui a eu pour résultat une diminution des entrées (officielles) de travailleurs étrangers. Le ralentissement de la croissance de l'offre de main-d'œuvre a contribué à freiner l'aggravation du chômage recensé, mais n'a pu empêcher une nouvelle dégradation de la structure du chômage. Si la part des jeunes dans le chômage recensé a baissé depuis 1987 et est faible par rapport aux autres pays, celle des chômeurs de longue durée (sans travail depuis plus de douze mois) et des personnes difficilement intégrables sur le marché du travail atteint maintenant 55 pour cent contre 39 pour cent, il y a cinq ans⁶. Le chômage de longue durée représente maintenant plus des deux tiers de la durée totale du chômage, contre un tiers au début des années 80⁷.

Bien que la production ait augmenté deux fois plus vite durant les cinq dernières années qu'au cours des cinq années précédentes (3½ pour cent par an contre 1¾ pour cent), le taux de chômage, qui avait légèrement baissé entre 1987

et 1989, est maintenant supérieur à celui d'il y a cinq ans. Cette inélasticité apparente du chômage face à une croissance relativement rapide et à des taux d'utilisation des capacités relativement élevés fait craindre un développement progressif mais inexorable de l'élément structurel du chômage. Comme on peut le voir dans le graphique 3, qui met en parallèle l'évolution des taux de vacances

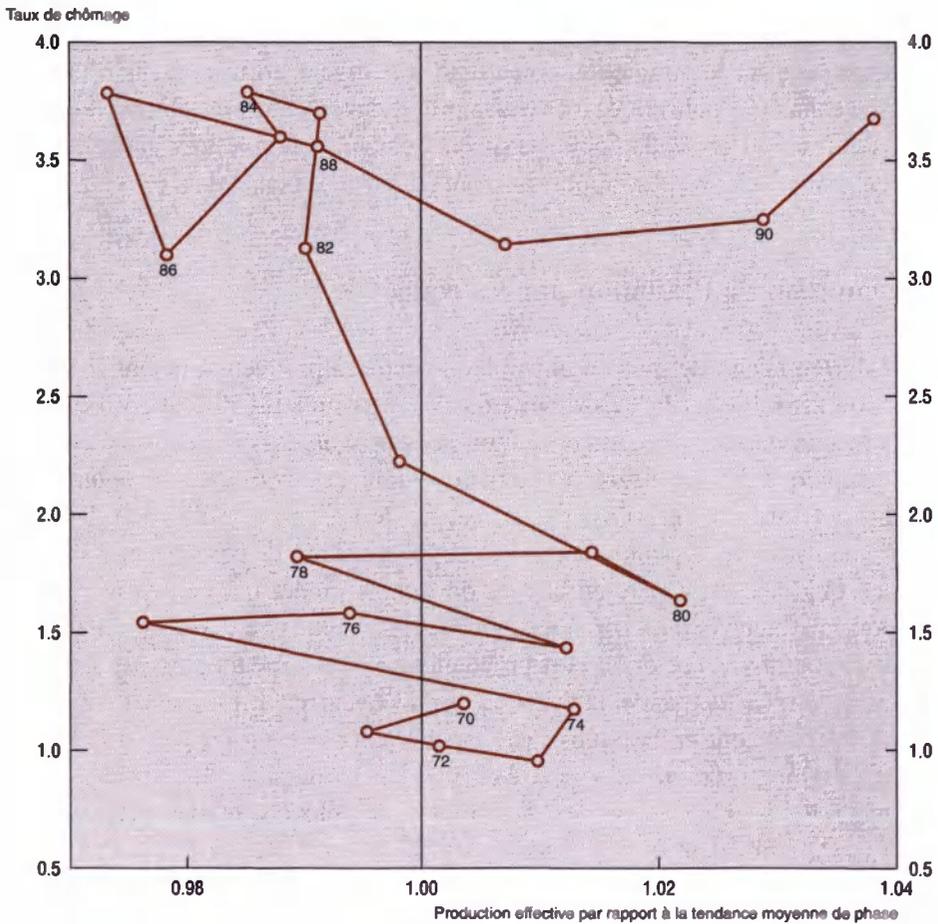
Graphique 3 . CHÔMAGE ET VACANCES D'EMPLOI



Source : OCDE.

d'emploi et celle des taux de chômage, la « courbe de Beveridge » s'est nettement déplacée vers l'extérieur à la fin des années 80 et la pente de la courbe s'est aplatie. En outre, le chômage imputable aux inadéquations régionales ou professionnelles semble s'être aggravé, mais l'amélioration du régime d'indemnisation a peut-être aussi contribué à cette évolution.

Graphique 4 . CHÔMAGE ET UTILISATION DES CAPACITÉS



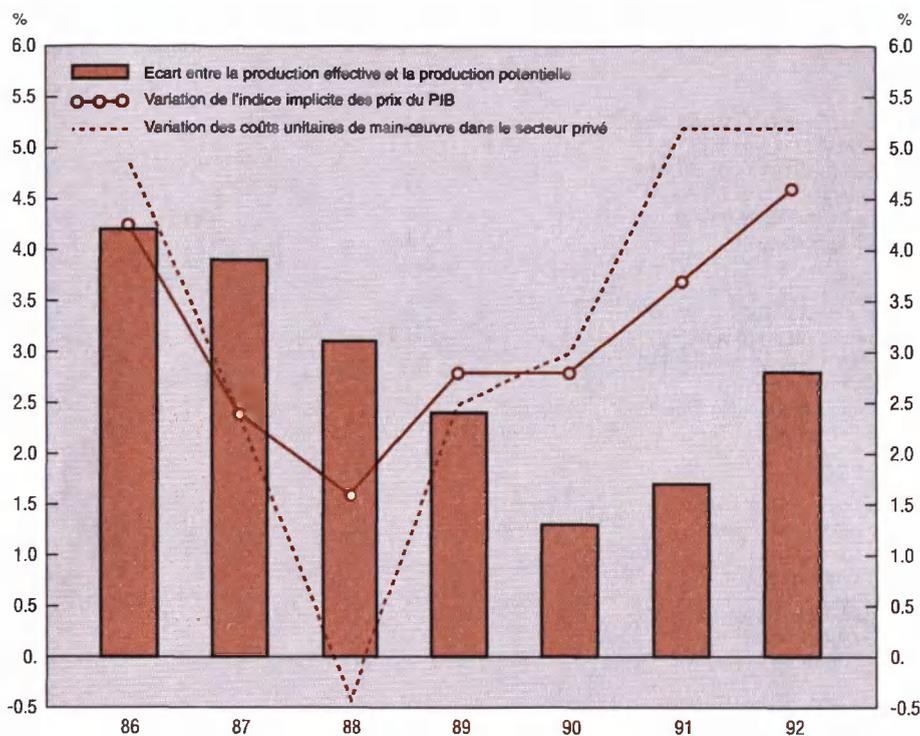
Source : OCDE.

L'impression d'une progression tendancielle du chômage structurel est corroborée par l'évolution à la hausse du taux de chômage non accélérateur des salaires (NAIRU, voir ci-après) et de la courbe «d'Okun», qui juxtapose les marges de ressources inutilisées enregistrées respectivement sur les marchés du travail et sur les marchés des produits (graphique 4). Sur ces bases, il semble que l'élément structurel du chômage, qui n'est pas influençable par une politique macro-économique expansionniste, a commencé de prendre davantage d'importance dès les années 70, la progression la plus marquée intervenant au début des années 80. S'il est vrai que l'élimination du chômage imputable aux inadéquations professionnelles et régionales appelle une plus grande mobilité de la main-d'œuvre et une certaine flexibilité dans la structure des salaires, la contrainte en capital qui pèse sur la production potentielle et le niveau correspondant d'emploi à «pleine capacité» pourrait être atténuée progressivement en accélérant durablement la formation brute de capital tout en freinant la dérive très ancienne des coûts de main-d'œuvre par rapport au coût d'usage de capital.

Augmentation de l'inflation par les coûts

Malgré un écart de plus en plus marqué entre la production potentielle et la production effective⁸ et la baisse des prix des importations, l'inflation d'origine intérieure – la hausse de l'indice implicite des prix du PIB – s'est accélérée en 1992 (graphique 5). Le degré de sous-utilisation des ressources économiques pourrait toutefois être surestimé par la mesure de l'écart de production. De fait, une grande partie de la population active supplémentaire de ces dernières années était peu qualifiée et la part du capital de remplacement dans l'investissement total pourrait bien, comme on l'a suggéré plus haut, s'être accrue au fil des années. En outre, du fait de la part prépondérante des secteurs plus particulièrement axés vers la demande intérieure, où la concurrence est moins vive, les hausses des coûts ont pu être plus facilement répercutées sur les prix et la baisse des prix des importations n'a peut-être pas été totalement répercutée sur les utilisateurs finals. Cependant, les possibilités de relèvement des prix sur les marchés extérieurs étant très faibles, la progression modérée des prix à l'exportation (en moyenne de 1 pour cent) a limité la hausse de l'indice implicite des prix du PIB à 4½ pour cent (contre 4 pour cent en 1991), la maintenant au-dessous de la hausse moyenne des coûts unitaires de main-d'œuvre.

Graphique 5 . QUELQUES DÉTERMINANTS DE L'INFLATION



Sources : OCDE et WIFO-Institute.

L'indice des prix à la consommation aurait, selon les estimations, progressé de 4 pour cent en 1992, $\frac{1}{2}$ point de pourcentage environ de cette augmentation étant dû à des modifications de la fiscalité indirecte⁹ (tableau 6). Alors que les prix des biens produits dans les secteurs plus particulièrement axés sur la demande intérieure ont progressé à peu près au même rythme qu'en 1991 ($3\frac{3}{4}$ pour cent), les prix des services privés se sont accrus de 5 pour cent ($3\frac{3}{4}$ pour cent en 1991) et les loyers de quelque $6\frac{3}{4}$ pour cent ($4\frac{3}{4}$ pour cent en 1991). Les prix des importations, en revanche, ont diminué de 4 pour cent.

Tableau 6. Evolution des coûts et des prix
 Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	1981-87 ¹	1988	1989	1990	1991	1992 ²
Autriche						
Indice implicite des prix de la consommation privée ³	3.5	1.7	2.6	3.2	3.4	4.0
Indice implicite des prix du PIB	4.1	1.4	2.7	2.9	3.5	4.6
Productivité	1.2	3.7	2.4	2.7	1.3	1.3
Coûts unitaires de main-d'œuvre	3.4	-0.2	2.7	2.9	5.3	5.2
Prix à l'importation	0.1	1.8	3.4	0.3	2.0	-4.0
Allemagne⁴						
Indice implicite des prix de la consommation privée	2.2	1.4	3.1	2.6	3.8	4.8
Indice implicite des prix du PIB	2.9	1.5	2.6	3.4	4.5	5.5
Productivité	1.7	3.2	2.6	1.6	1.3	1.0
Coûts unitaires de main-d'œuvre	2.1	0.3	0.7	2.9	4.6	5.0
Prix à l'importation	-0.9	1.9	4.8	-0.2	2.5	-4.0
Zone de l'OCDE						
Indice implicite des prix de la consommation privée	4.7	3.3	4.4	5.3	6.0	5.4
Indice implicite des prix du PIB	4.7	3.4	4.3	5.8	5.9	5.3
Prix à l'importation	0.0	2.2	4.7	-0.7	0.5	0.2

1. Taux de croissance annuel.

2. Estimation de l'OCDE.

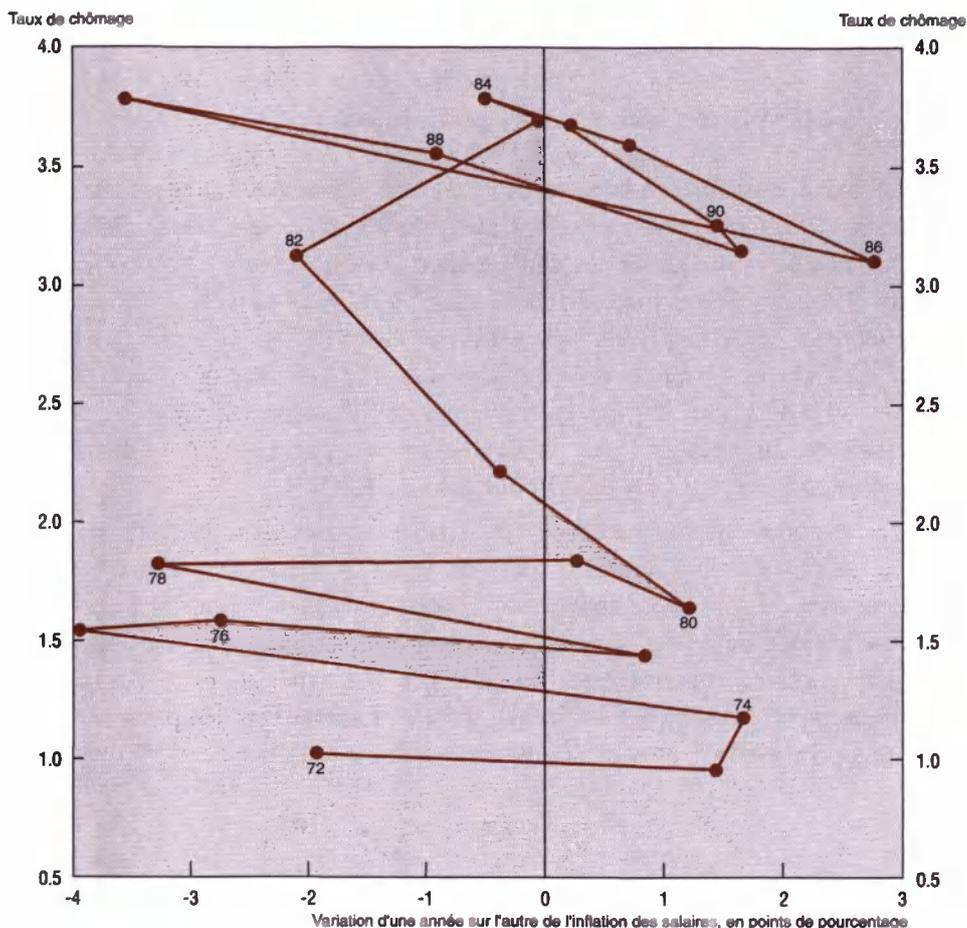
3. Compte tenu de l'alourdissement de la fiscalité indirecte, dont on estime qu'il a majoré les prix à la consommation de 1/2 pour cent.

4. Jusqu'en 1991, République fédérale d'Allemagne, avant l'unification.

Source : OCDE, Comptes nationaux, et WIFO.

Jusqu'ici, la marge de plus en plus grande de ressources inutilisées sur le marché du travail et la diminution de l'utilisation des capacités n'ont eu qu'une faible incidence sur le rythme global de formation des salaires (graphique 6). La rémunération moyenne par salarié a progressé de 5³/₄ pour cent, soit juste 1/2 point de moins qu'en 1991. Dans le secteur de la construction et dans les autres secteurs protégés, la hausse des rémunérations a été relativement forte. L'absence de toute modération sensible des salaires pourrait être due en partie au décalage habituel avec lequel les salaires réagissent généralement à une détente de la situation sur le marché du travail, en particulier lorsque les profits sont encore assez confortables dans plusieurs secteurs clés. Les syndicats autrichiens ont prouvé à plusieurs reprises qu'ils étaient sensibles au risque de débauchage lié à

Graphique 6. CHÔMAGE ET CROISSANCE DES SALAIRES



Source : OCDE.

des revendications de salaires trop élevées et rien ne permet d'affirmer que l'opposition travailleurs intégrés-candidats à l'embauche se soit accentuée sur le marché du travail autrichien. Cependant, on considère de plus en plus souvent que le problème du chômage de longue durée est dû davantage à des mesures

inefficientes et/ou insuffisantes sur le marché du travail qu'à la formation des salaires en tant que telle¹⁰.

Quasi-équilibre extérieur et entrées de capitaux

La balance extérieure courante a enregistré selon les estimations un léger déficit en 1992, en dépit d'une stabilisation de la balance extérieure réelle ainsi qu'à une amélioration des termes de l'échange. Après avoir atteint 6 pour cent du PIB en 1991, le déficit commercial a reculé en 1992 pour la première fois depuis 1987 (tableau 7). Cette amélioration est imputable à un rétrécissement de l'écart entre l'Autriche et l'étranger pour ce qui est de la croissance de la demande et, comme on l'a déjà noté, à des gains de termes de l'échange. De ce fait, le taux de couverture des importations par les exportations est passé à 83 pour cent, après être descendu à un peu plus de 80 pour cent en 1991.

Les exportations de marchandises se sont accrues dans les huit premiers mois de 1992 (pour lesquels on dispose de statistiques commerciales détaillées) de 3 pour cent en glissement annuel, soit 1 point environ de moins qu'au cours de la même période de 1991. Les exportations à destination des pays d'Europe de l'est (qui représentent maintenant 11¼ pour cent des exportations totales) ont été particulièrement dynamiques, alors que les exportations vers les pays de la CE n'ont pas progressé de plus de 3 pour cent (contre 4½ pour cent en 1991). Au

Tableau 7. **Balance des opérations courantes**
Milliards de schillings

	1988	1989	1990	1991	1992 Premiers résultats
Exportations	383.2	429.3	466.1	479.0	487.6
Importations	451.4	514.7	556.2	591.9	593.9
Balance commerciale	-68.2	-85.4	-90.2	-112.9	-106.4
Revenu de l'investissement, net	-11.3	-12.3	-11.0	-17.6	-14.1
Services hors facteurs, net	84.8	107.0	121.1	137.9	134.8
Balance courante	-2.9	3.3	13.6	0.8	-3.6
Balance courante, en milliards de dollars	-0.3	0.2	1.2	0.0	-0.3

Sources : WIFO, Österreichische Nationalbank, *Statistische Monatshefte* et OCDE.

cours de la même période, la valeur en schillings des importations a stagné par rapport à l'année précédente, du fait de la baisse des prix à l'importation ainsi que de la réorientation déjà mentionnée de l'activité vers les secteurs plus tournés vers le marché intérieur. Tandis que les importations de machines et d'outillage diminuaient conformément au fléchissement de l'investissement, les importations de véhicules à moteur se sont redressées. La présence des pays d'Europe de l'est sur le marché autrichien est de plus en plus perceptible, encore que leur part dans les importations totales de marchandises ($7\frac{1}{2}$ pour cent au cours des huit premiers mois de 1992) soit encore peu importante par rapport à celle des pays de la CE ($67\frac{3}{4}$ pour cent).

Le déficit légèrement réduit de la balance commerciale et celui du solde des revenus des investissements ont été plus que compensés par un excédent généralement stable au titre du tourisme et des autres services. Malgré les importantes manifestations qui se sont tenues en Europe (en particulier les Jeux Olympiques de Barcelone et l'Exposition universelle de Séville) et qui ont attiré un grand nombre de touristes internationaux et malgré une diminution du nombre des nuitées enregistré en Autriche durant la saison d'été, du fait des tendances à la récession observées à l'étranger, les recettes provenant du tourisme ont augmenté d'environ 1 pour cent en 1992. Il est difficile de dire dans quelle mesure ces tendances sont déjà à mettre au crédit des efforts faits par les pouvoirs publics pour encourager un tourisme «de haute qualité» au lieu d'un tourisme de masse pesant sur les capacités et l'environnement.

Après de légères entrées nettes de capitaux en 1991, 1992 a été marquée, semble-t-il, par d'importantes importations nettes de capitaux, poussées par une demande étrangère croissante de titres libellés en schillings. Le niveau élevé des investissements directs à l'étranger (probablement 1 pour cent du PIB environ) s'inscrit dans la tendance, déjà observée en 1989, à une plus grande internationalisation des entreprises autrichiennes, notamment dans le cadre du processus d'intégration européenne en cours (tableau 8). En outre, la création et le renforcement de liens commerciaux avec l'Europe de l'est et l'attrait exercé par les faibles coûts de main-d'œuvre ont fortement encouragé la constitution de sociétés mixtes dans ces pays. De fait, un tiers de l'ensemble des investissements directs à l'étranger ont été réalisés dans les pays d'Europe de l'est, la Hongrie se taillant la part du lion, suivie de la République fédérative tchèque et slovaque. Durant la première partie de 1992, d'importantes sorties nettes ont été enregistrées au titre

Tableau 8. **Balance des opérations en capital**¹

Milliards de schillings

	1990	1991	1992
Investissement direct, net	-11.6	-10.8	-11.7
Entrées	7.3	4.2	9.8
Sorties	18.9	15.0	21.5
Obligations et crédits	-12.5	-17.6	23.6
Entrées	25.0	33.9	64.1
Sorties	37.5	51.5	40.5
Autres capitaux à long terme	13.9	4.1	-6.1
Total des capitaux à long terme	-10.2	-24.4	5.7
Entrées	46.7	49.6	76.7
Sorties	56.9	74.0	71.1
Capitaux à court terme, net	8.9	24.8	16.3

1. Un signe « moins » indique une sortie nette.

Source : Österreichische Nationalbank, *Statistische Monatshefte*.

des investissements de portefeuille, les opérations de diversification du patrimoine des résidents étant bien supérieures aux achats d'avoirs libellés en schillings par des étrangers. Mais ce mouvement s'est inversé lors des turbulences monétaires de l'automne.

Perspectives économiques plus mornes pour 1993 et 1994

Comme de coutume, les prévisions de l'OCDE présentées ici sont fondées sur l'hypothèse technique de politiques et de taux de change inchangés. Les taux d'intérêt du marché à court terme ont atteint leur point culminant vers le milieu de 1992 et étaient revenus à 8 pour cent au début de 1993. Au cours de la même période, les taux à long terme ont diminué 2½ point pour se situer à 6¾ pour cent. Le schilling étant rattaché au deutschemark, d'autres baisses des taux d'intérêt sont prises en compte dans les prévisions car la réduction attendue des taux européens se répercutera sur les taux d'intérêt directeurs en Autriche (tableau 9). Étant donné les objectifs des pouvoirs publics, l'orientation de la politique budgétaire restera restrictive au cours de la période considérée, sur la base des modifications du solde du budget structurel des administrations publi-

Tableau 9. **Politiques et environnement extérieurs**

Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	1991	1992	1993	1994
Environnement extérieur				
Echanges mondiaux de marchandises	2.6	4.3	3.9	5.6
Marchés extérieurs pour l'ensemble des marchandises	6.1	2.5	3.9	6.0
Taux de change effectif	-0.6	1.8	1.5	0.0
Coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, en monnaie commune	-5.0	0.4	1.4	0.0
Prix à l'importation, biens et services	3.4	-1.6	2.1	3.0
Prix du pétrole (dollars par baril)	18.3	17.4	18.2	18.6
Hypothèses relatives à la politique économique				
Taux d'intérêt à court terme (en pourcentage)	9.1	9.5	7.9	6.6
Solde financier des administrations publiques (en pourcentage du PIB)	-2.2	-1.9	-1.6	-1.4

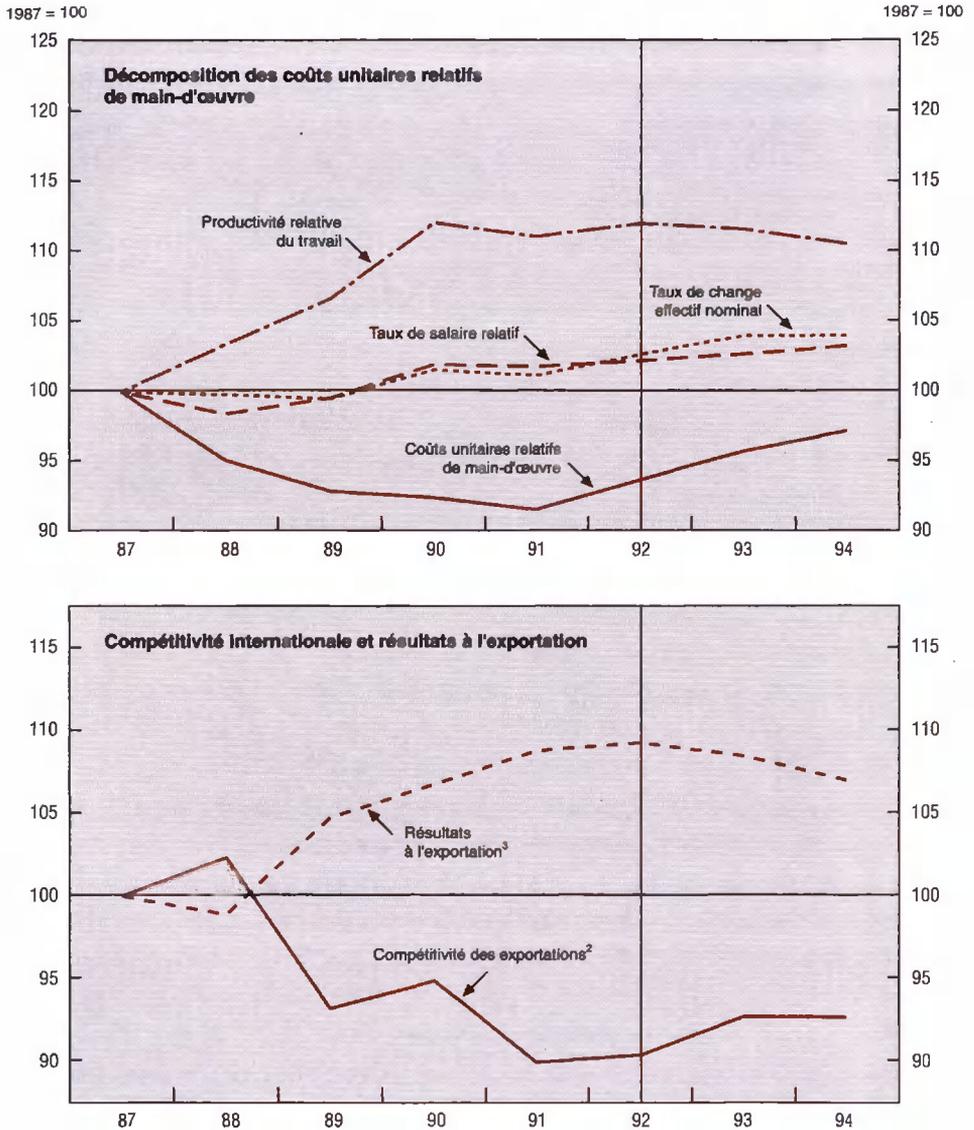
Source : OCDE, *Perspectives économiques* 52, décembre 1992.

ques. Le maintien des taux de change à leur niveau de la mi-mars 1993 implique une appréciation effective de 2 pour cent environ tant en 1992 qu'en 1993. On estime que le prix du pétrole s'est établi à 18 dollars le baril au deuxième semestre de 1992 et qu'il demeurera constant en termes réels.

La série actuelle de négociations salariales a débouché sur un accord dans l'industrie métallurgique prévoyant une augmentation de 4½ pour cent des salaires effectifs¹¹. En outre, on s'attend généralement que les charges sociales soient alourdies. Les gains de productivité devraient rester soutenus, mais du fait de l'appréciation effective du schilling en 1992, les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, mesurés en une monnaie commune, devraient s'accroître quelque peu sur la période 1993-94 (graphique 7).

Dans ce contexte, c'est essentiellement le redressement escompté de la croissance du commerce mondial qui stimulera la demande et la production globales. Après le net ralentissement de 1992, les marchés d'exportation de l'Autriche devraient progresser de 3 pour cent et de 4 pour cent, respectivement, en 1993 et 1994. Les exportations effectives pourraient se développer moins rapidement, la dégradation de la position concurrentielle induite par le taux de

Graphique 7. **COMPÉTITIVITÉ INTERNATIONALE ET RÉSULTATS A L'EXPORTATION¹**



1. La ligne verticale indique la fin de la période historique et le début de la période de prévision.
 2. Valeurs unitaires relatives à l'exportation des produits manufacturés.
 3. Rapport entre les volumes d'exportation de produits manufacturés et les marchés d'exportation de ces produits.
 Source : OCDE, *Indicateurs de compétitivité*.

change en 1992 et 1993 pouvant entraîner des pertes de parts de marché au niveau global.

L'activité économique demeurant faible, on peut s'attendre à une baisse de l'emploi. Conjugué à un alourdissement de la fiscalité, cela se traduira par une progression assez faible des revenus réels disponibles. Cependant, les ménages pourraient réduire encore leur taux d'épargne, soutenant ainsi la croissance de la consommation. Dans le même temps, sous l'effet des efforts en cours d'assainissement budgétaire, la croissance de la consommation publique devrait continuer de progresser lentement, sa part dans le PIB se contractant encore.

Les dépenses d'investissement des entreprises devraient diminuer car la marge de capacité inutilisée pourrait n'être pas réduite avant la fin de la période

Tableau 10. **Prévisions jusqu'en 1994**
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente, prix de 1983

	1991	1992 ¹	1993 ¹	1994 ¹
Demande et production				
Consommation privée	2.8	2.5	0.7	1.0
Consommation publique	2.2	1.5	0.5	1.0
Formation brute de capital fixe	5.8	2.3	-1.9	2.4
Construction	6.0	5.0	0.0	2.3
Machines et outillage	5.5	-1.0	-4.5	2.6
Demande intérieure finale	3.4	2.3	0.0	1.4
Formation de stocks ²	0.1	-0.5	0.0	0.1
Demande intérieure totale	3.5	1.8	0.0	1.5
Exportations de biens et de services	8.1	4.0	1.3	2.0
Importations de biens et de services	8.9	4.0	2.0	3.0
Solde extérieur ²	-0.4	-0.0	-0.4	-0.5
PIB	3.1	1.8	-0.4	1.0
<i>Pour mémoire :</i>				
Indice implicite des prix de la consommation privée	3.5	4.0	3.5	2.8
Indice implicite des prix du PIB	3.7	4.6	4.0	3.4
Emploi total	1.8	1.3	-0.3	0.2
Taux de chômage ³	3.5	4.0	5.0	5.7
Balance courante (en milliards de dollars E.U.)	-0.1	-0.3	-0.1	-0.3

1. Estimations et prévisions de l'OCDE.

2. Variation en pourcentage du PIB de l'année précédente.

3. Enquête par sondage.

Sources : OCDE, *Comptes Nationaux*, et WIFO.

considérée. Le ralentissement de l'activité de construction, observé au deuxième semestre de 1992, pourrait se prolonger en 1993, entraînant à la fois de fortes pressions à la hausse sur les coûts et pesant sur les perspectives de revenu et d'emploi. Dans l'ensemble, la demande intérieure finale pourrait montrer, s'il y a lieu, un léger accroissement en 1993. Les élasticités à l'importation revenant à des valeurs plus normales, la balance extérieure réelle pourrait se détériorer légèrement, le PIB en termes réels restant globalement inchangé en 1993, avant de remonter de 1 à 2 pour cent en 1994.

Les pressions inflationnistes devraient se relâcher peu à peu au cours de la période considérée. La hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre pourrait être ralentie par des accords salariaux plus raisonnables et un redressement de la croissance de la productivité. Ainsi, l'augmentation de l'indice implicite des prix du PIB pourrait revenir de 4.6 pour cent en 1992 à environ 3 pour cent en 1994, cette évolution étant favorisée par la disparition de l'incidence des modifications de la fiscalité indirecte. La décélération des prix à la consommation, appuyée par des prix à l'importation relativement stables, pourrait être moins prononcée en raison de la fermeté persistante des prix dans les secteurs essentiellement tournés vers le marché intérieur. La balance courante devrait rester largement équilibrée durant la période considérée.

Le principal élément négatif est l'éventualité d'une nouvelle dégradation de la situation économique déjà médiocre de l'Europe en général et de l'Allemagne en particulier. En revanche, la menace d'une dégradation persistante de la situation sur le marché du travail pourrait susciter une plus grande modération des salaires que celle prise en compte dans ces prévisions, ce qui conduirait à une meilleure performance à l'exportation et à un niveau plus élevé d'investissement, renforçant ainsi le PIB en termes réels.

II. Politique économique

La politique économique de l'Autriche s'inscrit dans un cadre à moyen terme, afin d'assurer aux décideurs du secteur privé un environnement stable et prévisible. Le principal objectif intermédiaire, à savoir le maintien du taux de change schilling-deutschemark, ne laisse à la politique macro-économique, et en particulier à la politique monétaire, qu'une marge de manœuvre limitée. L'objectif complémentaire de réduction à moyen terme du déficit du budget fédéral pesant sur la politique budgétaire, c'est sur les mesures micro-économiques que repose essentiellement l'amélioration des résultats dans la sphère réelle de l'économie. Les réformes engagées à ce niveau visent la pleine participation au processus d'intégration européenne.

Politiques monétaire et de change

Le gouvernement étant résolument attaché au maintien d'un lien étroit entre le schilling et le deutschemark et la libéralisation des marchés financiers étant maintenant achevée, les taux d'intérêt directeurs ainsi que les taux du marché monétaire et du marché des capitaux sont appelés à suivre étroitement les évolutions financières à l'étranger, en particulier en Allemagne. En conséquence, les variations des agrégats monétaires et de crédit – qui sont déterminées par la demande – ne jouent aucun rôle dans la formulation des politiques, ne servant que d'indicateurs des évolutions économiques. Les variables financières clés en fonction desquelles on peut apprécier la situation monétaire sont donc le taux de change réel et ses variations, la pente de la courbe des rendements et les taux d'intérêt réels. Ces variables n'ont pas toujours émis des signaux concordants en 1992 : l'appréciation effective du schilling et l'inversion de la courbe des rendements indiquaient une orientation restrictive alors que – en utilisant l'inflation courante comme variable représentative des anticipations d'inflation en longue

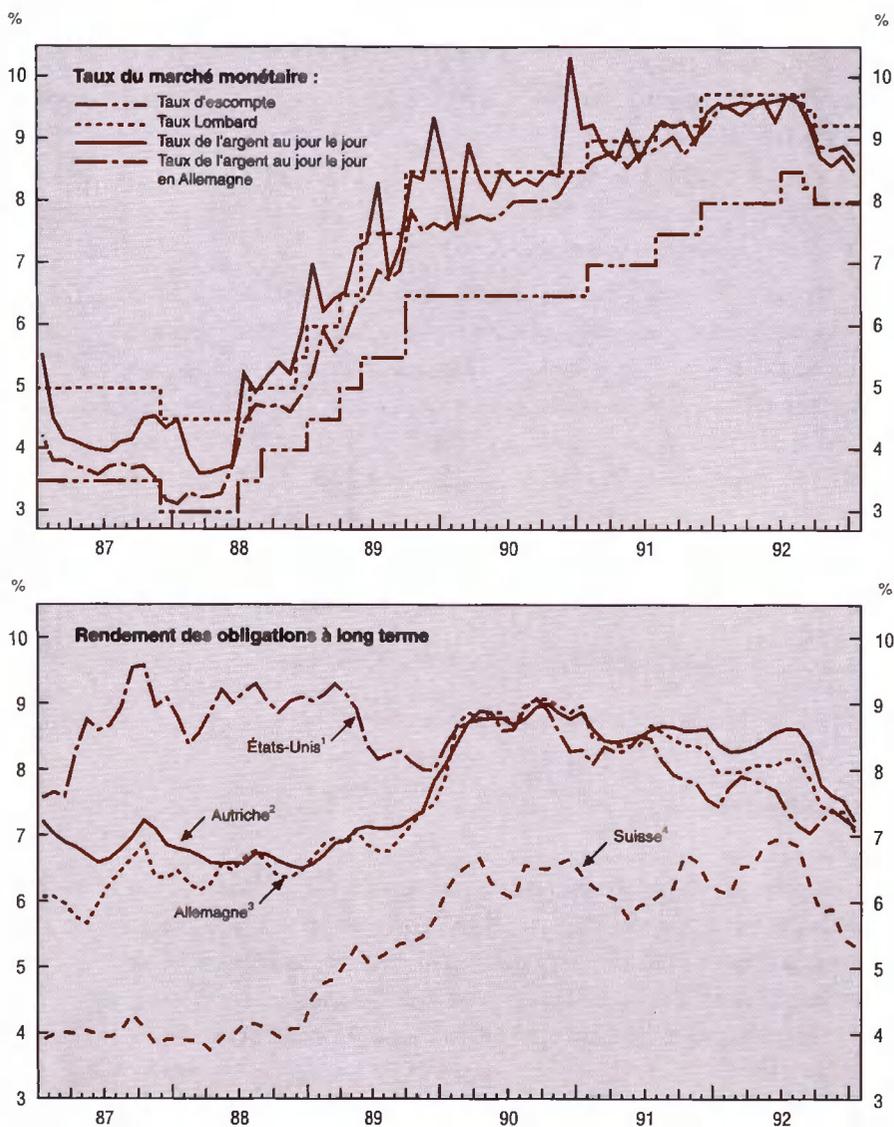
période – les taux d'intérêt réels à long terme ont diminué à mesure que les taux d'intérêt nominaux sur les obligations allemandes se sont repliés et que l'inflation en Autriche s'est accélérée.

Grâce à la crédibilité de la politique de monnaie forte, il n'a fallu ni d'importants écarts de taux d'intérêt ni d'interventions pour maintenir la stabilité du taux de change du schilling par rapport au deutschemark. Les données économiques fondamentales restant relativement favorables, une petite marge de manœuvre existait pour la fixation des taux d'intérêt directeurs tant en 1991 qu'en 1992. Cette marge a été utilisée en août 1991 et en juillet 1992, lorsque les taux d'intérêt officiels ont été relevés moins qu'en Allemagne : en outre, après que les taux d'intérêt directeurs eurent été alignés sur ceux de l'Allemagne en septembre 1992, une réduction « autonome » de $\frac{1}{4}$ de point en octobre a ramené le taux Lombard et le taux d'escompte à $9\frac{1}{4}$ pour cent et 8 pour cent respectivement. Les problèmes de liquidité rencontrés par les banques pour respecter les coefficients de réserve obligatoires et ceux posés par la persistance d'un large écart entre la formation de capital monétaire¹² et les prêts bancaires ont pu être réglés en douceur grâce à des opérations d'open market et à des swaps de devises avec des banques commerciales¹³. Les taux du marché monétaire sont restés proches des niveaux allemands, dans les marges fixées par le taux Lombard et le taux d'escompte (graphique 8). Après une légère baisse au début de 1992, ils ont évolué parallèlement à ceux de l'Allemagne jusqu'en septembre 1992.

Les turbulences observées sur les marchés des changes européens en août 1992 n'ont guère affecté les marchés de capitaux et le marché des changes de l'Autriche. Durant les deux accès de spéculation contre les monnaies « plus faibles » du mécanisme de change européen, le taux schilling/deutschemark a fluctué dans une fourchette très étroite (7.0325-7.0385). Les réserves officielles ont enflé en septembre en raison d'un afflux de capitaux à court terme, mais sous l'incidence compensatrice des opérations du marché monétaire, les taux d'intérêt à court terme sont restés étroitement alignés sur ceux de l'Allemagne. Avec le relâchement des conditions du marché monétaire en Allemagne, les taux d'intérêt à court terme de l'Autriche se sont également détendus. A la fin de 1992, le taux de l'argent au jour le jour était revenu à $8\frac{1}{2}$ pour cent, ce qui représentait encore toutefois 50 points de base de plus que le taux de l'argent à douze mois.

Les taux d'intérêt à long terme ont oscillé tout au long de 1992, avec une tendance, au premier semestre de l'année, à l'élargissement de l'écart positif par

Graphique 8. TAUX D'INTÉRÊT A COURT ET A LONG TERME



1. Obligations du Trésor des États-Unis (taux composite sur 10 ans).
2. Obligations du secteur public.
3. Obligations du secteur public à 7-15 ans.
4. Obligations confédérales.

Sources : OCDE, *Statistiques financières* ; Österreichische Nationalbank et Deutsche Bundesbank.

rapport aux rendements du marché secondaire allemand. Après avoir atteint un sommet à la fin de 1991 et au début de 1992, les taux longs se sont détendus jusqu'à la fin du printemps 1992. La hausse des taux à court terme a pesé sur les prix des obligations jusqu'en août, lorsque les investisseurs étrangers ont opté pour des actifs libellés en schillings et les rendements des obligations ont repris leur léger mouvement à la baisse. A la fin de 1992, les rendements des obligations d'État à 10 ans étaient revenus à près de 7½ pour cent, soit 30 points de base de plus que le taux allemand correspondant.

Le niveau élevé des taux d'intérêt durant la majeure partie de 1992, ainsi que le ralentissement de l'activité économique, se sont traduits par une baisse de la demande de crédit et de monnaie. Les prêts bancaires, qui avaient augmenté à des taux annuels de 8 à 10 pour cent au cours des cinq années précédentes, sont retombés à environ 6 pour cent en 1992. Les prêts aux entreprises ont été particulièrement touchés par la morosité de la demande d'investissement. En contrepartie, la masse monétaire au sens large (M3) s'est aussi accrue plus modérément. Ce ralentissement a été accentué par d'importants transferts de comptes en schillings vers des comptes en devises ainsi que par une augmentation des achats de titres libellés en devises. Ainsi, après une accélération jusqu'à 8 pour cent en 1991, la croissance de M3 est revenue aux alentours de 5 pour cent en 1992.

Politique budgétaire

L'objectif à moyen terme étant de ramener le déficit de l'administration fédérale à 2½ pour cent du PIB en 1994, le cap de la politique budgétaire a été à peu près maintenu : d'un pic de 5 pour cent environ du PIB en 1986, le déficit du budget fédéral dans l'optique de la gestion a été ramené à 3¼ pour cent du PIB en 1992. Mais, compte tenu du ralentissement conjoncturel escompté de l'activité économique en 1993, il n'est prévu pour 1993 qu'une faible réduction.

Évolution budgétaire en 1992 et 1993

Le déficit du budget fédéral dans l'optique de la gestion, qui était resté stable en valeur absolue et accusait une légère tendance à la baisse par rapport au PIB depuis trois ans, a dépassé de quelque 3 milliards de schillings (¼ pour cent

du PIB) le chiffre prévu dans le budget pour 1992 (tableau 11). Le ralentissement conjoncturel inattendu de l'économie s'est traduit par un alourdissement des transferts en faveur des régimes d'assurance chômage et vieillesse; dans le cas de l'assurance vieillesse, ce sont les départs en retraite anticipée, plus nombreux que

Tableau 11. **Budget fédéral**
Milliards de schillings

	1990 Résultat	1991 Résultat	1992		Budget 1993 voté
			Budget	Résultat préliminaire	
Dans l'optique de la gestion					
Recettes					
Recettes fiscales nettes et contributions	356.7	385.6	415.5	426.1	449.6
Revenu d'activités industrielles et commerciales ¹	81.7	84.8	89.7	89.9	93.2
Ventes d'actifs ²	1.9	1.0	6.2	0.0	7.0
Autres recettes	61.5	85.8	74.3	75.6	74.5
Recettes totales	501.9	557.2	585.7	591.6	624.3
Dépenses					
Salaires et traitements	126.9	137.7	144.8	146.5	153.4
Dépenses totales en biens	58.2	60.5	60.4	61.7	67.3
Investissement brut	26.6	25.4	28.7	26.8	28.2
Dépenses courantes en biens	211.7	223.6	233.9	235.0	248.9
Paiements de transferts ²	251.8	278.1	294.9	299.1	317.7
Paiements d'intérêts	66.6	76.1	84.4	81.4	88.2
Autres dépenses	34.6	42.1	35.6	42.6	33.6
Dépenses totales	564.7	619.9	648.8	658.0	688.4
Solde budgétaire net	-62.8	-62.7	-63.1	-66.3	-64.1
(en pourcentage du PIB)	-3.5	-3.3	-3.1	-3.2	-3.0
Dans l'optique des paiements					
Recettes	472.5	510.6	553.7	559.3	590.0
Dépenses	531.7	585.0	619.6	618.6	658.9
Solde budgétaire net	-59.2	-74.4	-65.9	-59.3	-68.9
(en pourcentage du PIB)	-3.3	-3.9	-3.2	-2.9	-3.2

1. Revenu des entreprises fédérales.

2. Y compris les pensions servies aux fonctionnaires.

Source : Données communiquées par le Ministère des finances.

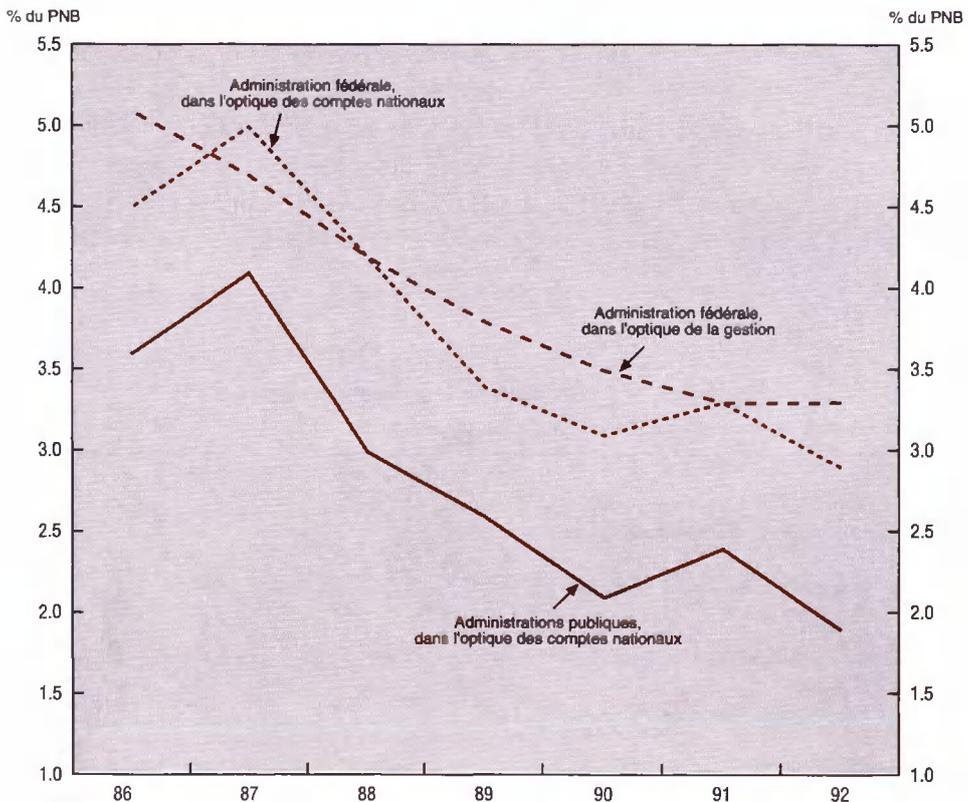
prévu, qui ont joué. Trois autres éléments ont contribué à la croissance des dépenses : l'accroissement des entrées de réfugiés, les dépassements pour les traitements des enseignants et la nette augmentation des réserves. Grâce à des rendements des obligations moins élevés en 1992, le service de la dette a été plus bas que prévu. L'affaiblissement de la demande, limité essentiellement aux investissements et aux exportations, n'a eu que peu d'incidence sur les recettes au titre des impôts indirects, qui ont bénéficié d'une progression plus forte que prévu des dépenses nominales de consommation et des taxes sur le pétrole. Dans ces conditions, les recettes globales se sont accrues à peu près conformément aux estimations initiales, le manque à gagner du côté des privatisations (7 milliards de schillings, soit près de 1/2 pour cent du PIB) étant compensé par une progression plus importante que prévu des impôts sur les salaires et sur les entreprises. Si l'on ne tient pas compte des mouvements des réserves et des autres transactions purement financières ainsi que des transferts de comptes entre les différents niveaux de l'administration, on obtient une image plus significative économiquement de la position financière de l'administration fédérale. Sur cette base, en 1992, le déficit dans l'optique des paiements a été en fait un peu plus faible que le déficit dans l'optique de la gestion (2.9 pour cent, contre 3.2 pour cent) et, contrairement à ce dernier il a diminué par rapport à 1991 (il atteignait 3.9 pour cent).

Pour 1993, les prévisions initiales concernant le budget fédéral tablaient sur une reprise du processus d'assainissement, le déficit devait être ramené de 64 à 59 milliards de schillings. Mais, lorsque le budget a finalement été voté au milieu de décembre, on a chiffré le déficit à 64 milliards de schillings, soit un peu plus de 3 pour cent du PIB, en raison des conséquences budgétaires de la dégradation des perspectives économiques. Les dépenses devraient moins progresser que la production nominale¹⁴, le ratio dépenses/PIB tombant de 32.3 à 32.1 pour cent en 1993. Le ralentissement de la croissance des dépenses reflète un certain nombre de réformes structurelles déjà engagées ou sur le point de l'être¹⁵. Ces réformes permettront de soutenir quelque peu la demande en 1993, notamment en augmentant les investissements publics, en prenant des mesures en faveur de l'investissement des entreprises et en améliorant les conditions de crédit à l'exportation. Les recettes devraient bénéficier d'un relèvement de 10 à 22 pour cent de l'impôt sur les revenus du capital¹⁶ et d'un accroissement du produit des privatisations.

Orientation de la politique budgétaire

Si le budget fédéral est au centre du débat politique, un concept plus large des finances publiques – le compte des administrations publiques dans l'optique des comptes nationaux – couvrant l'administration fédérale, les administrations des Länder, les administrations locales et le système de sécurité sociale donne une meilleure idée de l'influence des activités du secteur public sur l'économie (graphique 9). A des réductions régulières du déficit financier des administrations

Graphique 9. DÉFICIT FINANCIER DES ADMINISTRATIONS FÉDÉRALE ET PUBLIQUES



Source : Ministère des finances.

publiques de 1987 à 1990 a fait suite une aggravation de ce solde financier en 1991, du fait d'une augmentation rapide des transferts, de la consommation du secteur public et de la charge d'intérêts. Malgré un ralentissement de l'activité économique depuis lors, on estime que le déficit s'est légèrement contracté en 1992, essentiellement en raison d'un alourdissement de la fiscalité indirecte. Par rapport aux autres pays, le rapport du déficit des administrations publiques au PIB est devenu l'un des plus faibles de la zone de l'OCDE ces dernières années.

Les résultats budgétaires reflétant les décisions en matière de dépenses et d'impôts ainsi que l'évolution de l'activité économique, il est préférable de juger de l'orientation fondamentale de la politique budgétaire sur la base de données budgétaires ne tenant pas compte de l'incidence des « stabilisateurs automatiques ». L'un des indicateurs utiles à cet effet est le solde corrigé des influences conjoncturelles, les dépenses et les recettes étant alors déterminées par leurs élasticités à long terme par rapport à la croissance potentielle de la production. Si l'on en juge par les variations de ce solde, l'orientation de la politique budgétaire a été à peu près neutre entre 1987 et 1991, la réforme fiscale de 1989 ayant totalement absorbé l'amélioration antérieure du solde tendanciel « structurel ». Après un relâchement en 1991, il a fallu attendre 1992 pour que la politique budgétaire soit sensiblement durcie (tableau 12). Malgré tout, c'est en majeure

Tableau 12. **Orientation de la politique budgétaire**

Excédent ou amélioration des soldes budgétaires ou vice versa, en pourcentage du PIB nominal

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Capacité de financement des administrations publiques	-4.3	-3.0	-2.8	-2.0	-2.1	-2.0	-2.2
Variation de la capacité de financement des administrations publiques	-0.6	1.2	0.3	0.8	-0.1	0.1	-0.2
<i>dont :</i>							
Variation due au jeu des stabilisateurs automatiques	-0.3	1.0	0.4	0.7	0.1	-0.4	-0.7
Variation du solde budgétaire structurel	-0.3	0.2	-0.2	0.1	-0.2	0.6	0.5
<i>Pour mémoire :</i>							
Pourcentage de variation de l'écart entre le PIB potentiel et le PIB effectif ¹	-0.3	-0.8	-0.7	-1.1	0.4	1.2	1.2

1. Estimation calculée par le WIFO.

Sources : OCDE, *Comptes nationaux*, et calculs et prévisions de l'OCDE.

partie à la résorption de la marge de ressources inutilisées avant le récent ralentissement conjoncturel qu'il faut attribuer l'amélioration observée du solde effectif.

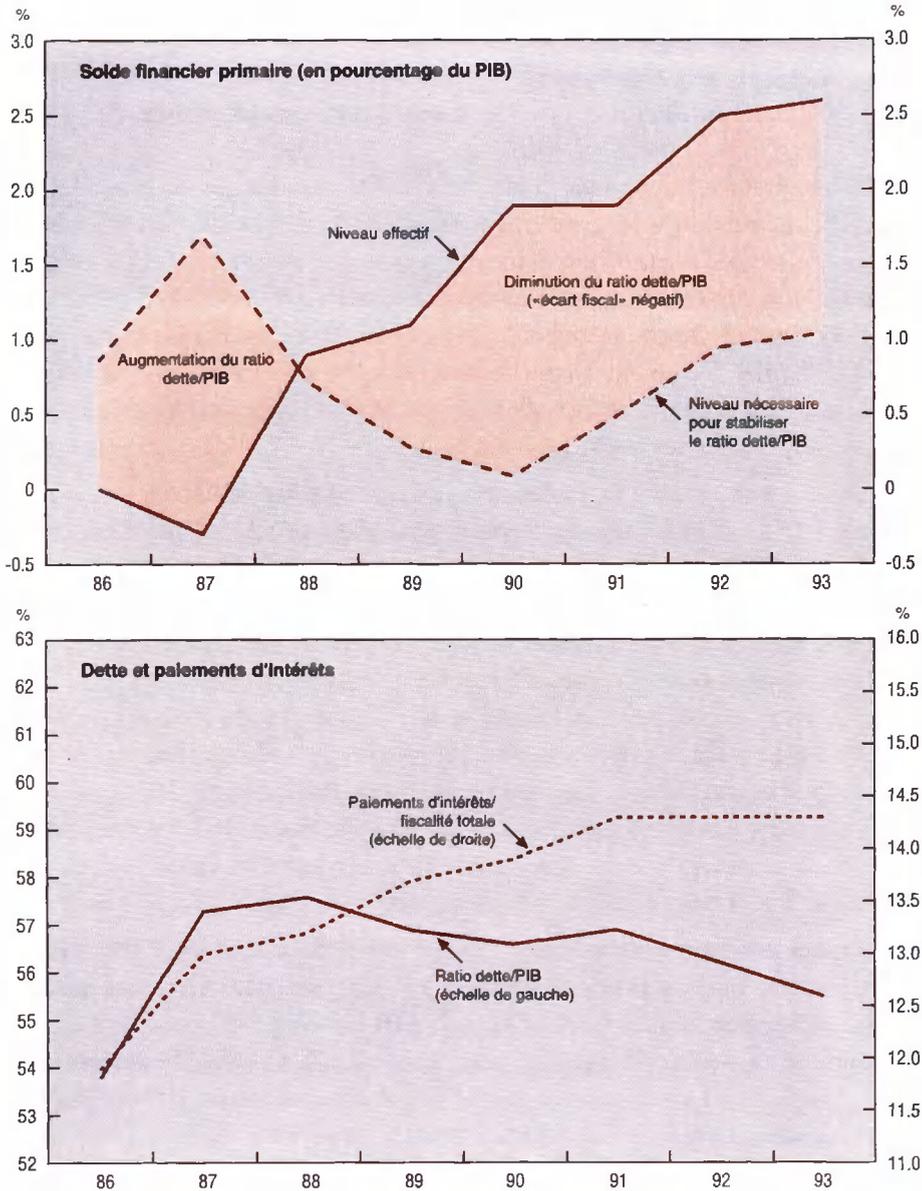
Assainissement budgétaire et endettement du secteur public

Les emprunts importants contractés par le secteur public au début des années 80 ont conduit à un gonflement rapide de la dette publique, qui a suscité une réorientation des priorités à moyen terme (graphique 10). Les premières mesures d'assainissement budgétaire ont permis au solde primaire¹⁷ de redevenir positif, l'excédent dépassant depuis 1988 le niveau nécessaire pour stabiliser le rapport dette/PIB. De ce fait, l'endettement brut des administrations publiques par rapport au PIB a été ramené aux alentours de 55 pour cent, soit un niveau proche de la moyenne pour les pays de l'OCDE.

La réduction relative de la dette est intervenue essentiellement aux échelons inférieurs de l'administration et, depuis 1990, s'est accompagnée d'un changement de nature des mesures d'assainissement, la limitation des dépenses cédant la place à l'alourdissement de la fiscalité. Les administrations des Länder et les administrations locales enregistrent de légers excédents depuis 1987, ce qui leur a permis de ramener l'encours total de leur dette de quelque 10 pour cent du PIB en 1987 à 7 pour cent en 1992. A l'échelon de l'administration fédérale, l'excédent primaire a été insuffisant durant la première période d'assainissement pour mettre un terme à l'aggravation de l'endettement. Entre 1987 et 1990, le rapport de la dette brute de l'administration fédérale au PIB est passé de 47 à 48 pour cent avant de se stabiliser par la suite, une part croissante des nouveaux emprunts étant imputable à des organismes hors budget¹⁸ (graphique 11).

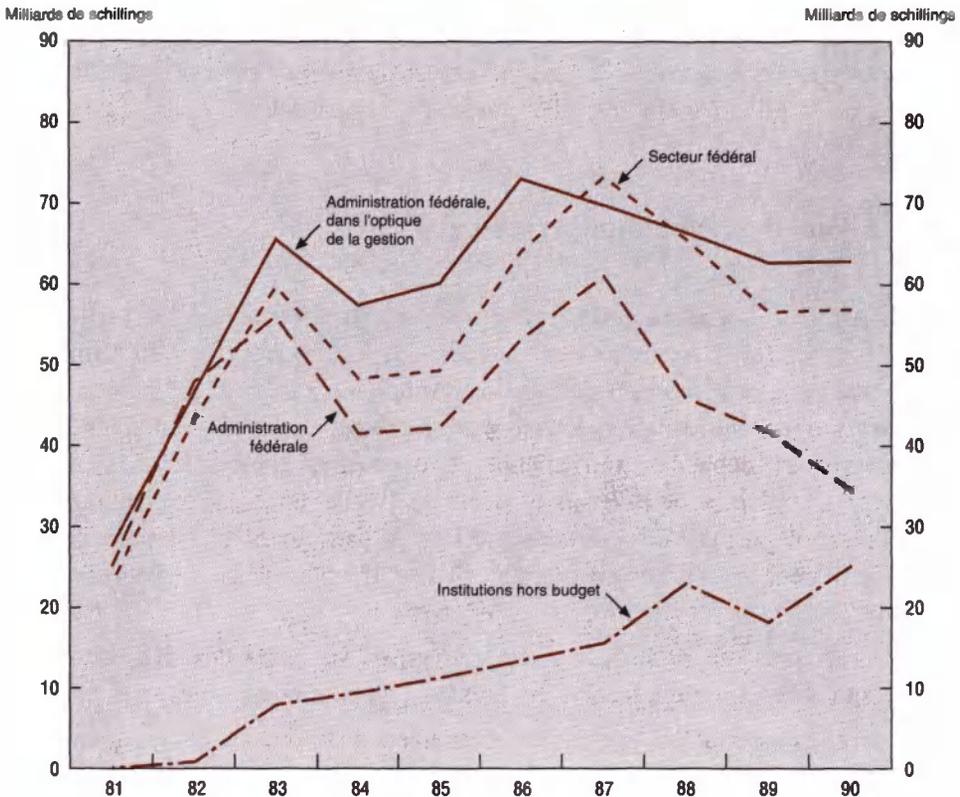
Comme on l'a noté plus haut, l'assainissement budgétaire a été réalisé au départ par une limitation des dépenses : les dépenses dans l'optique des paiements ont été ramenées de 33 pour cent du PIB en 1986 à 30 pour cent en 1990. Au cours de la même période, le ratio recettes/PIB a aussi légèrement fléchi, tombant de 28 à 27 pour cent du fait de la réforme fiscale de 1989. Cependant, durant les deux dernières années, ces tendances se sont modifiées car le ratio dépenses/PIB est resté à peu près constant alors que le ratio recettes/PIB a évolué en hausse. Cette dernière évolution est due, à la fermeté des recettes au titre des impôts sur les entreprises et à l'alourdissement automatique de la fiscalité.

Graphique 10. SOLDE FINANCIER PRIMAIRE ET ENDETTEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES



Sources : OCDE et Ministère des finances.

**Graphique 11. DÉFICITS DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE
ET DES INSTITUTIONS HORS BUDGET**
Dans l'optique des comptes nationaux



Source : Österreichisches Statistisches Zentralamt.

Les prévisions pour 1992-95 concernant le budget de l'administration fédérale – fondées sur la législation existante et les engagements budgétaires – font nettement ressortir la nécessité de recourir de nouveau à la limitation des dépenses comme principal instrument de la stratégie d'assainissement. Même sur la base d'hypothèses assez optimistes quant au secteur réel de l'économie, le déficit devrait passer à 4 pour cent du PIB, l'encours de la dette fédérale atteignant 55 pour cent du PIB¹⁹. L'évolution à la hausse des dépenses est entretenue par la

vigueur persistante de la masse salariale fédérale, des transferts de sécurité sociale et des paiements d'intérêts, alors que les subventions et les dépenses d'investissement devraient augmenter moins rapidement que les dépenses totales. Du côté des recettes, ce sont les recettes fiscales qui constituent le principal élément dynamique alors que les autres sources de revenu du secteur public et les recettes de la privatisation devraient perdre de l'importance.

Mise à jour de la politique structurelle

L'Autriche n'a adopté que tardivement une stratégie précise en matière de réforme structurelle. Après les sept années «de vaches maigres» en termes de croissance de la production et de création d'emplois, le gouvernement a lancé en 1987 un programme complet de réformes micro-économiques afin d'améliorer l'efficacité de l'économie autrichienne et, partant, sa compétitivité internationale. Après la réussite de la réforme fiscale de 1989 et après la restructuration et la privatisation partielle des entreprises d'État, la participation à l'Espace économique européen et l'adhésion attendue à la CE ont relancé le processus de réforme.

Les mesures de politique structurelle prises au cours des trois dernières années ont visé essentiellement à améliorer le fonctionnement des marchés :

Marché du travail. L'aggravation persistante du chômage, malgré une croissance économique relativement rapide, a incité les autorités à fixer un pourcentage maximum de travailleurs étrangers dans la population active²⁰ et à interdire aux employeurs de remplacer les travailleurs âgés par des travailleurs étrangers. Dans le même temps, l'accent a aussi été mis sur des politiques actives du marché du travail : des crédits supplémentaires ont été ouverts pour renforcer l'efficacité des bureaux de placement (monopole de l'Office du travail) et un système d'«alarme» en cas de licenciements massifs a été mis en place en 1993. Les allocations de chômage ont continué d'être ajustées en fonction des gains nets, ce qui a permis de maintenir le taux d'indemnisation, net d'impôt, à 60 pour cent environ des gains antérieurs. La période maximum d'indemnisation est restée inchangée²¹. Les congés pour naissance et les allocations à ce titre ont été sensiblement améliorés (ainsi bien pour les hommes que pour les femmes). Une prime

spéciale a été introduite en 1991 pour les travailleurs et les salariés qui ne prennent pas leur retraite avant l'âge normal.

Marché des capitaux. Les dernières réglementations de change ont été abolies en novembre 1991 et le marché des capitaux a été modernisé avec la nouvelle loi de janvier 1992. Un des principaux objectifs de cette loi est d'accroître la capacité d'absorption du marché : l'autorisation d'émission a été abolie, alors que les règles de publication obligatoire et de protection des investisseurs ont été renforcées. De nouvelles procédures d'émission ont été instaurées pour les obligations d'État, les contingentements étant remplacés par des adjudications sur la base de soumissions compétitives et un système de teneurs de marchés a été mis en place. Avec l'ouverture du Marché autrichien des instruments à terme et options en 1991, ces mesures ont sensiblement élargi la gamme des instruments disponibles pour les investisseurs et les épargnants. Dans le prolongement de la loi sur le marché des capitaux, les coefficients de réserves obligatoires ont été ajustés en février 1992. La loi bancaire, la loi sur les caisses de retraite et la loi sur les assurances ont toutes été remaniées conformément aux directives de la CE.

Fiscalité. Le programme fiscal pour 1991-1994 est plus modeste du point de vue financier que celui de la législature précédente, marquée par une réforme de grande ampleur de l'impôt sur le revenu ayant abouti à une diminution de l'imposition marginale et moyenne. Outre la mise en conformité du système fiscal avec les directives de la CE, les principales priorités pour la législature actuelle sont une plus grande efficacité et la simplification du système fiscal, la lutte contre l'évasion fiscale et la protection de l'environnement. Le taux maximum de la TVA (32 pour cent sur les véhicules de luxe) a été remplacé par une taxe spéciale à l'immatriculation et dans le budget de 1993 le taux de l'impôt sur les revenus du capital a été porté de 10 à 22 pour cent ; il s'agit là du premier volet d'une réforme fiscale plus large devant entrer en vigueur en 1994. L'impôt sur les sociétés a été lui aussi simplifié, également afin d'inciter les entreprises à adopter des structures plus efficaces. De plus, le système de retenue à la source imputable sur l'impôt sur le revenu tel que liquidé a été remplacé par un système d'imposition en fin de période. Dans le même temps, l'impôt sur la fortune et les droits de succession ont été supprimés.

Dépenses publiques. Après une pause en 1991, le processus d'assainissement budgétaire a repris en 1992. Pour poursuivre cette action, plusieurs sources d'économies budgétaires ont été identifiées : les subventions agricoles; la gestion du domaine public²²; les chemins de fer et le système postal; l'administration du marché du travail; la réforme administrative générale; la sécurité sociale et la péréquation financière. Les programmes de subventions fédérales intéressant les activités non agricoles ont été révisés conformément aux directives de la CE et certains programmes de promotion technologique ne seront pas renouvelés après 1994. Les chemins de fer nationaux sont désormais indépendants du secteur de l'administration fédérale, ce qui devrait accroître leur efficacité; ils seront financièrement autonomes à partir de 1994. La réforme de l'administration et du système de rémunération de la fonction publique est encore en cours de négociation. Enfin, les retraites ne seront plus désormais revalorisées en fonction de l'évolution des salaires bruts, mais en fonction de l'évolution des salaires nets.

Politique agricole. Un premier pas a été fait dans le sens d'une plus grande orientation par le marché de la politique agricole avec le passage d'un système de soutien des prix «généralisé» à un recours accru au soutien direct du revenu. Les mesures prises à cette fin couvrent tous les secteurs importants de la production agricole autrichienne²³.

Privatisation. Après la vente à la Banque nationale en 1989 de la Monnaie, un coup d'arrêt a été donné à la politique active de privatisation en 1991 et 1992. Cependant, dans certaines sociétés importantes, la participation fédérale a pu descendre au-dessous du seuil critique de 51 pour cent fixé antérieurement du fait de la cession d'actions supplémentaires au marché privé. La privatisation de certaines parties du holding industriel d'État est maintenant envisagée.

Restructuration industrielle. Le programme de restructuration des industries nationalisées s'est poursuivi avec de nouvelles réductions des effectifs. L'objectif d'internationalisation a aussi été vigoureusement poursuivi, un tiers de l'ensemble des investissements étrangers de l'Autriche en 1991 étant réalisé par le holding industriel d'État. L'effondrement des marchés mondiaux de l'acier, des produits sidérurgiques et des produits chimiques et les pertes escomptées pour 1992 font craindre que le processus de restructu-

ration n'ait pas été poussé assez loin. La nécessité d'une restructuration de plus grande ampleur se fait également sentir du fait de l'ouverture des échanges avec les pays d'Europe de l'est, les secteurs traditionnels (métaux non ferreux, bois d'œuvre, ciment, textiles et vêtements, fer et acier) se heurtant à une vive concurrence sur le plan des coûts. Face à cette situation, un renforcement de la protection commerciale est de plus en plus réclamée, en dépit du fait que le développement des échanges avec les pays d'Europe de l'est devrait profiter à l'Autriche sur le plan de l'emploi²⁴.

Déréglémentation. Une série de mesures ont été prises pour améliorer la concurrence, notamment dans le secteur du détail. La réforme de la loi sur les prix a levé les contrôles administratifs sur un large éventail de produits, seuls l'énergie et les produits pharmaceutiques étant encore assujettis à un contrôle direct des prix²⁵.

Politique du logement. La responsabilité de la politique du logement a été transférée de l'administration centrale aux administrations des Länder, mais peu de changements ont été apportés pour ce qui est de la structure de base des subventions, caractérisée par des subventions «à la pierre» et l'affectation au financement du logement d'une partie du produit de l'impôt. Le contrôle des loyers reste très répandu, entraînant des distorsions sur le marché du logement et réduisant la mobilité de la main d'œuvre²⁶.

Politique de l'environnement. Dans la lignée des modalités généralement acceptées pour la mise en œuvre de la politique de l'environnement le «principe pollueur-payeur» a été adopté dans un certain nombre de textes réglementaires. Plusieurs accords volontaires visant à limiter la dégradation de l'environnement ont été signés, ou sont sur le point de l'être, avec des secteurs particuliers. En outre, les capacités de suivi et les mesures de réduction de la pollution ont été renforcées par l'obligation faite aux entreprises demandant des autorisations de production de présenter une étude des déchets probables ainsi qu'une stratégie pour leur réduction, leur réutilisation et leur traitement. Les émissions de dioxyde de carbone ne sont pas encore taxées en Autriche.

III. Ouverture internationale et performances économiques

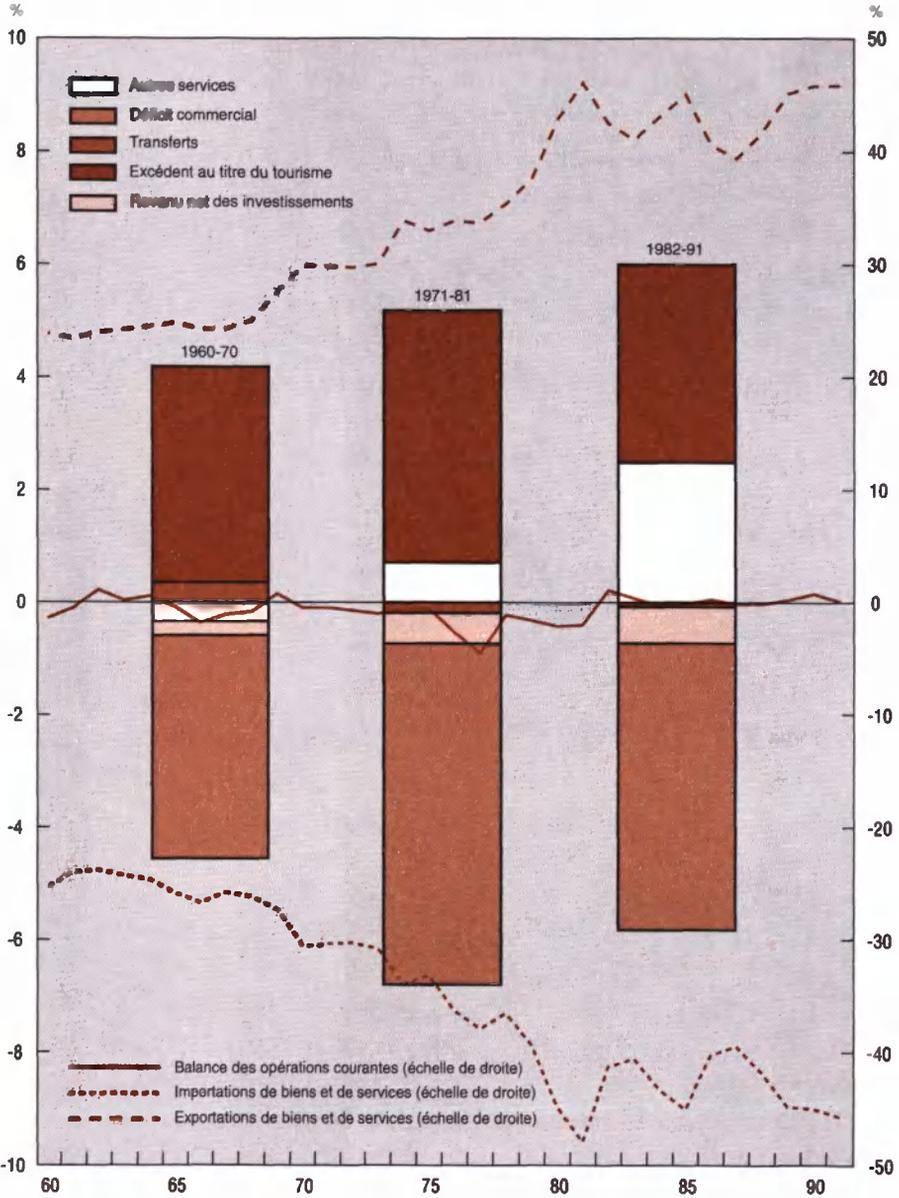
L'Autriche, petite économie ouverte, a très largement bénéficié des flux internationaux de production, de capital et de main-d'œuvre dans sa croissance et son développement. Depuis le début des années 50, elle met en œuvre une stratégie de croissance axée sur le commerce extérieur et a progressivement libéralisé ses réglementations dans les domaines de l'importation et des mouvements de capitaux. La concurrence internationale a favorisé un transfert rapide de ressources dans les activités à forte productivité, ce qui s'est traduit par un rythme de progrès technologique supérieur à la moyenne pour la zone de l'OCDE. L'accès aux marchés étrangers a rendu possible des économies d'échelle, un degré de spécialisation et un éventail de choix pour les consommateurs et les investisseurs qui n'auraient pu être obtenus sur le seul marché intérieur trop exigu. Sans son intégration internationale croissante depuis la fin des années 40, l'Autriche n'aurait certainement pas connu une telle progression de son niveau de vie, qui n'a pas d'équivalent dans le passé. Le niveau de revenu, bien inférieur à celui de la plupart des pays développés dans les premières années de l'après-guerre, se situe aujourd'hui dans la moyenne pour les pays de l'OCDE. La productivité, au départ l'une des plus faibles pour la zone de l'OCDE, est actuellement l'une des plus élevées dans les secteurs industriels ouverts sur l'extérieur.

Le secteur extérieur : 1960-1992

Balance des paiements

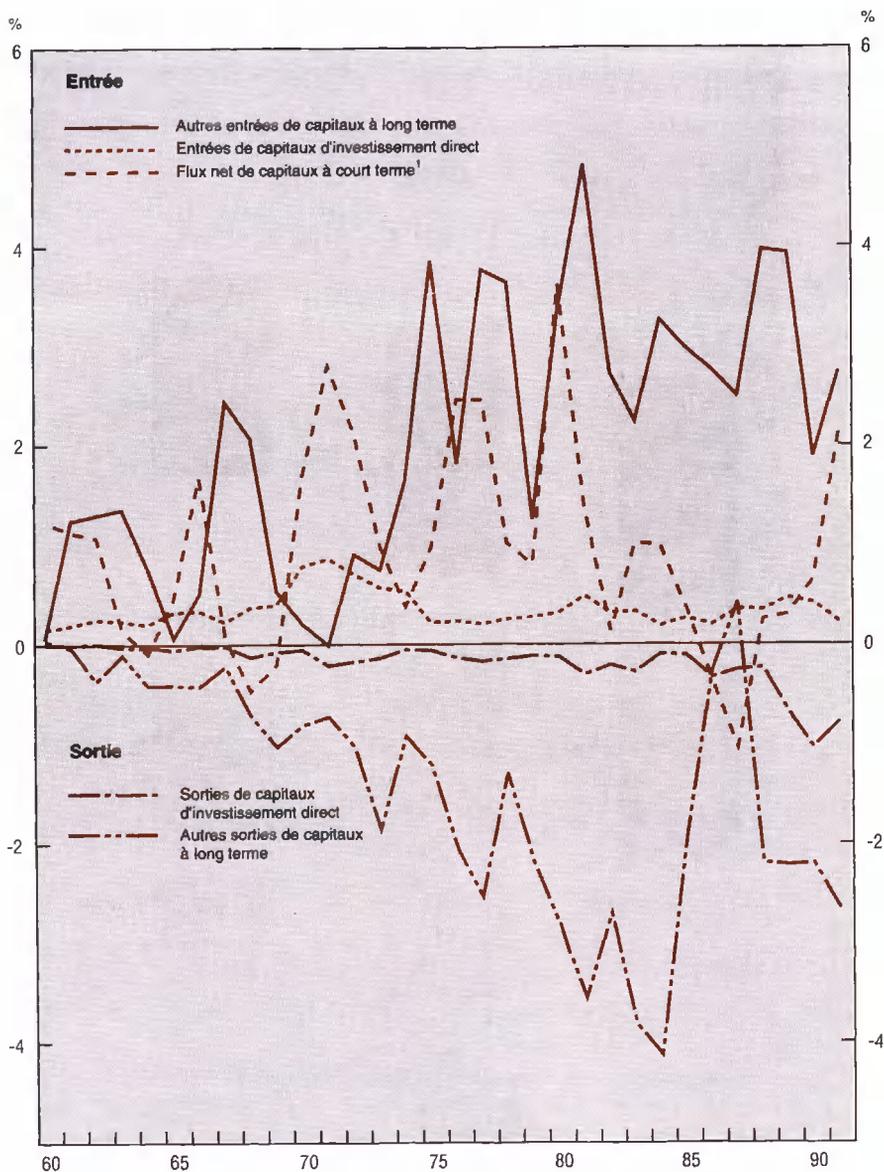
Depuis 1960, la balance courante de l'Autriche est généralement proche de l'équilibre, avec des excédents ou des déficits qui ne dépassent pas 1 pour cent du

Graphique 12. BALANCE DES OPÉRATIONS COURANTES
En pourcentage du PIB



Source : OCDE.

Graphique 13. **FLUX DE CAPITAUX**
En pourcentage du PIB



1. Y compris les erreurs et omissions.

Source : OCDE.

PIB. En général, le déficit commercial, de l'ordre de 4 à 5 pour cent du PIB, et le déficit au titre des revenus d'investissements ont été compensés par un large excédent pour le tourisme et les autres services (graphique 12). Grâce à un taux d'épargne intérieur qui est toujours resté très élevé, l'Autriche a pu dégager sans beaucoup emprunter à l'étranger un taux d'investissement la situant dans le peloton de tête des pays de l'OCDE. C'est seulement pendant les années 1973-1981 qu'un quasi-équilibre des comptes extérieurs n'a pu être obtenu, le déficit des opérations courantes étant alors de l'ordre de 2 pour cent du PIB. Trois facteurs ont joué à cet égard : la crise financière dans le vaste secteur des entreprises industrielles à capitaux public, en difficulté, les chocs pétroliers de 1973 et 1979 et la relance budgétaire qu'ils ont entraînée pour soutenir la demande et l'emploi. La rationalisation et la privatisation partielle du secteur des entreprises d'État, l'ajustement structurel et un meilleur accès aux marchés par le biais d'accords de libre-échange entre l'AELE et la CE ont conduit ensuite à un rééquilibrage des comptes extérieurs. Ces derniers temps, la balance courante de l'Autriche a grandement bénéficié de l'accélération de l'activité en Allemagne à la faveur de l'unification, qui est venue contrebalancer l'atonie générale de la demande mondiale au cours du cycle récent.

La balance courante étant quasiment en équilibre la plupart du temps, de faibles entrées nettes de capitaux (y compris les erreurs et omissions) ont permis de constituer des réserves de change relativement confortables, qui n'ont pas été entamées durant la période de déficit élevé de balance courante grâce à une augmentation suffisante des entrées nettes de capitaux (graphique 13). Longtemps, l'Autriche s'est caractérisée par des entrées nettes d'investissements directs, émanant essentiellement des entreprises allemandes implantées en Autriche, et par des sorties nettes d'investissements de portefeuille. Dernièrement, on est passé à des entrées nettes d'investissements de portefeuille sous l'effet du niveau relativement élevé des taux d'intérêt intérieurs, avec en contrepartie des sorties nettes d'investissements directs en raison de l'intégration à l'Europe et de l'ouverture des pays de l'est.

Échanges de marchandises

Entre 1960 et 1991, la croissance des échanges de marchandises a été très légèrement supérieure à celle enregistrée au niveau mondial et a dépassé d'un peu plus la progression du PIB nominal²⁷. En 1991, le ratio exportations/PIB

s'établissait à 25 pour cent et le ratio importations/PIB à 30 pour cent. Ayant également des ratios élevés pour les services, l'Autriche est avec la Suisse le pays dont l'économie est la plus ouverte au sein de l'AELE et (si l'on excepte les pays du Bénélux) de l'OCDE (tableau 13).

En ce qui concerne la composition du commerce extérieur par produits, on est passé d'une forte part pour les matières premières de base et les produits semi-finis à une part beaucoup plus importante pour les produits manufacturés (tableau 14). Cette évolution est parallèle à celle observée au niveau mondial, les échanges déterminés par les dotations relatives en facteurs ayant perdu du terrain au profit des échanges intrasectoriels entre les pays dont le profil d'utilisation des ressources est similaire. L'ouverture multilatérale des marchés a permis de tirer parti des économies d'échelle et de la différenciation des produits, tout en favorisant les activités de R-D. Au début de la libéralisation des échanges, l'Autriche était relativement bien placée pour certaines exportations reflétant ses ressources naturelles, notamment dans le domaine des produits forestiers. Au fil des années, elle a renforcé sa position pour les produits finis transformés, en particulier les machines et les produits chimiques. En ce qui concerne les produits manufacturés, la part des biens d'équipement a toujours été deux fois plus importante que celle des biens de consommation, tant pour les exportations que

Tableau 13. Ouverture de l'économie d'un certain nombre de pays de l'OCDE

	Echanges de biens et de services en pourcentage du PIB en 1991				Pourcentage de variation annuel 1960-91			
	Exportations de biens	Exportations de services	Importations de biens	Importations de services	Exportations de biens	Exportations de services	Importations de biens	Importations de services
Belgique-Luxembourg ¹	55.7	53.6	55.5	50.7	11.6	16.6	11.6	16.7
Pays-Bas	42.7	20.5	38.4	19.9	11.7	12.9	11.2	14.5
Norvège	32.1	16.1	23.9	18.1	12.5	9.5	9.8	11.6
Suisse	27.3	20.2	28.2	13.8	11.7	13.6	11.5	14.7
Autriche	25.0	21.3	29.7	16.7	12.2	16.3	12.2	17.3
Suède	23.0	10.9	20.5	14.0	10.4	11.9	9.8	13.1
Allemagne ²	22.2	8.2	20.8	8.7	11.9	13.2	12.4	13.3
Finlande	18.1	5.6	16.2	11.9	10.6	13.7	10.2	15.6

1. Chiffres de 1990.

2. Y compris l'Allemagne orientale à partir de 1991.

Source : OCDE, *Statistiques de la balance des paiements*.

Tableau 14. **Échanges de marchandises : composition par produit**

En pourcentage du total

	Exportations (fab)			Importations (fab)		
	1960	1973	1991	1960	1973	1991
Denrées alimentaires	4.4	4.4	3.1	13.7	7.6	4.6
Matières premières	19.0	9.9	4.3	14.5	8.4	4.3
Energie	2.1	2.2	1.0	9.0	7.5	6.0
Produits semi-finis	28.9	21.6	16.2	18.8	18.1	13.2
Produits manufacturés	45.5	62.0	75.3	44.0	58.3	71.9
<i>dont :</i>						
Biens de consommation	–	21.8	26.0	–	19.5	23.2
Biens d'équipement	–	40.2	49.3	–	38.8	48.7
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : OCDE, *Commerce extérieur par produit*.

pour les importations ; elle représente aujourd'hui près de la moitié de l'ensemble des échanges de marchandises. Les biens intermédiaires destinés à la production intérieure représentent un quart des importations totales. Une forte proportion de ces importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires s'effectuant au profit de secteurs exposés au commerce extérieur, les droits de douane ou contingents à l'importation constituent une taxe implicite également pour les secteurs ayant à faire face à la concurrence étrangère, à l'exportation ou à l'importation.

Les échanges sont très concentrés géographiquement ; ils se font actuellement pour les trois quarts avec les autres pays européens et pour près de la moitié avec la seule Allemagne (tableau 15). Cette concentration s'explique par les accords régionaux de libre-échange et aussi par la proximité et la communauté de langue. Du côté des exportations, cette concentration n'a cessé de s'accroître. Avec les apports massifs, depuis 1970, d'investissements directs en provenance d'Allemagne au profit d'activités réexportant pour une large part vers l'Allemagne, et avec l'ouverture progressive du marché de la Communauté européenne aux produits autrichiens dans les années 70, le pourcentage des exportations vers l'Allemagne a doublé entre 1960 et 1991. Par ailleurs, on a assisté au cours des années 80 à un redéploiement des exportations autrichiennes des pays d'Europe de l'est vers les marchés d'Europe occidentale. Pour ce qui est des importations, la forte part des pays de l'OCDE est restée généralement stable,

Tableau 15. **Échanges de marchandises : répartition géographique**
En pourcentage du total

	Exportations (fab)			Importations (fab)		
	1960	1973	1991	1960	1973	1991
Allemagne	28.6	23.1	39.1	41.3	42.5	43.0
Italie	16.6	10.5	9.4	8.0	7.3	8.9
Suisse	4.9	11.0	6.4	4.3	7.4	4.2
Autres pays européens de l'OCDE	17.6	26.6	20.8	17.9	21.3	19.0
Autres pays de l'OCDE	6.4	6.6	5.4	9.1	5.5	9.3
Europe orientale	12.0	10.6	9.0	9.9	7.6	6.0
PVD ¹	14.0	11.7	10.0	9.5	8.4	9.5
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

1. Y compris les pays de l'OPEP.

Sources : OCDE, *Statistiques du commerce extérieur*.

sauf pendant les années 1975-85 où elle a diminué en raison du gonflement de la facture pétrolière qui a suivi les chocs pétroliers.

Pour des motifs historiques et géographiques, l'Autriche commerce traditionnellement davantage que les autres pays de l'OCDE avec l'Europe de l'est et l'ex-Union soviétique. Après s'être contractées dans les années 80, les exportations vers ces pays de plus en plus endettés et souffrant de graves pénuries de devises progressent aujourd'hui rapidement pour certains d'entre eux qui se restructurent en économie de marché (tableau 16). Les exportations se sont fortement accélérées pour répondre aux besoins de ces nations, qui doivent se procurer d'urgence des produits de haute qualité, tandis que les importations en provenance de cette région ont progressé à la faveur d'une très bonne compétitivité-prix, malgré les contrôles administratifs mis en place pour de nombreux biens. Face à ces importations, les industries nationales menacées (essentiellement les activités à forte intensité de main-d'œuvre) revendiquent plus de protection.

Le commerce avec les autres pays en développement, relativement faible, n'a pas eu tendance à s'accroître au fil des ans, excepté à l'occasion des chocs pétroliers. Il faut garder à l'esprit les obstacles géographiques et l'exiguïté du marché autrichien, qui se traduisent par des coûts fixes d'entrée élevés et de médiocres espérances de gains pour les exportateurs de pays lointains, ce à quoi

Tableau 16. **Échanges de l'Autriche avec l'Europe orientale**

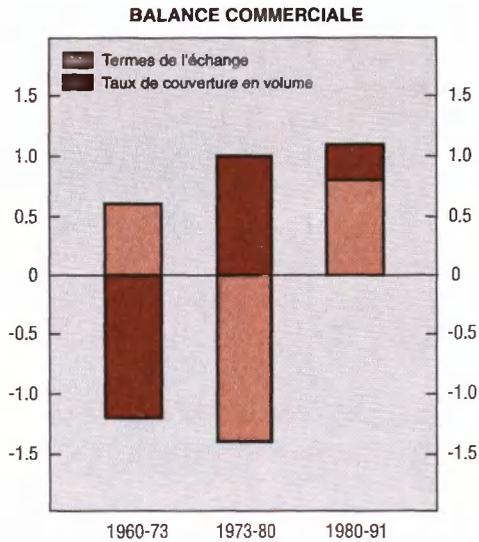
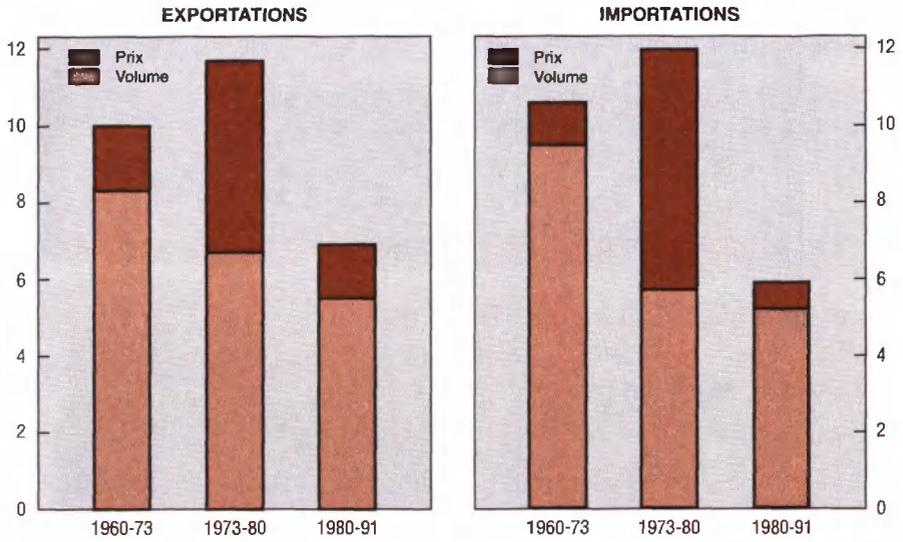
	Exportations					Importations (c.a.f.)					Solde commercial				
	En pourcentage des exportations totales					En pourcentage des importations totales					Milliards de schillings				
	1960	1973	1980	1990	1991	1960	1973	1980	1990	1991	1960	1973	1980	1990	1991
Hongrie	2.4	2.5	2.2	2.2	3.0	1.9	1.9	1.4	1.6	1.9	0.0	0.0	0.6	1.7	3.0
RFTS	2.6	1.9	1.4	1.9	1.9	1.6	1.6	1.9	1.2	1.3	0.2	-0.2	-2.9	2.2	1.7
Pologne	1.8	2.4	2.7	0.9	1.6	2.2	1.2	1.0	0.9	1.0	-0.3	0.8	2.9	-0.6	1.8
Ex-Yougoslavie	3.5	3.9	3.3	2.7	2.0	2.0	1.0	0.8	1.2	1.0	0.3	2.5	4.8	6.0	3.7
Ex-URSS	3.5	1.7	2.7	2.2	1.9	2.8	1.9	4.2	1.8	1.6	-0.0	-0.9	-7.1	-0.2	-0.4
Bulgarie	0.7	0.6	0.7	0.3	0.3	0.5	0.3	0.2	0.1	0.1	0.0	0.3	0.9	0.8	0.8
Roumanie	0.9	1.2	1.1	0.2	0.2	0.7	0.7	0.4	0.1	0.1	-0.0	0.2	1.2	0.5	0.3
Total	15.4	14.4	14.0	10.4	11.0	11.8	8.7	9.9	6.8	7.0	0.2	2.7	0.6	10.4	11.0

Source : WIFO.

**Graphique 14. EFFETS DE VOLUME ET DE PRIX
DANS LES ÉCHANGES DE MARCHANDISES**

% de variation annuel

% de variation annuel



Source : WIFO.

il faut ajouter le rôle prépondérant, dans les exportations autrichiennes, des petites et moyennes entreprises, qui manquent de moyens pour opérer sur des marchés lointains. Mais un autre élément a joué : l'exclusion des pays en développement dans les accords de libre-échange et l'existence d'obstacles aux échanges touchant surtout les importations de produits textiles (voir ci-après). Les autorités autrichiennes s'efforcent actuellement de développer les échanges avec certains pays d'Asie comme l'Indonésie par des programmes de promotion des exportations²⁸.

Le volume des échanges et les variations des termes de l'échange ont diversement contribué à l'évolution de la balance commerciale au cours des trente dernières années (graphique 14). Entre 1960 et 1973, la balance commerciale en termes réels, qui a eu tendance à se dégrader, a eu un effet négatif sur la croissance de la production. Cela tient au fait que l'Autriche en était au début de la restructuration de son industrie, subissait le poids d'un vaste secteur public dénué de dynamisme et était victime d'une discrimination sur les marchés de la Communauté européenne. Mais à la faveur de légers gains de termes de l'échange, surtout pour les produits non manufacturés, le déficit commercial a pu rester faible en termes nominaux²⁹. La situation s'est inversée entre 1973 et 1980 : la balance commerciale en termes réels s'est nettement améliorée, à la faveur de l'ouverture totale de la Communauté européenne aux produits industriels autrichiens et de gains de compétitivité pour les biens manufacturés, rendus possibles par la restructuration de l'industrie privée ; mais dans le même temps les termes de l'échange se dégradaient fortement sous l'influence des deux chocs pétroliers, la progression en volume se trouvant annulée et un déficit commercial relativement important se creusant. Entre 1980 et 1991, avec le repli des prix des produits de base et un redressement des termes de l'échange, la balance commerciale a continué de s'améliorer en volume, mais moins que précédemment du fait que la croissance de la demande étrangère en termes réels était inférieure à celle de la demande intérieure.

Invisibles

Les échanges de services ont progressé davantage entre 1960 et 1991 que ceux de marchandises, les exportations et importations de services, exprimées en schillings, augmentant respectivement en moyenne de 14 et 15 pour cent³⁰. En 1991, les exportations de services non facteurs s'établissaient à 15½ pour cent du

PIB et les importations à 10 pour cent, tandis que des crédits et débits au titre des revenus d'investissements atteignaient respectivement 6 et 7 pour cent. Par conséquent, les exportations totales de services contribuent pratiquement autant au PIB que les échanges de marchandises, voire davantage si l'on tient compte des importations liées. Pour ce qui est des importations, la part de la demande totale couverte par les services est inférieure de près de moitié à celle observée pour les importations de marchandises, mais elle reste élevée par rapport aux autres pays de l'OCDE.

Dans la progression des échanges de services non facteurs, l'élément dominant est le dynamisme du tourisme, qui reflète les atouts naturels de l'Autriche et leur mise en valeur. Le tourisme représente environ 8 pour cent du PIB (tableau 17). Comme pour les échanges, le tourisme est très concentré géographiquement, 55 pour cent des touristes venant d'Allemagne. Les parts de marché ont eu tendance à se contracter dans le secteur touristique sur longue période. Du côté de la demande, l'Autriche a subi les effets négatifs de la tendance très marquée des Européens à se rendre davantage dans les pays méditerranéens, du développement des destinations lointaines et de l'appréciation du schilling en termes réels³¹. Cette évolution des préférences des touristes a été dernièrement compensée en partie par l'effet dissuasif de la pollution croissante dans les pays d'Europe du sud et des nuisances qu'y provoque le tourisme de masse et par l'incertitude politique et les actes de guerre dans le sud-est européen, mais aussi par une amélioration de la compétitivité-prix vis-à-vis de la Suisse, principale concurrente de l'Autriche. De plus, l'Autriche bénéficie par rapport à la Suisse d'un avantage comparatif naturel dans le cas des touristes en provenance d'Europe de l'est et constitue également une destination complémentaire pour les touristes de provenance lointaine se rendant dans les pays d'Europe de l'est qui viennent d'ouvrir leurs frontières. Au niveau de l'offre, des problèmes de capacité semblent se poser dans certaines régions, mais la protection de l'environnement empêche qu'on y remédie. Dans ces conditions, les pouvoirs publics s'efforcent de promouvoir un tourisme de « haute qualité ».

Pour les autres services non facteurs, les échanges sont relativement faibles, mais en croissance rapide, les recettes au titre des transports étant très confortables et l'Autriche tirant de plus en plus parti, dans ce domaine également, de sa position de carrefour dans les échanges est-ouest. Traditionnellement, l'Autriche se caractérise par un déficit croissant au titre des revenus d'investissements – elle

Tableau 17. **Echanges de services**

En pourcentage du PIB

	1960-70 Moyenne	1970-80 Moyenne	1980-91 Moyenne	1989	1990	1991
Tourisme, net	3.8	4.5	3.7	3.5	3.6	3.8
<i>dont :</i>						
Crédits	5.4	7.7	8.0	8.5	8.5	7.7
Revenu des investissements, net	-0.3	-0.5	-0.7	-0.7	-0.6	-1.0
Transports, net	-0.3	-0.1	0.2	0.1	0.1	0.1
Services rendus par les administrations publiques, net	0.1	0.2	0.3	0.2	0.3	0.2
Autres services, net	-0.1	0.5	1.5	1.4	1.7	1.4
Services, net	3.2	4.6	4.9	4.6	5.1	4.6
<i>Pour mémoire :</i>						
Nuitées de visiteurs étrangers (milliers)	-	78.34	90.00	94.97	94.79	99.64
Recette moyenne par nuit (pourcentage de variation annuel)	-	-	1.49	2.08	4.11	-1.61

Sources : OCDE, *Statistiques de Balance des Paiements*; Bunderkammer der gewerblichen Wirtschaft, *Tourismus in Zahlen*; et Nationalbank d'Autriche.

est débitrice nette parce qu'elle subit les conséquences d'emprunts massifs du début de l'après-guerre et du financement des déficits de balance courante dans les années 70 – et par des entrées nettes d'investissements directs. Les transferts sont généralement faibles, l'aide en faveur des pays en développement étant inférieure à la moyenne pour l'OCDE (0.27 pour cent du PIB pour ces douze dernières années, contre 0.32 pour l'ensemble de la zone de l'OCDE).

Flux de capitaux

La forte progression des flux bruts de capitaux reflète le financement des échanges, le phénomène de mondialisation et l'expansion des entreprises multinationales, la libéralisation des marchés de capitaux – se conjuguant au fait que les capitaux sont par définition plus mobiles que les biens – et la tendance naturelle des économies arrivant à maturité à déployer des capacités de production à l'étranger face à la diminution du rendement du capital sur le territoire national. Le développement des liens commerciaux a également conduit à multiplier les investissements directs sur les marchés étrangers, de manière à contrôler davantage la production et la distribution sur ces marchés. A l'heure actuelle, les

entrées et les sorties d'investissements de portefeuille (au sens large, c'est-à-dire tous les flux de capitaux sauf les investissements directs) s'établissent respectivement à environ 4 et 3 pour cent du PIB, contre 10 et 9 pour cent au début des années 80. Les entrées d'investissements directs tournent généralement autour de 1/2 à 1 pour cent du PIB, les sorties n'atteignant ces niveaux que depuis 1989.

L'Autriche attire beaucoup d'investissements directs depuis le début des années 70, ces investissements provenant essentiellement de l'Allemagne, suivie de très loin par la Suisse et les Pays-Bas (tableau 18). C'est seulement depuis quelques années que l'Autriche participe plus activement à la redistribution internationale des capitaux. Les investissements directs à l'étranger, traditionnellement très faibles, ont fortement progressé en 1989, les sorties dépassant les entrées. Cette évolution tient en partie au rééquilibrage des possibilités d'investissement en faveur des pays d'Europe de l'est ouvrant leur économie, où les salaires sont de l'ordre d'un dixième de ceux pratiqués en Autriche, avec en revanche une productivité inférieure des deux tiers environ. Les entreprises

Tableau 18. Flux d'investissements directs

En milliards de schillings

	1970	1980	1989	1990	1991 Jan.-Oct.
Total des entrées		3.1	7.8	7.4	2.6
<i>en provenance de :</i>					
Allemagne		1.1	3.0	3.3	2.6
Pays-Bas		0.4	3.6	-0.2	1.0
Autres pays de la CE		-0.1	0.5	2.0	3.9
Suisse		1.2	-0.5	0.1	-2.6
Etats-Unis		0.3	0.1	0.3	-0.4
Total des sorties		1.3	11.4	18.5	10.6
<i>à destination de :</i>					
Allemagne		0.1	3.4	3.2	1.8
Pays-Bas		0.0	1.5	-0.2	0.6
Royaume-Uni		0.0	0.7	1.7	2.2
Italie		0.0	1.0	1.9	0.7
Autres pays de la CE		0.6	0.4	1.2	3.6
Suisse		0.1	1.1	3.1	-1.6
Etats-Unis		0.2	1.5	1.4	0.9
Hongrie		0.0	0.7	4.0	3.5
Autres pays d'Europe orientale		0.0	0.1	0.3	1.3

Source : Nationalbank d'Autriche.

autrichiennes participent actuellement à 7 600 sociétés mixtes dans ces pays ; il s'agit généralement de petits projets. Les investissements dans la Communauté européenne ont également augmenté sous l'effet de l'intégration financière de plus en plus étroite dans cette région.

Avec la libéralisation quasi totale des mouvements de capitaux depuis la fin de 1991 et un régime assez libéral de contrôle avant même cette libéralisation, les entrées et les sorties d'investissements de portefeuille ont augmenté parallèlement, et ce depuis le début des années 70. La plupart des entrées de capitaux ont pris la forme d'emprunts à l'étranger par les banques autrichiennes et d'achats d'obligations autrichiennes par les non-résidents, les marchés autrichiens d'actions étant encore très peu développés (tableau 19). Pour ce qui est des sorties de capitaux, on note d'importants prêts bancaires aux pays d'Europe de l'est. Aujourd'hui, l'encours des créances bancaires sur ces pays atteint 92 milliards de schillings, dont 43 milliards font l'objet d'une garantie publique ; si l'on ajoute les crédits publics directs, on aboutit à un encours total de 165 milliards de schillings (15 milliards de dollars des États-Unis), soit 8½ pour cent du PIB.

Tableau 19. Flux internationaux de capitaux : opérations bancaires et valeurs mobilières
En milliards de schillings

	Opérations bancaires			Valeurs mobilières		
	Actif	Passif	Solde	Actif	Passif	Solde
1982	-67.0	25.8	-41.2	-0.8	26.3	25.6
1983	-86.5	70.3	-16.2	-9.2	17.1	7.9
1984	-96.0	88.8	-7.2	-15.4	25.0	9.5
1985	-49.6	34.8	-14.8	-20.7	36.0	15.3
1986	-23.5	13.8	-9.7	-7.2	42.8	35.7
1987	-2.5	11.3	8.7	-15.0	18.1	3.1
1988	-29.0	4.7	-24.3	-19.6	47.8	28.3
1989	-24.3	10.0	-14.2	-20.7	55.2	34.5
1990	-24.8	15.9	-8.9	-18.6	37.8	19.2
1991	-22.1	29.9	7.8	-25.9	30.6	4.7
1992 I	-69.1	67.2	-1.9	-31.5	36.1	4.6

Source : Nationalbank d'Autriche.

Flux de main-d'œuvre

L'Autriche compte traditionnellement une proportion relativement forte de travailleurs étrangers. La main-d'œuvre étrangère représente actuellement 8.6 pour cent de la population active totale, contre 5.5 pour cent en moyenne dans les années 70 et 6.8 pour cent dans les années 80. Mais en raison du resserrement récent des quotas face au ralentissement de l'activité économique et à la montée du chômage, la part de la main-d'œuvre étrangère est en réalité plus élevée si l'on prend en compte l'emploi d'immigrés clandestins, dont le nombre est actuellement estimé à 100 000, soit 3 pour cent de la population active officiellement recensée. Cette forte présence étrangère vient gonfler les transferts de fonds dans la balance des paiements, tout en conférant à l'Autriche une plus grande compétitivité et en lui permettant de mieux répondre à la croissance de la demande extérieure.

La politique d'ouverture

Hormis la taille d'un pays, sa situation géographique et le progrès technique dans les transports et les communications, le principal élément «exogène» influant sur l'ouverture d'une économie et son exposition à la concurrence internationale a trait à l'environnement de politique économique et au cadre réglementaire dans lesquels les agents économiques opèrent.

Tableau 20. **Main-d'œuvre étrangère**

	Emploi étranger (en milliers)	En pourcentage de l'emploi total
1961-69	43.5	1.9
1970-79	179.7	6.8
1980-89	153.8	5.5
1990	211.1	7.2
1991	256.7	8.6

Source : Biffi, G., « Auswirkungen des Ausländerzustroms auf den Arbeitsmarkt », *WIFO Monatsberichte* 10/92.

Régime des importations

A partir de 1960, l'Autriche a sensiblement libéralisé ses mesures à l'importation dans le contexte des négociations multilatérales du GATT. Dans le même temps, une proportion croissante des échanges autrichiens a bénéficié de régimes préférentiels au titre de la convention AELE et des accords commerciaux bilatéraux de libre-échange conclus avec la Communauté européenne. Ces accords de libre-échange couvrent surtout les produits manufacturés, du fait de la « régionalisation » croissante des échanges en Europe occidentale, les trois quarts des importations autrichiennes originaires de la CE ou de l'AELE se font sous un régime préférentiel, tant et si bien qu'un quart seulement est assorti du régime de la nation la plus favorisée. Par conséquent, l'application du régime de la nation la plus favorisée, fondamental pour le GATT, n'est pas la règle mais l'exception³². Les accords de libre-échange récemment conclus avec la Turquie, Israël, la Pologne, l'ex-République fédérative tchèque et slovaque et la Roumanie se traduiront à l'avenir par un accroissement de la part des échanges bénéficiant d'un régime préférentiel. Cette attitude de l'Autriche, tout en étant par définition discriminatoire, n'est pas nécessairement anti-libérale. La théorie et la pratique montrent que les accords de libre-échange conclus entre les pays ayant un niveau préalable d'échanges élevé ont tendance à avoir davantage un effet de création d'échanges qu'un effet de détournement de trafic, dès lors que le droit de douane externe moyen des pays en cause n'aggrave pas les obstacles qui existaient avant ces accords.

La politique commerciale a été dans le même temps de plus en plus axée sur les secteurs posant des problèmes particuliers, surtout l'agriculture et les industries de main-d'œuvre, qui sont également en général ceux pour lesquels les pays exposés à une discrimination géographique bénéficient d'un avantage comparatif. Ce phénomène de discrimination croissante sur le plan géographique et sectoriel est loin d'être propre à l'Autriche ; malheureusement il caractérise ces dernières années la plupart des pays de l'OCDE. Mais l'Autriche n'a pas connu une autre évolution fâcheuse de la politique commerciale que l'on rencontre dans un grand nombre de pays de l'OCDE surtout depuis 1980, à savoir un plus large recours aux obstacles non tarifaires, notamment les quotas et l'autolimitation des exportations³³.

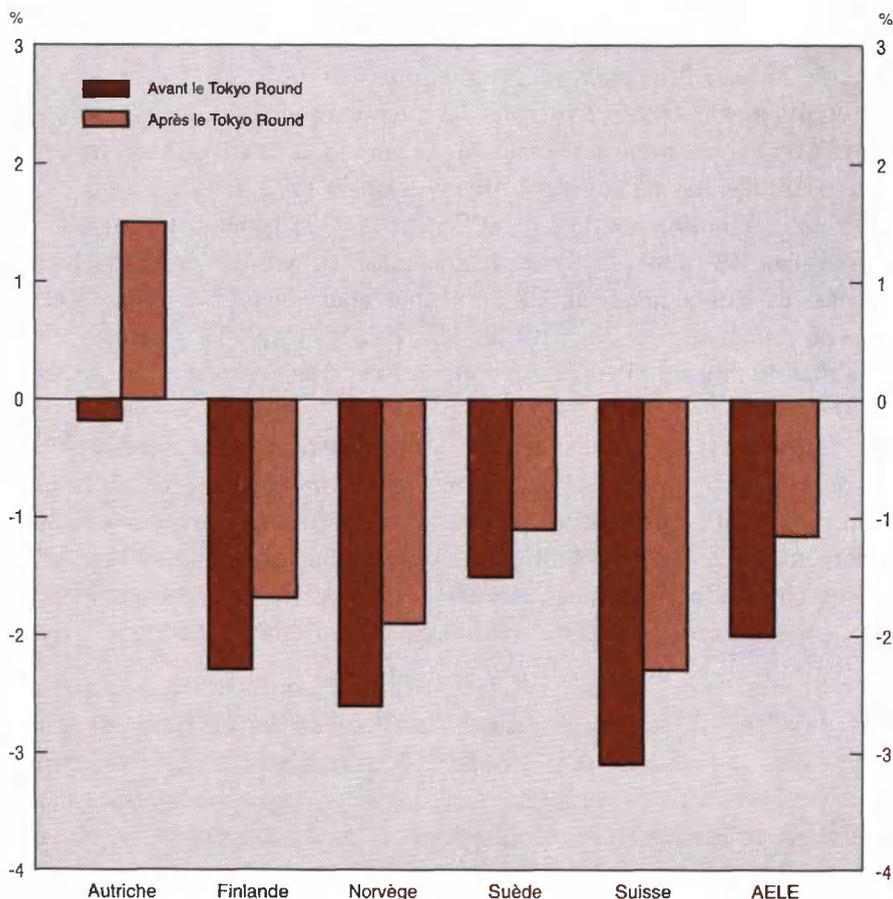
L'intégration de l'Autriche en Europe

- En 1959, le schilling autrichien devient totalement convertible.
 - En 1960, l'Autriche devient membre fondateur de l'AELE.
 - En 1967, tous les droits de douane et les obstacles aux échanges pour les produits industriels sont éliminés entre les pays de l'AELE. Mais le niveau élevé du tarif extérieur commun de la CE désavantage fortement les États membres de l'AELE.
 - En 1972, l'Autriche conclut un accord de libre-échange « intérimaire » avec la CE (CEE et CECA), avant les autres membres de l'AELE.
 - En 1977, tous les échanges de produits industriels entre l'AELE et la CE se font sous un régime de franchise.
 - En 1982, l'Autriche adopte une politique de « monnaie forte » avec l'Allemagne, en rattachant le schilling au DM.
 - En 1987, l'Autriche adopte une « nouvelle politique européenne » et commence à mettre sa réglementation en conformité avec celle de la CE.
 - En 1989, l'Autriche soumet une demande officielle d'adhésion à la CE; elle est suivie par d'autres membres de l'AELE.
 - En 1991 s'achèvent les négociations en vue d'un accord sur l'Espace économique européen (EEE) entre l'AELE et la CE; il s'agit de libéraliser non seulement les échanges, mais aussi la circulation des services, des capitaux et de la main-d'œuvre entre les deux régions le 1^{er} janvier 1993.
 - En 1992 et au début de 1993, l'AELE conclut des accords de libre-échange avec la République fédérative tchèque et slovaque, la Hongrie et la Pologne.
-

L'agriculture, de loin le secteur le plus protégé, échappe très largement aux signaux du marché international. Les obstacles non tarifaires – notamment les licences à l'importation, les contingents d'importation, les mesures restrictives saisonnières et les régimes de prix minimum à l'importation – sont les principaux instruments de la protection dans le secteur agricole, mais les droits de douane à l'importation et les subventions à l'exportation sont également utilisés, de même que les mesures qui ne sont pas appliquées aux frontières comme les contingents de production et les aides à la production. Le niveau de protection est même plus élevé que celui observé jusqu'à présent dans le cadre de la Politique agricole commune de la CE³⁴. Par ailleurs, il existe un monopole d'État pour le tabac, l'alcool et le sel.

Par rapport à l'agriculture, l'industrie bénéficie d'un régime assez libéral. Les importations de produits industriels ne provenant pas de pays bénéficiant d'un régime préférentiel sont essentiellement soumises à des droits de douane. En comparaison avec les autres pays de l'OCDE ou de l'AELE, l'Autriche appliquait néanmoins un niveau de droits de douane globalement élevé au titre du régime de la nation la plus favorisée. De fait, elle était le seul pays de l'AELE à avoir un tarif extérieur supérieur à la moyenne pour la CE après les réductions

Graphique 15. **ÉCART ENTRE LES DROITS DE DOUANE MOYENS DE L'AELE ET DE LA CE POUR LES PRODUITS MANUFACTURÉS, avant et après le Tokyo round¹**



1. Le Tokyo Round est le dernier cycle de négociations du GATT sur les réductions de droits de douane, qui s'est déroulé de 1973 à 1979.

Source : Ens, E., "The Role of EFTA in European Economic Integration", EFTA Occasional Paper n° 40, 1992.

tarifaires du dernier round du GATT (graphique 15). En 1988, le droit simple moyen pour les importations de produits industriels dans le cadre du régime de la nation la plus favorisée était de 10.7 pour cent (11.5 en termes pondérés)³⁵. Des

droits de douane aussi élevés créent pour les importations de sources non préférentielles un énorme désavantage par rapport à celles en provenance de la zone CE/AELE. Mais au début de 1990 l'Autriche a mis en œuvre, en prévision des résultats des négociations d'Uruguay, des réductions autonomes temporaires de l'ordre de 30 pour cent pour un grand nombre de droits de douane applicables aux produits manufacturés. Ces réductions ont été prorogées jusqu'en décembre 1993. L'Autriche est prête à négocier la pérennisation de ces réductions tarifaires dans le cadre des négociations d'Uruguay. Depuis 1972, les pays en développement et un certain nombre de pays d'Europe de l'est bénéficient de préférences tarifaires dans le cadre du Système généralisé de préférences autrichien, qui comporte des réductions de droits de douane allant jusqu'à 50 pour cent et un régime de franchise pour les pays les plus pauvres. Mais les produits sensibles (notamment la plupart des produits agricoles et certains produits des secteurs de l'habillement, de l'automobile et de la chimie) sont exclus de ce Système généralisé de préférences. Un système de contingentement (accords d'autolimitation) est en place pour les importations de produits textiles et de vêtements dans le cadre de l'Accord multifibres, auquel l'Autriche est partie. Les accords conclus par l'Autriche dans ce domaine sont généralement moins restrictifs et plus sélectifs que ceux conclus par les autres pays importateurs³⁶. L'Autriche applique aussi des contingentements pour certains produits en provenance du Japon³⁷.

La dispersion des droits de douane est très marquée par rapport aux autres pays de l'OCDE³⁸. Une forte dispersion des droits de douane n'est pas souhaitable en ce qu'elle fausse les prix relatifs. L'éventail des droits est très étroit pour les matières premières. Il se situe entre 0.1 et 5 pour cent, les deux tiers des importations de matières premières entrant en franchise. On trouve par contre pour les produits manufacturés des pointes tarifaires très accusées, qui oscillent entre 30 et 50 pour cent dans le cas des secteurs sensibles³⁹. Le tarif douanier se caractérise par une forte progressivité, fonction du degré de transformation. Mais les réductions temporaires du 1^{er} janvier 1990 ont quelque peu atténué cette progressivité.

La plupart des importations s'effectuent sans licence ou font l'objet d'un régime de licences automatiques (procédure simplifiée)⁴⁰. Le régime de licences non automatiques ne s'applique qu'à une faible fraction des importations. Cela étant, pour une liste limitée de produits sensibles importés de certains pays, surtout d'Europe centrale et orientale, les licences simplifiées ne sont délivrées

qu'après mise en œuvre d'une procédure de surveillance préalable (Vidierungssystem), qui fait office de système d'alerte pour les prix et les volumes. Ce système a été transformé le 1^{er} janvier 1993 en un régime de licences automatiques. Une surveillance subsiste, sans qu'il soit possible de refuser certaines importations. Toutefois, des restrictions quantitatives restent possibles pour les produits visés dans le cadre des clauses de sauvegarde et des dispositions anti-dumping du GATT. En 1992, un contingentement a été mis en place pour le ciment en provenance des pays d'Europe centrale et orientale au titre de la clause de sauvegarde et un nouveau contingentement a été institué pour 1993. Des plaintes pour dumping ont également été déposées dernièrement pour les machines agricoles en provenance de pays d'Europe centrale et orientale.

Dans le domaine des marchés publics, moins de 10 pour cent seulement de ces marchés sont soumis aux dispositions du code du GATT, les gouvernements des Länder échappant à l'heure actuelle à ces codes. Dans certains Länder, les fournisseurs locaux bénéficient d'une préférence par rapport aux fournisseurs étrangers ou à ceux d'autres Länder. Mais dans ce domaine l'accord sur l'EEE et la révision prévue du code du GATT se traduiront par une plus grande libéralisation et des disciplines plus strictes. D'autres restrictions aux importations sont décrites après. Les matériels militaires donnent lieu à des accords de compensation. Le système d'achats compensés, à caractère facultatif, permet aux importateurs autrichiens d'automobiles originaires de certains pays ne bénéficiant pas d'accords de libre-échange de n'acquitter qu'un droit de douane réduit de 6 pour cent (au lieu de 20 pour cent) si un certain montant de produits automobiles sont achetés en Autriche. Les opérations de troc, auparavant très fréquentes avec les pays d'Europe de l'est, ont diminué ces dernières années.

Mesures applicables à l'exportation

Les aides à l'exportation prennent essentiellement la forme de régimes favorables de financement, d'assurance et de garantie. Depuis quelques années, l'encours des crédits à l'exportation est de loin le plus élevé en Autriche par rapport aux autres pays de l'AELE, puisqu'il atteint le double de l'encours de l'ensemble des autres pays de l'AELE⁴¹. Les dispositifs de promotion et d'aide à la commercialisation pour l'exportation sont mis en œuvre par un réseau mondial de quelque 90 délégations commerciales. Un régime de licences à l'exportation est en vigueur pour un large éventail de produits agricoles et manufacturés, dont

un certain nombre de produits de haute technologie d'intérêt stratégique. A différents moments divers accords d'autolimitation des exportations et diverses mesures volontaires (concernant notamment l'acier et les fromages) ont été mis en œuvre par le biais de licences à l'exportation.

Contrôle des mouvements de capitaux

Dans le domaine des mouvements de capitaux, l'Autriche fait partie du groupe des pays de l'OCDE les plus libéraux. Il y a eu libération progressive des mouvements de capitaux depuis 1962 et en novembre 1991 toutes les mesures de contrôle des changes ont été supprimées. L'Autriche n'a que deux réserves au Code des mouvements de capitaux de l'OCDE, qui concernent l'investissement direct en provenance de l'étranger et les opérations immobilières. Ces réserves devraient cependant être assouplies dans le cadre de l'Espace économique européen. Mais la prédominance des petites et moyennes entreprises familiales, très tributaires du crédit bancaire, et l'ampleur des opérations d'initié empêchent le développement des marchés de capitaux et, partant, une circulation optimale des capitaux sur le plan international.

Mesures intérieures faussant les échanges

Dans un monde caractérisé par une interdépendance de plus en plus étroite, certaines mesures, nationales en apparence, peuvent avoir sur les échanges internationaux des effets analogues à des mesures aux frontières qui s'affichent comme telles. C'est ainsi qu'on a vu s'amplifier dans un grand nombre de pays de l'OCDE les aides publiques aux industries en proie à des difficultés d'ajustement, surtout dans les secteurs de la sidérurgie, du textile et de l'habillement, de l'automobile (et de la construction navale, secteur qui ne concerne pas l'Autriche), c'est-à-dire les secteurs pour lesquels les réductions de droits de douane ont été inférieures à la moyenne et qui bénéficient d'obstacles non tarifaires. On a vu également s'accroître les aides aux industries à forte intensité technologique se heurtant à une vive concurrence à l'exportation. Toutefois, l'Autriche ne recourt pas aux aides spéciales qui visent à remédier aux difficultés d'ajustement des entreprises privées dues à la concurrence internationale ou à conférer au pays un avantage concurrentiel⁴². De fait, l'Autriche utilise globalement peu les aides à l'industrie par rapport aux autres pays de l'OCDE et au reste du monde. En revanche, les mesures relevant de la politique régionale, de la

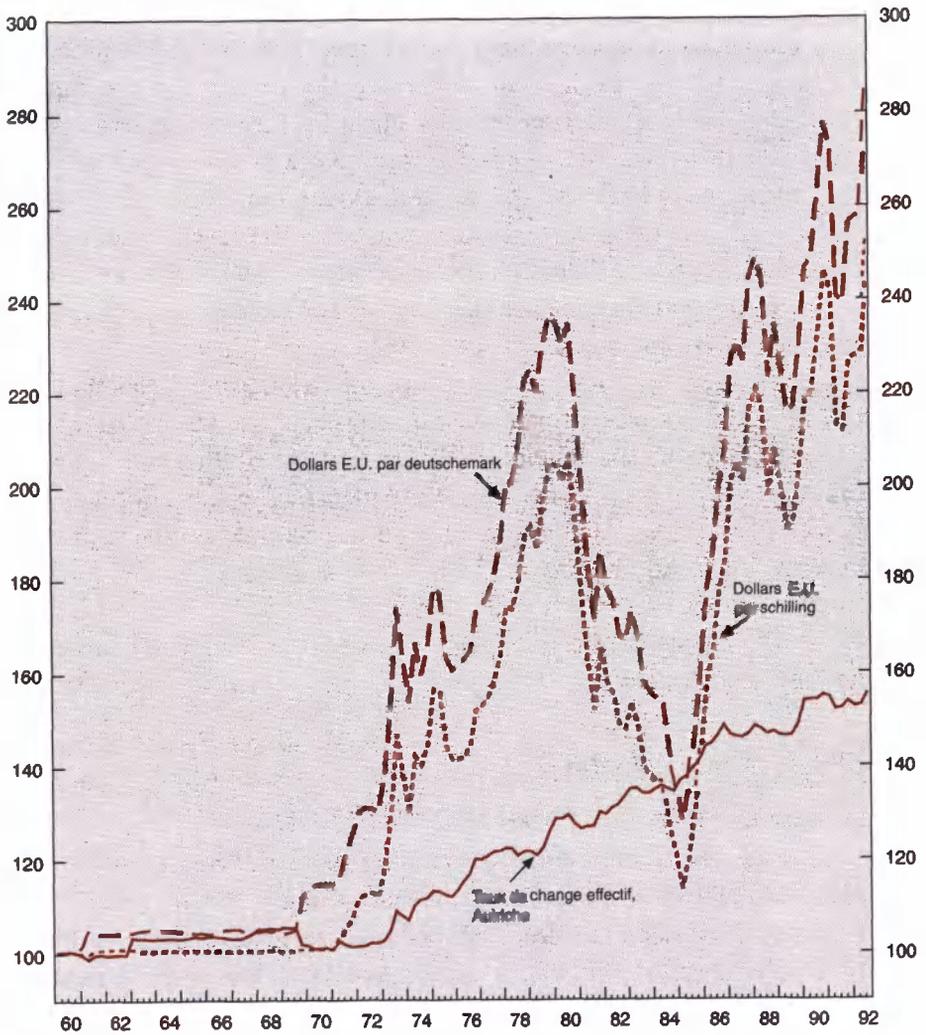
protection de l'environnement et de la R-D ont progressé dans les années 1990-92 en proportion des aides publiques à l'industrie, globalement en diminution.

Les restrictions à la concurrence en vigueur sur le plan intérieur ont d'importantes répercussions du point de vue de l'ouverture de l'économie sur l'extérieur. Ces mesures protègent principalement les activités de services de la concurrence internationale par le biais de restrictions à l'entrée applicables aussi bien aux concurrents étrangers qu'aux concurrents nationaux⁴³. Il existe en Autriche tout un ensemble de réglementations très détaillées limitant l'entrée dans un grand nombre de branches d'activité et de professions libérales. On rencontre des monopoles publics pour les services postaux, et les télécommunications et des positions dominantes du secteur public pour l'énergie et les chemins de fer. La concurrence sur les prix est freinée par de larges dérogations à la loi autrichienne sur les ententes, en particulier pour les coopératives, les banques, les sociétés d'assurance et les monopoles d'État. La loi sur l'approvisionnement local encourage les accords collusoires. Le partenariat social, institution qui a contribué en général à la stabilité sociale et au respect d'une certaine discipline sur le marché du travail, a dans le même temps favorisé la cartellisation d'un grand nombre de secteurs de l'économie. Sous l'effet de ces mesures, on a vu apparaître une « économie à deux niveaux », un secteur ouvert et concurrentiel coexistant avec un secteur protégé moins efficace.

Politique de taux de change

Au début des années 80, l'Autriche a officiellement opté pour une politique de monnaie forte par le rattachement du schilling au deutschemark, en renforçant ainsi les liens déjà étroits avec le deutschemark qui s'étaient établis depuis l'effondrement du système de Bretton Woods au début des années 70 (graphique 16). Du fait de cette politique, la dépréciation de la monnaie n'a jamais été utilisée pour préserver l'équilibre extérieur ; au contraire, le schilling s'est apprécié sur longue période, en moyenne de 4 pour cent par an entre 1971 et 1991 en termes nominaux (en dollars des États-Unis) et de 2 pour cent en termes effectifs. Malgré les effets négatifs qu'elle a pu avoir sur la compétitivité, la politique de monnaie forte a probablement été bénéfique pour les échanges, puisqu'elle a atténué les pressions sur les prix et les coûts et a contribué à la stabilité des anticipations au niveau des relations commerciales, élément de première impor-

Graphique 16. TAUX DE CHANGE
Indice 1960 = 100



Source : OCDE.

tance vu la forte proportion des échanges avec l'Allemagne. Cette politique a également favorisé l'ajustement structurel, étant donné qu'il a fallu préserver la compétitivité-prix internationale par une amélioration constante des coûts unitaires de main-d'œuvre (exprimés en monnaie locale) par rapport aux pays concurrents.

Liens entre l'ouverture internationale et les performances économiques du pays

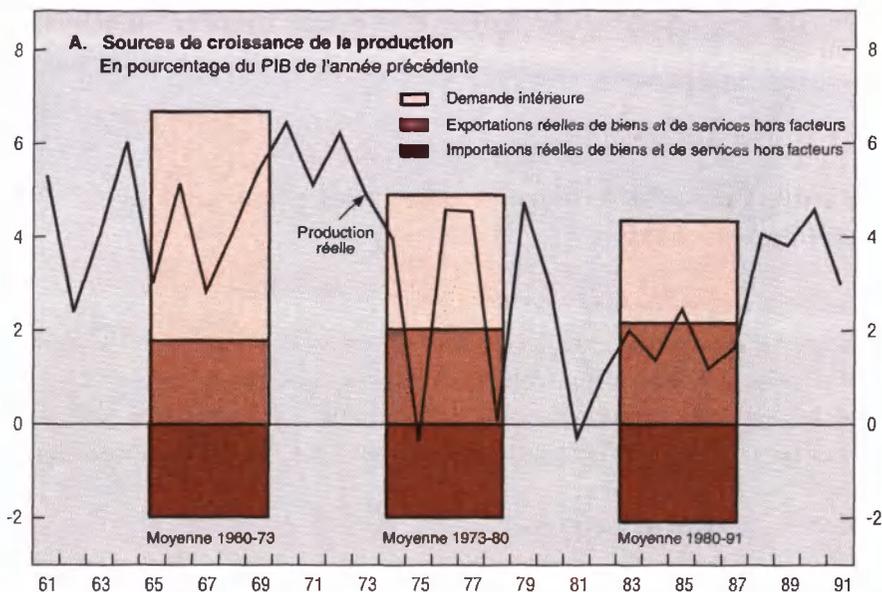
On analysera ci-après le rôle des flux internationaux de biens, de services et de facteurs de production dans les performances économiques de l'Autriche sur longue période. On envisagera ces performances sous plusieurs angles : la production et ses deux composantes (la productivité et l'emploi), le revenu et le choix des consommateurs, la stabilité des prix et des coûts et l'équilibre financier.

Production, revenu et emploi

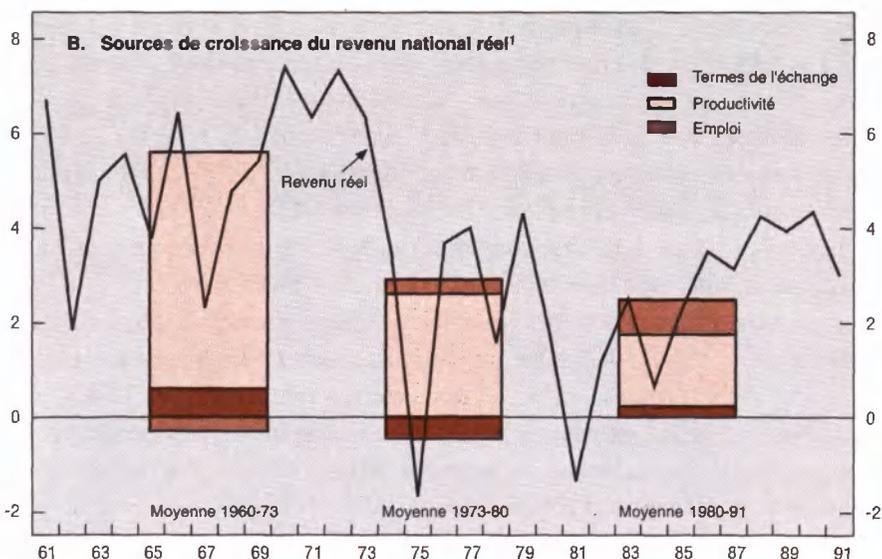
Les échanges internationaux influent de diverses manières sur le niveau de la production, du revenu et de l'emploi, leur effet le plus visible du point de vue statistique étant leur contribution à la demande et à l'offre totales. Le graphique 17 fait apparaître sous l'angle comptable la contribution des exportations et des importations totales aux variations du PIB depuis 1960, ainsi que le rôle des modifications des termes de l'échange dans la croissance du revenu réel. Dans ce contexte, l'amélioration ou la dégradation des termes de l'échange mesure la différence, positive ou négative, entre les variations du revenu national, corrigées de la hausse des prix à la consommation, et les variations du revenu national corrigées de la hausse des prix à la production, c'est-à-dire l'évolution du rapport entre le pouvoir d'achat en termes réels et les ventes en termes réels. En l'absence de contraintes au niveau de l'offre, un accroissement de la production en termes réels résulte d'une progression de la demande intérieure en termes réels ou des exportations nettes en termes réels. Un accroissement du revenu national en termes réels est dû à une hausse de l'emploi, à des gains de productivité et à une amélioration des termes de l'échange ; par conséquent, une croissance du revenu par habitant n'est possible que par des gains de productivité ou de termes de l'échange. Le rythme de progrès technologique et d'ajustement structurel étant étroitement et positivement corrélé à l'ouverture du commerce extérieur, on peut

Graphique 17. LE CYCLE REVENU-PRODUCTION AVEC ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Pourcentage de variation annuel



Pourcentage de variation annuel



1. Revenu réel défini comme étant le PNB à prix courants déflaté de l'indice implicite des prix de la consommation privée.

Source : OCDE.

attribuer une large fraction de la croissance du revenu autrichien par habitant aux avantages que l'Autriche a tirés de ses opérations économiques avec le reste du monde.

L'évolution des termes de l'échange a contribué de façon positive à la croissance du revenu réel au cours de toutes les périodes prises en compte au graphique 17, sauf entre 1973 et 1980, époque marquée par les deux chocs pétroliers. Il est plus difficile d'évaluer l'incidence de l'amélioration ou de la dégradation des termes de l'échange sur la croissance de la production et de l'emploi en raison des effets antagonistes de revenu et de substitution sur le plan intérieur et des effets de demande induite à l'étranger : c'est ainsi qu'une hausse des prix relatifs des importations, comme celle intervenue lors des deux chocs pétroliers, a eu au départ des répercussions négatives sur la production et l'emploi, parce qu'elle s'est traduite par des pertes de revenu national en termes réels et donc par une diminution de la demande intérieure. Mais au fil du temps l'effet de baisse du revenu sur l'activité intérieure a eu tendance à être compensé par un redéploiement de la demande intérieure en faveur de biens moins chers produits sur place et par un accroissement des exportations vers les pays bénéficiant d'une amélioration de leurs termes de l'échange. A l'inverse, l'ouverture actuelle vers l'est, en multipliant les importations bon marché, réduit par effet de substitution les possibilités d'emploi dans les secteurs exposés à la concurrence de produits importés, tout en augmentant globalement le revenu et l'emploi par le biais de l'effet de revenu dû aux gains de termes de l'échange dont bénéficient les consommateurs et par le biais des exportations induites vers cette région.

L'effet direct des exportations nettes en termes réels sur la demande a été faible vu la tendance à l'équilibre de la balance des opérations courantes. Mais la croissance des exportations en termes réels s'est indéniablement traduite par des gains importants de production et d'emplois ; ceux-ci ont accru le revenu et le bien-être, ce qui a eu d'autres effets multiplicateurs sur la production et l'emploi. L'ouverture des marchés de la CE aux exportations autrichiennes dans les années 70, à l'origine d'une progression structurelle de la demande à l'exportation, a eu un tel effet. Il ressort d'estimations empiriques concernant l'impact de l'accord de libre-échange de 1972 entre l'Autriche et la CE que cet accord avait eu en 1991 un effet bénéfique sur le PIB réel de 4.5 pour cent au total, ce qui représente en moyenne une croissance annuelle supplémentaire de $\frac{1}{4}$ pour cent. La balance commerciale est aujourd'hui supérieure en proportion du PIB de

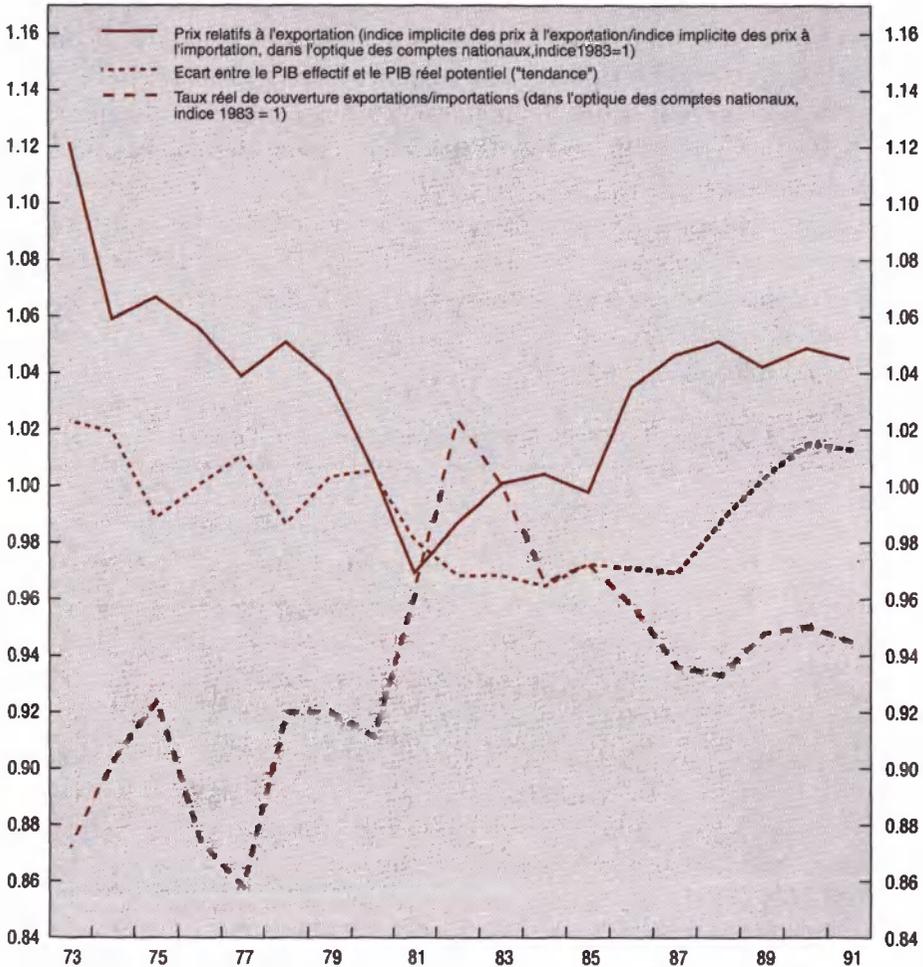
3.8 pour cent au niveau qu'elle aurait atteint sans l'accord. De même, le gain pour la part de marché de l'Autriche dans la CE est de 2 pour cent⁴⁴.

Par contre, les importations en termes réels ont pu amputer quelque peu à court terme la production et l'emploi intérieurs. Mais dans la mesure où une très forte proportion des importations (les trois quarts) est constituée de biens utilisés pour la production nationale (matières premières, produits semi-finis et biens d'équipement), ces importations sont l'élément nécessaire pour l'adjonction de valeur ajoutée et la création d'emplois en Autriche, dans les secteurs exportateurs ou dans d'autres secteurs⁴⁵. La fraction restante des importations (un quart) alimentant la consommation finale apporte un bien-être supplémentaire sous la forme d'un plus large éventail de produits, d'une qualité supérieure ou d'un coût plus faible. Bien qu'ils ne soient pas correctement pris en compte dans les statistiques de comptabilité nationale, les deux premiers éléments représentent deux sources importantes de gains dérivant des échanges. Les prix plus bas, qui constituent généralement la motivation principale de l'importation, ont été l'occasion de gains de termes de l'échange qui, comme on l'a indiqué précédemment, ont renforcé la demande globale. En remplaçant les productions nationales dotées d'un moins bon rapport coût-efficacité, l'importation a libéré de la main-d'œuvre pour des utilisations plus productives et a donc très largement contribué à l'ajustement structurel, bénéfique à long terme pour l'ensemble de l'économie.

Des interactions importantes s'exercent également entre l'«écart de production» (l'écart entre le PIB effectif et le PIB potentiel), le solde extérieur en termes réels et le prix relatif des exportations par rapport aux importations. Lorsque l'écart de production se resserre, des pressions à la hausse s'exercent sur l'inflation intérieure, ce qui fait monter le prix relatif des biens produits localement par rapport à ceux produits à l'étranger. D'où une dégradation du solde extérieur en termes réels, qui atténue les pressions sur les ressources (et inversement en cas de situation de sous-emploi des ressources intérieures). Le graphique 18 fait apparaître ce mécanisme d'équilibrage de l'offre et de la demande dans le cas de l'Autriche; on constate après 1973 une nette corrélation positive entre les variations de l'écart de production, le terme représentatif des prix relatifs et le solde extérieur en termes réels (pour lequel la variable supplétive utilisée est le taux de couverture des exportations). Ainsi, dans une économie ouverte, les pressions concurrentielles sur les coûts et les prix qui s'exercent de l'étranger, ainsi que le report de la demande sur l'importation, jouent un rôle anti-inflationniste impor-

tant en période de demande excédentaire, et en cas de sous-emploi des ressources l'amélioration de la compétitivité réduit les importations au profit de biens

Graphique 18 . ECART ENTRE LA PRODUCTION EFFECTIVE ET LA PRODUCTION POTENTIELLE, RAPPORT ENTRE LES PRIX A L'EXPORTATION ET A L'IMPORTATION ET TAUX DE COUVERTURE EXPORTATIONS / IMPORTATIONS EN TERMES RÉELS



Source : OCDE.

produits localement et stimule l'exportation. L'ouverture sur l'extérieur freine en outre l'inflation en accélérant le rythme de rationalisation et d'ajustement structurel (voir ci-après). Enfin, les échanges stabilisent la production lorsqu'il y a un décalage cyclique entre l'économie intérieure et l'extérieur.

Résultats d'une analyse entrées/sorties

On peut chiffrer les effets de création de revenus et d'emplois dus à la production à l'exportation en analysant l'économie autrichienne en termes d'entrées/sorties. On trouvera au tableau 21 une estimation, dans cette optique, des effets des activités d'exportation sur la production et l'emploi, en dissociant le tourisme des autres secteurs. On indiquera également, à titre de comparaison, les effets de création de revenus et d'emplois des principales composantes de la demande intérieure. Sous l'angle entrées/sorties, chaque composante de la demande est débarrassée de son contenu en importations, direct et indirect (c'est-à-dire des intrants importés utilisés à chaque stade de la production de la composante de la demande finale), en ne conservant que la demande « pure » de biens

Tableau 21. **Multiplicateurs de production et d'emploi**

	Production		Emploi	
	Part du PIB induite par les dépenses au titre de ¹ :	Multiplicateur du PIB sous l'angle entrées/sorties pour ² :	Part de l'emploi induite par les dépenses au titre de ¹ :	Multiplicateur de l'emploi sous l'angle entrées/sorties pour ² :
Consommation privée	37.7	1.33	33.9	2.61
Consommation publique	11.7	1.62	19.8	4.18
Investissement	19.1	1.12	19.1	2.77
Variation des stocks	1.6	1.27	1.3	2.13
Exportations liées au tourisme	6.7	1.20	6.0	3.15
Autres exportations	23.2	1.63	19.9	3.05
Total	100.0	1.36	100.0	2.97

1. Ainsi, par exemple, 30 pour cent de la production totale se rattachent directement ou indirectement aux exportations, et un quart de l'emploi total dépend directement ou indirectement des exportations.

2. Les multiplicateurs sous l'angle entrées/sorties diffèrent des multiplicateurs habituels sous l'angle des dépenses en ce sens qu'ils font apparaître le volume total de PIB et d'emploi induit – directement et indirectement – par les dépenses effectuées dans chacune des catégories de la demande finale. Ces « multiplicateurs » sont basés à la fois sur le niveau des prix de 1976 et sur la productivité du travail en 1976. Il est donc difficile de les interpréter en termes absolus. Cependant les différences entre ces multiplicateurs restent toujours significatives.

Source : Richter, J., *Strukturen und Interdependenzen der Österreichischen Wirtschaft*, Chambre économique fédérale, Vienne, 1981.

produits localement⁴⁶. Comme le montre le tableau 21, quelque 23 pour cent de la production totale et 20 pour cent de l'emploi total sont tributaires – directement et indirectement – d'exportations de marchandises et d'exportations de services autres que ceux relevant du tourisme. Si l'on considère le seul secteur manufacturier, quatre salariés sur dix sont tributaires, directement ou indirectement, de l'exportation. Dans 13 branches manufacturières sur 36, la dépendance totale à l'égard de l'exportation dépasse 50 pour cent. Les exportations liées au tourisme représentent quant à elles 6 à 7 pour cent de la production et de l'emploi. Les multiplicateurs indiquent le montant à concurrence duquel une unité de demande à l'exportation augmente le PIB intérieur et l'emploi, directement et indirectement. Après la consommation publique, ce sont les exportations du secteur non touristique et du secteur touristique qui ont le multiplicateur d'emploi le plus élevé parmi toutes les composantes de la demande et les exportations du secteur non touristique se classent au premier rang pour le multiplicateur de production.

C'est également sur la base d'une analyse entrées/sorties qu'on a calculé les taux de pénétration des importations (voir le tableau de l'annexe). Ces taux font apparaître le contenu direct et indirect en importations de la production par secteur. Les importations directement destinées à la consommation finale ne sont pas prises en compte. Plus le taux global d'importation est élevé dans un secteur donné, moins il contribue à la production intérieure et à l'emploi pour un certain montant de production brute ou de valeur ajoutée brute. C'est dans l'énergie, les textiles, la chaussure, la chimie, la métallurgie et l'électronique qu'on trouve les taux d'importation les plus élevés. Hormis l'énergie, il s'agit des secteurs industriels les plus protégés. Les services, comme on pouvait s'y attendre, ont des taux de pénétration des importations très faibles, qui traduisent davantage une forte intensité en main-d'œuvre qu'une exposition relativement réduite à la concurrence internationale.

Sous l'angle de la « destination finale », 44 pour cent des importations sont nécessaires, directement ou indirectement, pour répondre à la demande des ménages privés (consommation privée), 5 pour cent pour satisfaire les besoins de la consommation publique et 26 pour cent pour couvrir la demande d'investissement privé. En outre, 19 pour cent de l'ensemble des importations autrichiennes sont nécessaires pour la production à l'exportation (hors tourisme) et 4 pour cent pour la production de biens et services consommés en Autriche par des ménages étrangers (tourisme). Le « contenu total en importations » des exportations, qui

n'est par nature qu'indirect, est extrêmement élevé et illustre la forte dépendance des industries exportatrices autrichiennes à l'égard des importations.

Flux de facteurs et détermination du PIB

Les flux de main-d'œuvre étrangère et d'investissements étrangers se répercutent également sur l'économie intérieure par le biais de l'allocation des ressources sur les marchés de facteurs. Les entrées de main-d'œuvre étrangère accroissent l'offre de travail et, toutes choses égales par ailleurs, diminuent le salaire réel nécessaire pour que le marché s'équilibre, tout en augmentant le PIB potentiel sans accroissement compensateur de la demande globale⁴⁷. Sur ces deux plans, par conséquent, la main-d'œuvre étrangère a contribué à atténuer les pressions inflationnistes et à doter la population active autrichienne d'une bonne capacité d'adaptation à la conjoncture⁴⁸. Le renforcement corrélatif de la compétitivité-prix autrichienne a sans doute joué un rôle dans l'accroissement des exportations nettes, avec cette conséquence, du fait du niveau élevé des multiplicateurs, que davantage d'emplois ont été créés qu'il n'en aurait fallu pour absorber la seule augmentation de l'offre de main-d'œuvre étrangère. De plus, il y a eu un relèvement en moyenne du niveau de revenu et de qualification des Autrichiens, puisque les travailleurs étrangers représentent une fraction importante des emplois non qualifiés à bas salaires. En période de sous-emploi, comme à l'heure actuelle, les entrées de main-d'œuvre étrangère sont régulées au moyen d'un dispositif rigoureux de quotas. Ces mesures ont tendance à ne pas être respectées en raison de l'emploi illégal de main-d'œuvre étrangère, ce qui gonfle la part de l'économie souterraine dans le PIB et réduit l'inflation (dans une proportion qui n'est pas mesurée) tout en suscitant un certain ressentiment dans la société.

Les investissements directs étrangers ont été bénéfiques pour l'économie autrichienne en renforçant le stock de capital et en améliorant sa qualité. Puisque ce sont surtout dans les secteurs exportateurs ou en concurrence avec des produits importés que se créent des capacités de production supplémentaires, la balance des paiements courants se trouve confortée et les effets de création d'emplois et de revenus sont gonflés sous le jeu d'effets multiplicateurs relativement importants. Par ailleurs, les apports de compétences de gestion et de savoir-faire technique dont s'accompagnent généralement les investissements directs ont des retombées bénéfiques sur l'ensemble de l'économie par la «diffusion» de ces compétences et de ce savoir-faire dans d'autres secteurs, ce qui aboutit à une

amélioration de la productivité dans l'ensemble de l'économie. Bien que le taux de croissance des entrées d'investissements directs se soit tassé dernièrement, le vaste stock de capital découlant des investissements effectués dans le passé joue un rôle de premier plan dans l'économie d'aujourd'hui, où un tiers des entreprises industrielles se trouvent sous contrôle étranger et un tiers des emplois dans l'industrie sont le fait d'entreprises sous contrôle étranger (tableau 22).

D'autres types de mouvements de capitaux, aux effets moins visibles, ont sans doute également contribué d'une autre façon à une meilleure allocation du capital. Les sorties d'investissements directs, qui ne se sont développées qu'après 1988, augmentent le taux de rendement du capital autrichien par le biais de la délocalisation dans des pays à bas salaires ou dans des pays constituant ou

Tableau 22. Les investissements directs étrangers à la fin de 1990

	Position en milliards de schillings	Part, en pourcentage, des entreprises sous contrôle étranger dans l'emploi
	Fin-1990	
Industrie		
Métallurgie, véhicules routiers	12.2	26
Machines électriques	6.3	57
Pétrole et produits chimiques	14.0	35
Papier, bois	2.5	16
Textiles, habillement, cuir	2.8	25
Transformation de produits alimentaires	1.5	14
Produits minéraux non métalliques, céramique et ciment	4.0	47
Divers	17.8	10
Ensemble de l'industrie	61.1	30
Energie et services		
Energie et transports	2.9	4
Commerce et distribution	19.3	16
Tourisme	1.9	5
Petites entreprises	2.6	2
Secteur bancaire et institutions financières	7.8	15
Assurances	6.4	
Divers	3.6	3
Ensemble des secteurs de l'énergie et des services	44.4	8
Total	105.5	14

Source : Nationalbank d'Autriche, *Berichte und Studien*, Heft 3/1992.

susceptibles de constituer à l'avenir de grands marchés à l'exportation (qui peuvent être ainsi mieux contrôlés). Les entreprises autrichiennes ont actuellement l'intention de transférer vers les pays de l'est un tiers de la production industrielle totale. Quant aux entrées d'investissements de portefeuille, elles concourent à l'efficacité des marchés autrichiens de capitaux en leur conférant une plus grande dimension et plus de profondeur, ce qui abaisse le coût de financement des investissements et accroît le rendement de l'épargne.

Productivité et ajustement structurel

Un élément joue un rôle de premier plan dans la progression du revenu par habitant : la croissance de la productivité due à l'évolution structurelle de la production et de l'emploi. L'ouverture aux échanges internationaux est l'un des facteurs qui pousse le plus au changement structurel et à l'innovation⁴⁹. C'est essentiellement sous trois formes que les échanges stimulent la croissance de la productivité :

- i) des gains d'efficacité dans l'ensemble de l'économie, les entreprises et les branches d'activité se trouvant en situation de « désavantage comparatif » étant évincées tandis que des emplois sont créés et de nouveaux investissements sont effectués dans des secteurs dotés d'un « avantage comparatif » où, par définition, la productivité est plus forte que dans les secteurs en déclin ;
- ii) des économies d'échelle et, par conséquent, des gains de productivité supplémentaires dans les secteurs très productifs, grâce à l'accès à de plus vastes marchés par le biais de l'exportation, avec également la possibilité d'étaler davantage les risques de la R-D ;
- iii) un plus large éventail de produits, la participation d'un grand nombre d'acteurs dans le monde entier conduisant à une spécialisation plus poussée et à un développement de l'innovation.

En général, c'est lorsque les économies d'échelle, la différenciation des produits et le phénomène de concurrence imparfaite jouent un grand rôle que les échanges permettent habituellement de dégager des gains de productivité. C'est pourquoi en général ces gains ne sont pas uniformément répartis entre tous les secteurs. Il y aura tendance à l'excédent commercial dans ceux à forte croissance et au déficit dans les autres. Une classification des échanges de biens manufac-

turés en fonction de l'intensité en facteurs (voir l'encadré) met en lumière la relation entre la croissance de la productivité et l'évolution de la composition des échanges. Comme le montre le tableau 23, les échanges mondiaux font une part de plus en plus grande aux produits caractérisés par des économies d'échelle au niveau de la production, par une différenciation très poussée ou par des liens étroits avec la recherche – c'est-à-dire les produits à forte intensité en capital matériel et humain – pour lesquels les taux de croissance sont supérieurs à ceux enregistrés dans le cas des produits traditionnels à forte intensité de ressources ou de travail. En conséquence, la part de ces produits dans les échanges mondiaux est très nettement supérieure à celle enregistrée il y a trente ans. En ce qui concerne l'Autriche, le taux de croissance des exportations de biens «différenciés» et de produits à forte intensité de recherche a en fait nettement dépassé le taux de croissance des exportations mondiales, le rythme de progression étant le même pour les exportations autrichiennes et les exportations mondiales dans le cas des industries à fortes économies d'échelle. Mais en niveau la part des produits à forte intensité de recherche dans les exportations autrichiennes demeure inférieure de plus de moitié à celle observée en moyenne dans le monde ou dans la zone de l'OCDE, alors que la part des produits à forte intensité de ressources ou de travail est encore relativement élevée (les parts étant équivalentes pour les produits à fortes économies d'échelle et les produits différenciés). Si l'Autriche se trouve dans cette situation, c'est essentiellement parce qu'elle accusait au départ un retard considérable sur la plupart des autres pays de l'OCDE.

Classification des échanges internationaux

Catégorie de produits	Facteur déterminant du point de vue de la compétitivité	Exemples
i) A forte intensité de ressources	Accès à des ressources naturelles abondantes	Métallurgie de l'aluminium (à forte intensité énergétique)
ii) A forte intensité de travail	Coûts de main-d'œuvre	Habillement, chaussure
iii) A fortes économies d'échelle	Longueur de la série de production	Acier
iv) Produits différenciés	Adaptation du produit à des caractéristiques très diversifiées de la demande	Machines-outils
v) A forte intensité de recherche	Application rapide des progrès scientifiques	Produits pharmaceutiques, électronique

Source : OCDE, *Ajustement structurel et performance économique*, Paris, 1987.

Tableau 23. **Caractéristiques des échanges de produits manufacturés**

	Pourcentage de variation annuel 1961-1991			En pourcentage du commerce total					
				1961			1991		
	Autriche	OCDE	Monde	Autriche	OCDE	Monde	Autriche	OCDE	Monde
Exportations totales de produits manufacturés	12.9	12.2	12.3	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
<i>dont :</i>									
Industries à forte intensité de ressources	10.5	10.2	9.7	32.9	26.0	34.0	16.9	15.0	17.2
Industries à forte intensité de travail	13.1	11.3	12.3	15.3	13.1	12.9	16.0	10.4	13.1
Industries à fortes économies d'échelle	12.7	12.5	12.8	34.3	30.3	26.4	31.9	33.1	30.4
Produits différenciés	15.1	12.7	13.2	16.1	22.3	19.3	28.4	25.6	24.4
Industries à forte intensité de recherche	19.3	14.6	15.0	1.3	8.3	7.3	6.8	15.9	15.0
Importations totales de produits manufacturés	13.1	12.6	12.3	100	100	100	100	100	100
<i>dont :</i>									
Industries à forte intensité de ressources	11.2	9.8	9.9	21.9	43.2	36.0	13.3	20.2	18.8
Industries à forte intensité de travail	13.2	12.9	12.3	17.3	13.3	13.0	17.8	14.3	13.0
Industries à fortes économies d'échelle	13.3	13.7	12.9	29.6	22.7	25.4	31.8	30.1	29.9
Produits différenciés	12.9	13.9	13.3	26.0	15.2	18.4	25.0	21.1	23.8
Industries à forte intensité de recherche	16.3	16.3	15.0	5.2	5.6	7.1	12.0	14.4	14.5

Source : OCDE, *Statistiques du commerce extérieur*, REV CISIC.

Pour l'ensemble de l'économie, les gains de productivité en longue période sont en fait impressionnants. L'Autriche est passée d'un niveau de productivité du travail qui n'atteignait en 1950 que 60 pour cent de la moyenne pour la zone de l'OCDE à un chiffre légèrement supérieur à cette moyenne en 1991 (tableau 24). Les performances pour le PIB par habitant en termes réels sont du même ordre (tableau 25). Le fait que l'Autriche accuse encore un certain retard du point de vue du développement des secteurs à forte intensité en capital humain et du recul des secteurs traditionnels à forte intensité en ressources et en travail donne à penser qu'elle peut encore améliorer sa productivité à un rythme supérieur à la moyenne en s'ouvrant encore davantage sur le reste du monde, et notamment sur les pays de l'est et les pays en développement. De plus, la très forte protection d'un grand nombre d'activités de services laisse entrevoir également des possibilités de gains de productivité si ces activités se trouvent confrontées à une concurrence plus vive⁵⁰.

Tableau 24. **Productivité : comparaison internationale**
PIB par salarié, aux parités de pouvoir d'achat de 1990; OCDE = 100

	1950	1960	1970	1980	1990	1991 ¹
Pays-Bas	118	118	119	128	123	123
Etats-Unis	195	178	149	127	119	119
France	82	93	104	113	115	116
Belgique	100	98	101	113	112	114
Allemagne	76	98	103	109	106	106 ²
Canada	140	133	117	111	105	105
Suisse	126	124	117	108	104	104
Autriche	60	78	89	98	100	101
Italie	60	81	84	95	95	94
Japon	31	81	84	95	95	94
Norvège	74	80	78	87	87	90
Royaume-Uni	109	99	89	87	88	89
Danemark	106	99	90	89	87	88
Finlande	62	69	74	80	87	86
Suède	97	96	97	88	83	83
OCDE	100	100	100	100	100	100

1. Chiffres partiels.

2. Ensemble de l'Allemagne = 89.

Source : Kausel, A., *Vier Erfolgsdezennien: der ökonomische Aufstieg Österreichs in OECD-Raum von 1950 bis 1991*, Vienne, 1992.

Tableau 25. **PIB réel par habitant : comparaison internationale**

Aux parités de pouvoir d'achat de 1990; OCDE = 100

	1950	1960	1970	1980	1990	1991 ¹
Etats-Unis	179	153	136	129	126	124
Suisse	155	157	148	132	124	122
Canada	121	107	104	115	112	112
Allemagne	77	110	108	111	108	109 ²
Japon	31	48	81	90	104	108
France	90	95	102	106	102	103
Danemark	110	103	103	99	99	99
Autriche	65	84	88	99	98	99
Suède	112	109	111	104	99	97
Belgique	92	86	92	99	97	97
Norvège	83	81	78	94	94	97
Italie	63	77	87	95	94	95
Pays-Bas	101	102	102	101	93	94
Finlande	72	78	83	91	97	92
Royaume-Uni	116	109	94	90	92	90
OCDE	100	100	100	100	100	100

1. Chiffres partiels.

2. Ensemble de l'Allemagne = 94.

Source : Kausel, A., *Vier Erfolgsdezentennien: der ökonomische Aufstieg Österreichs in OECD-Raum von 1950 bis 1991*, Vienne, 1992.

Compétitivité internationale

La compétitivité internationale est fonction du degré auquel un pays parvient à aligner l'évolution de ses coûts de main-d'œuvre et du coût de ses autres facteurs dans les secteurs exposés de son économie sur l'évolution de la productivité. Elle est également fonction de sa capacité d'innovation au niveau des produits. Un autre élément très important pour la compétitivité internationale est la taille et la sophistication du marché, qui permettent de dégager des économies d'échelle et d'utiliser des technologies à forte intensité en capital réduisant les coûts. Les échanges, en intensifiant la concurrence, font pression sur les profits et rendent encore plus nécessaire une plus grande souplesse des salaires réels. En Autriche, c'est davantage une forte croissance de la productivité qu'une hausse modérée des salaires qui a assuré la compétitivité-coût, avec les conséquences bénéfiques qui en sont résultées pour le rythme d'ajustement structurel ouvrant la voie à une expansion des échanges et pour l'aptitude à attirer des capitaux et de la main-d'œuvre dans un contexte d'intégration de plus en plus étroite des

marchés internationaux. En rattachant résolument le schilling au deutschemark, l'Autriche a également renoncé à utiliser le taux de change pour préserver sa compétitivité. Au contraire, la politique de « monnaie forte » a abouti à une forte *appréciation* du schilling en termes effectifs, qui a exercé à la fois des pressions à la baisse sur les prix et des pressions à la hausse sur la productivité à travers l'impératif de compétitivité.

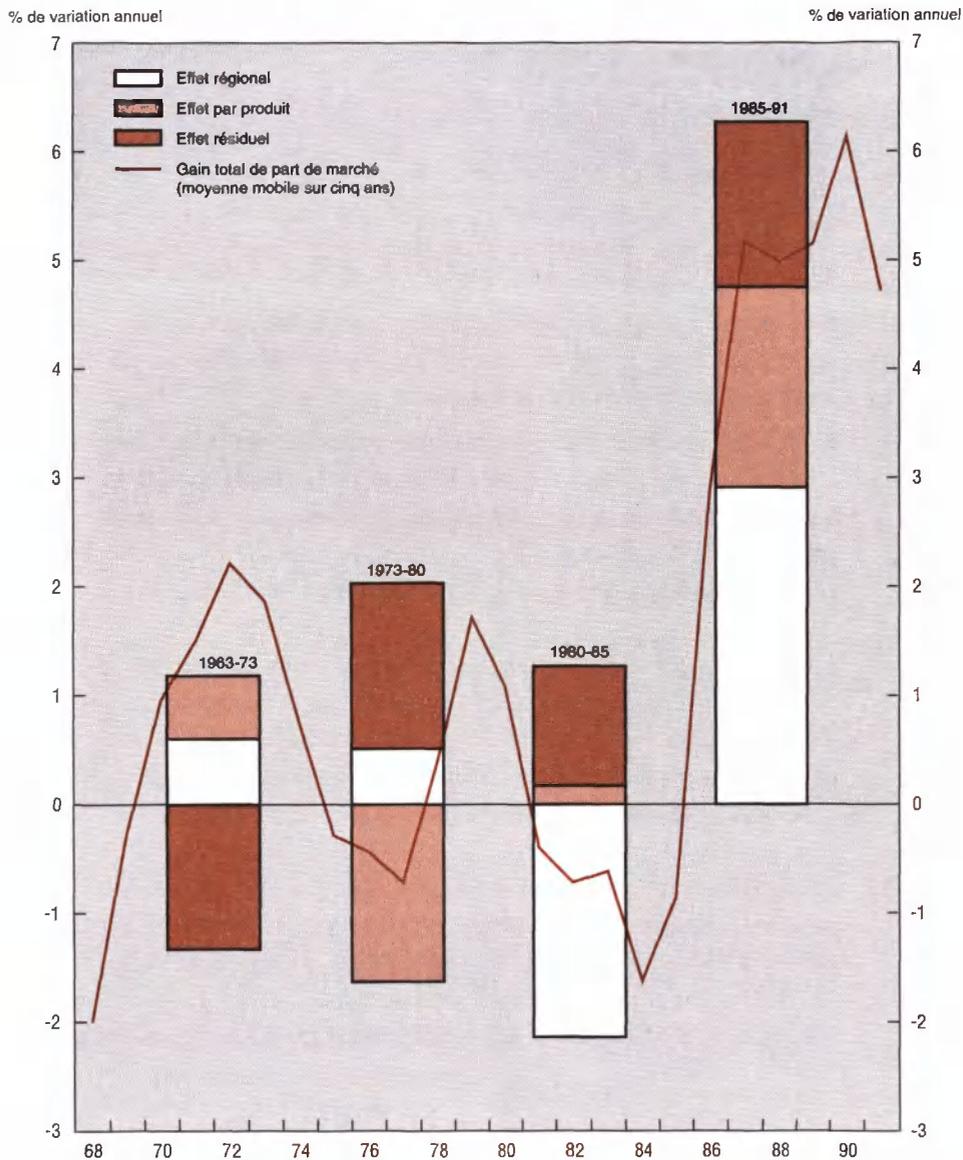
On voit bien toute l'importance de la compétitivité lorsqu'on analyse les exportations à « part de marché constante », en dissociant dans l'évolution de la part du marché mondial détenue par un pays l'« effet de marché » (au niveau des produits et au niveau géographique) et l'effet « de part de marché ». Selon cette analyse, on distingue pour la période considérée les trois sources suivantes de variations de la part d'un pays exportateur dans les importations mondiales, les données étant toutes exprimées à prix courants⁵¹ :

- i) *L'effet de marché sur le plan régional* : mesuré par la différence entre la croissance des échanges mondiaux et celle des échanges mondiaux pondérée par le profil géographique des exportations du pays ; il fait apparaître le degré auquel les exportations d'un pays sont concentrées sur des marchés en croissance relativement rapide ou à faible croissance.
- ii) *Effet de marché sur le plan des produits* : mesuré par la différence entre la croissance des échanges mondiaux et celle des échanges mondiaux pondérée par la composition par produits des exportations d'un pays ; il fait apparaître le degré auquel les exportations d'un pays sont concentrées sur des produits à taux de croissance supérieur ou inférieur à la moyenne mondiale.
- iii) *Effet résiduel (de part de marché)* ; il fait apparaître le degré auquel un pays est capable ou incapable de préserver ses parts de marché au moyen d'éléments de compétitivité comme la qualité, le prix, la commercialisation et la distribution, mais aussi d'éléments qui ne sont pas liés au marché comme les mesures faussant les échanges et les perturbations fortuites.

Le graphique 19 illustre cette méthode d'analyse appliquée à l'accroissement des parts de marché de l'Autriche depuis 1963. Sauf durant la première moitié des années 80, à un moment où d'importants pays clients de l'Autriche ont

Graphique 19. COMPOSANTES DE L'ACCROISSEMENT DES PARTS DE MARCHÉ A L'EXPORTATION

Ensemble des marchandises, prix courants



Source : OCDE, Statistiques du commerce extérieur.

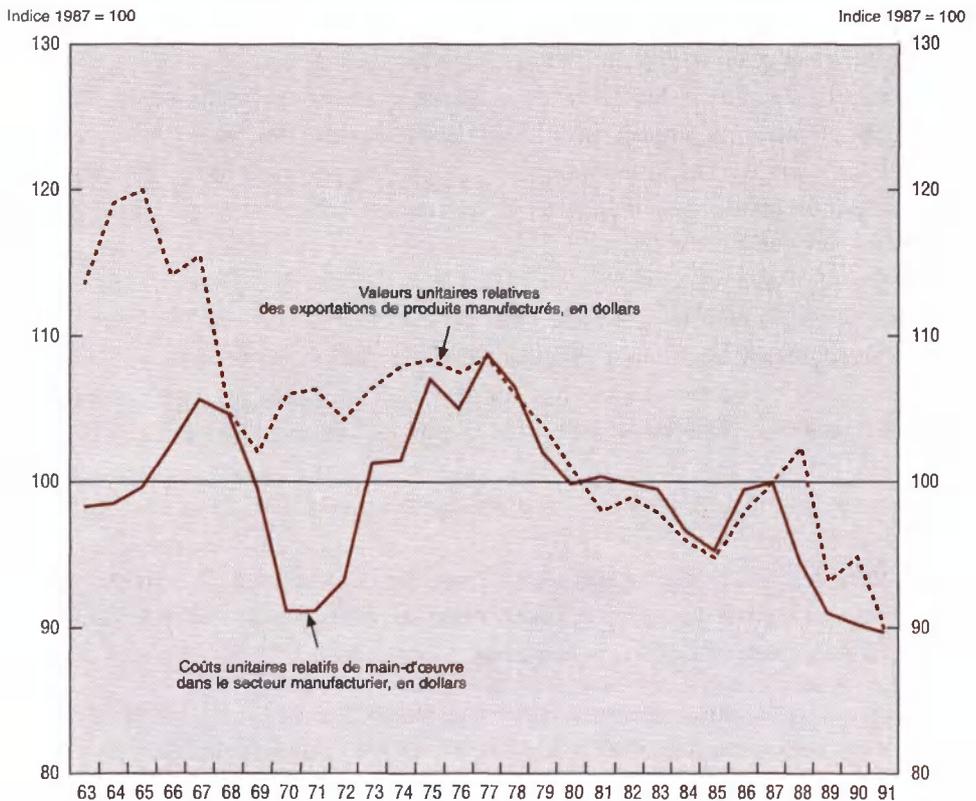
mené une politique restrictive, l'Autriche a bénéficié d'une composition régionale favorable de ses exportations. Elle a dégagé à ce titre des gains très nets de parts de marché au cours de la seconde moitié des années 80 et en 1991, mais étant donné les pertes qu'elle avait subies précédemment et le caractère particulier de l'essor de la demande allemande suite à l'unification, il est trop tôt pour dire si les exportateurs autrichiens ont réussi à s'implanter plus solidement dans les pays à forte croissance. L'effet produits, positif depuis le début des années 80, est plus révélateur des retombées bénéfiques de l'ajustement structurel, l'Autriche ayant su adapter sa production à l'évolution de la demande mondiale. Cet effet, constamment négatif dans les années 60 et 70, s'est totalement inversé pour devenir durablement positif à la fin des années 80. Ce phénomène reflète, semble-t-il, un redéploiement structurel au profit de gammes de produits plus modernes et plus porteurs.

L'élément résiduel, recouvrant tous les facteurs de compétitivité comme les coûts relatifs, la qualité, les délais de livraison et le service après-vente, a exercé systématiquement un impact positif sur la croissance des parts de marché de l'Autriche, sauf durant la période 1963-73 où sa contribution a été négative, notamment en raison du phénomène de discrimination sur les marchés de la CE (représentant une taxe effective à l'exportation) et d'une rationalisation insuffisante dans le vaste secteur des entreprises industrielles à capitaux publics. Cela montre bien comment les gains de parts de marché réalisés par l'Autriche reflètent des progrès au niveau de l'efficacité et de la qualité et non une spécialisation dans certaines catégories de produits ou une spécialisation régionale. L'élément résiduel confirme également les observations qu'on avait pu faire à diverses occasions et qui témoignaient de la volonté des producteurs autrichiens de « devancer la concurrence » grâce à un meilleur contrôle de la qualité et un service après-vente excellent, se traduisant par un faible taux de rappel pour les biens durables. Un autre facteur a sans doute également joué : l'importance des échanges qui sont le fait d'entreprises transnationales produisant pour des marchés partiellement « captifs », notamment en Allemagne.

Divers indicateurs, en termes de « taux de change réel », de la compétitivité pour les produits manufacturés (composante des échanges ayant la plus importante et la plus forte élasticité au prix), montrent que la compétitivité-coût de l'Autriche a évolué favorablement ces dix à quinze dernières années et a eu un effet bénéfique sur les gains de parts de marché. La compétitivité à l'exportation

peut être mesurée sous l'angle de l'offre par les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre et sous l'angle de la demande par les prix relatifs à l'exportation, ces coûts et ces prix étant exprimés en une monnaie commune. Les prix relatifs à l'exportation ont plus ou moins régulièrement baissé sur longue période (graphique 20). Mais les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre ont eu tendance à augmenter bien au-delà de 1970, ce qui montre qu'il y a eu laminage des marges bénéficiaires face aux pressions concurrentielles imputables aux échanges⁵². Par

Graphique 20 . INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES



Source : OCDE.

la suite, la baisse tendancielle des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre tient à l'impact du progrès technique sur la productivité du travail. En fait, ces gains de productivité ont été suffisants ces dernières années pour compenser à la fois l'appréciation du taux de change et l'accélération des salaires.

Constat et perspectives

Comme on vient de le voir, les flux internationaux d'échanges et de facteurs de production ont largement contribué au remarquable bilan économique de l'Autriche depuis la fin de la guerre. L'économie autrichienne en a tiré parti de diverses manières. Premièrement, les secteurs exposés à la concurrence au niveau de l'exportation et de l'importation ont joué un rôle pilote sur le plan technologique. Les gains de productivité se sont diffusés dans l'ensemble de l'économie à mesure que des ressources étaient transférées des activités en déclin et d'un faible rapport à des activités porteuses à forte rentabilité permettant de réaliser des économies d'échelle et de gamme. Deuxièmement, l'importation a procuré à l'Autriche des biens d'investissement, des facteurs de production et des biens de consommation à faible coût et de bonne qualité, accélérant ainsi la croissance et faisant profiter les consommateurs des retombées favorables des termes de l'échange et d'un éventail de choix plus large. Troisièmement, les entrées de main-d'œuvre et de capital ont amélioré le fonctionnement des marchés de facteurs, en augmentant le PIB potentiel et en atténuant les pressions inflationnistes. La politique d'ouverture est le principal élément exogène qui a permis de mieux tirer parti de ces effets bénéfiques des échanges. La politique de monnaie forte a favorisé la croissance de la productivité et un comportement salarial préservant l'emploi. Grâce à son attrait pour les séjours aussi bien estivaux qu'hivernaux, l'Autriche a un secteur touristique qui, par rapport à sa population, est le plus important au monde; enfin, les gains de parts de marché de l'Autriche au niveau mondial, en volume et encore davantage en valeur, témoignent de la compétitivité de ses produits sur le plan des prix et de la qualité.

En ce qui concerne l'avenir, quatre éléments majeurs pourraient être très bénéfiques du point de vue du relèvement du niveau moyen des revenus et de la productivité. Premièrement, la mise en œuvre de l'accord sur l'Espace économique européen conduira à une libéralisation progressive des échanges de services au cours de 1993 et 1994, par le biais d'une réforme de la loi sur les

ententes, de la transformation de monopoles d'État en sociétés commerciales et de l'ouverture des marchés publics. Ceci accentuera les pressions concurrentielles surtout dans les secteurs qui étaient auparavant «protégés». Deuxièmement, l'Autriche pourrait tirer avantage d'une division du travail plus poussée de par l'élargissement de ses relations commerciales avec les économies d'Europe de l'est. Avec les bouleversements géopolitiques récents, l'Autriche n'est plus simplement un pays aux marches du monde occidental pratiquant avec ses voisins proches du monde oriental un commerce de troc très développé. Elle occupe désormais une position stratégique lui offrant de bonnes chances de tirer parti non seulement d'échanges directs régis par les mécanismes du marché et de liens d'investissement avec les pays de l'est, mais aussi de sa situation de lieu de transit et de plaque tournante pour le renforcement des liens de ces pays avec le reste du monde. Troisièmement, l'adhésion à la Communauté européenne exigera une profonde réforme de la politique agricole autrichienne, en faisant jouer davantage la concurrence étrangère dans l'agriculture. Enfin, l'Autriche gagnerait beaucoup à intensifier son commerce jusqu'à présent sous-développé avec les pays non européens, surtout du monde en développement. Il est difficile de chiffrer les effets d'une intégration économique internationale plus étroite. On peut néanmoins en avoir un ordre d'idées par des simulations du type de celles qu'a effectuées l'Institut WIFO au moyen d'un vaste modèle macro-économique. Il ressort de ces simulations qu'une plus grande ouverture extérieure serait très bénéfique sous la forme d'un accroissement du PIB par habitant, d'une amélioration de l'emploi et d'un niveau de prix plus faible⁵³.

IV. Conclusions

Tout en s'affaiblissant, la croissance de l'économie autrichienne s'est bien maintenue ces deux dernières années, alors que l'activité stagnait dans la plupart des autres pays Membres. Les exportations autrichiennes ont bénéficié de l'essor de l'économie allemande consécutif à l'unification, puis de l'ouverture des pays d'Europe de l'est. De plus, grâce à l'existence d'une demande contenue de logements et aux besoins créés par une forte immigration, l'activité est restée très soutenue dans le secteur de la construction. Enfin, les ménages ont alimenté la croissance de la demande en réduisant leur taux d'épargne. Dans ces conditions, la croissance de la production ne s'est ralentie qu'assez peu et l'emploi a légèrement progressé en 1992.

Les perspectives à court terme sont toutefois moins satisfaisantes. La faible expansion des marchés européens, en particulier des importations allemandes, se conjuguant à une légère dégradation de la compétitivité-coût internationale, freinera la progression des exportations et aura donc des effets négatifs sur les anticipations des entreprises et leurs investissements. Dès lors, il faut s'attendre à un arrêt de la croissance de la production en 1993 et à une aggravation du chômage, bien que celui-ci reste bas par rapport aux standards européens. Les principales négociations salariales qui se sont achevées à l'automne de 1992 ne révèlent pas de mouvement de modération des salaires face au ralentissement de la productivité. Les syndicats étant toutefois très sensibilisés aux risques pour l'emploi, les tensions inflationnistes devraient commencer de s'atténuer. Les conditions devraient être plus favorables à une reprise de l'activité en 1994 si, comme le prévoit l'OCDE, les échanges mondiaux se redressent. La croissance de la production en termes réels pourrait être cependant relativement faible, de l'ordre de 1 à 2 pour cent durant l'année, ce qui permettrait un nouveau recul de la hausse des prix à la consommation.

Eu égard à la brièveté prévisible du ralentissement conjoncturel et à l'inertie de l'inflation intérieure, un assouplissement de la politique monétaire ne semble ni nécessaire ni judicieux. De toute façon, les conditions monétaires sont tributaires de l'engagement de maintien d'une parité fixe par rapport au deutschemark. Ces dernières années, l'Autriche a su rendre parfaitement crédible sa politique monétaire; l'écart de taux d'intérêt par rapport à l'Allemagne a disparu et les turbulences récentes sur les marchés internationaux de capitaux n'ont eu à cet égard aucune incidence. S'en tenir à la politique de monnaie forte est le meilleur moyen de préserver la stabilité financière et la crédibilité d'une politique bien ancrée. Si, comme on peut s'y attendre, les taux d'intérêt allemands baissent au cours de ces deux prochaines années, les taux d'intérêt autrichiens devraient s'aligner, ce qui stimulera les composantes de la demande sensibles aux taux d'intérêt.

Avec des recettes fiscales en plus faible progression et des transferts sociaux en augmentation du fait du fléchissement de l'activité économique, le déficit du budget fédéral pour 1993 pourrait ne pas se contracter, contrairement à ce qui avait été envisagé. Il sera plus difficile de respecter l'objectif de déficit à moyen terme de 2½ pour cent en 1994, mais on pourra laisser pleinement jouer les stabilisateurs automatiques, puisque le déficit reste relativement faible, à quelque 3 pour cent. Une entorse au plan financier à moyen terme sera donc nécessaire, ce qui fait regretter qu'on n'ait pas assaini davantage les finances publiques durant la phase précédente de forte activité. L'enjeu, pour les autorités autrichiennes, sera de progresser davantage dans ce domaine au cours de la reprise prévisible de 1994 qu'elles ne l'ont fait lors de l'essor de 1990-91. Dans ce contexte, un élément majeur serait la mise en œuvre, à bref délai, d'une réforme administrative qui devrait contribuer à freiner la dérive persistante des dépenses fédérales de consommation.

Pour pouvoir faire face en souplesse aux nouveaux défis que doit relever l'Autriche – l'ouverture des pays d'Europe de l'est, les pressions persistantes de l'immigration et une participation pleine et entière aux nouveaux dispositifs commerciaux régionaux qui se mettent en place en Europe dans le cadre de l'AELE et de la Communauté européenne – le gouvernement a engagé une action dans plusieurs autres domaines pour freiner la progression des dépenses fédérales et accroître l'efficacité du secteur public. Certaines mesures ont déjà été prises : il a été créé une nouvelle administration chargée du domaine public et un nouvel

organisme de gestion de la dette; de même, les chemins de fer ne relèvent plus désormais de l'administration fédérale. Ces mesures vont dans la bonne direction mais, comme on l'a indiqué dans des Études économiques précédentes de l'Autriche, tout progrès substantiel dans le ralentissement de la croissance des dépenses publiques suppose que l'on freine l'augmentation des transferts sociaux, et notamment du déficit du système de retraite.

Le chômage s'est aggravé par rapport à 1987, bien que l'Autriche ait enregistré depuis cette date la plus forte croissance sur cinq ans de son PIB qu'elle ait jamais connue ces vingt dernières années. Cette situation tient à un certain nombre de facteurs spécifiques influant sur l'offre de main-d'œuvre. La population active recensée a très fortement augmenté, de plus de 2 pour cent par an depuis 1990, et l'économie souterraine semble s'être rapidement développée. Pour faire reculer nettement le chômage il faudrait donc à la fois éliminer le chômage conjoncturel et accroître le potentiel d'emplois de l'Autriche. Pour ce faire, il est indispensable de desserrer les contraintes qui font obstacle, sous la forme de tensions inflationnistes, à une croissance durablement plus forte. Ces contraintes se font sentir tant sur les marchés de produits que sur les marchés de facteurs et elles ont tendance à s'auto-renforcer avant qu'on atteigne les niveaux de plein emploi.

L'évolution des coûts de main-d'œuvre relève quant à elle essentiellement des partenaires sociaux qui, en exerçant un étroit contrôle sur le niveau et la structure des salaires, ne laissent guère de chances aux demandeurs d'emploi de trouver un travail leur offrant la rémunération souhaitée. Il est donc très important que la structure des salaires conventionnels reflète aussi fidèlement que possible les différences et les évolutions qui se font jour sur le plan de la rareté relative de la main-d'œuvre. Une politique plus active de valorisation du capital humain doit parallèlement contribuer à une adéquation plus satisfaisante entre les offres et les demandes d'emploi. De même, il importe d'empêcher les pressions inflationnistes de contaminer par des hausses de prix excessives les secteurs tournés vers l'économie intérieure, comme cela a été très souvent le cas par le passé. Le meilleur moyen d'enrayer ces hausses de prix est de faire jouer davantage la concurrence dans ces secteurs. A cet égard, une refonte du cadre réglementaire national dans l'optique de l'Espace économique européen et de l'adhésion future à la Communauté européenne devrait se révéler fructueuse.

Depuis la fin de la guerre, l'Autriche met en œuvre une stratégie de croissance reposant sur une intégration de plus en plus étroite avec le reste du monde, surtout avec l'Europe. L'expansion des échanges s'est traduite à la fois par l'accès à un plus large éventail de produits et par des gains d'efficience à la faveur d'une spécialisation plus poussée. Un taux élevé d'importation, surtout pour les biens d'équipement et les biens intermédiaires, qui est allé de pair avec l'un des taux d'investissement les plus élevés d'Europe, a nourri la croissance. En parallèle, la forte progression des exportations a favorisé le transfert de ressources dans les secteurs compétitifs sur le plan international et a plus que compensé les pertes initiales d'emplois des secteurs confrontés à la concurrence de l'importation, tout en relevant le niveau global de productivité de l'économie. Les avantages qu'ont procurés du point de vue des termes de l'échange des importations à prix concurrentiel ont eux aussi largement contribué au bien-être économique. Les entrées d'investissements directs étrangers ont accéléré le processus d'ajustement structurel. C'est en grande partie grâce à ces gains de bien-être rendus possibles par le commerce extérieur que le revenu par habitant a davantage augmenté que dans la plupart des autres pays développés. Aujourd'hui, l'Autriche se trouve exactement dans la moyenne des pays de l'OCDE pour le niveau de vie, alors qu'elle était en queue de peloton au début de l'après-guerre.

A la faveur d'un taux d'épargne intérieur très élevé, ce processus de croissance rapide a pu s'accomplir sans accumulation de dettes ni dépréciation de la monnaie. N'ayant pas à assurer le service d'une lourde dette et se trouvant dans une situation favorable sur le plan de la compétitivité, l'Autriche devrait pouvoir maintenant connaître une phase d'exportation de capitaux. Ces capitaux font gravement défaut sur les marchés de l'Autriche, en Europe centrale et orientale. Ce processus d'exportation de capitaux s'est déjà engagé, les sorties d'investissements directs étant importantes ces dernières années. L'assainissement budgétaire et les réformes internes de politique structurelle qui sont en cours devraient largement contribuer à cette évolution.

Mais le rattrapage des pays à revenu élevé étant loin d'être achevé, la productivité peut être encore grandement améliorée. L'Autriche a une productivité supérieure à la moyenne dans ses branches d'activité exposées à la concurrence internationale et elle dispose d'atouts majeurs pour le tourisme. On ne voit donc pas pourquoi elle ne pourrait pas mieux se classer encore parmi les pays de

l'OCDE. C'est probablement en ouvrant davantage son économie que l'Autriche sera à même de résoudre deux problèmes « structurels » qui l'empêchent actuellement de progresser encore. Premièrement, un grand nombre d'activités de services, qui ont été très réglementées et abritées de la concurrence internationale, ne sont pas efficaces ou bénéficient d'une confortable rente économique. Cela nuit aux performances économiques d'ensemble. La participation à l'EEE devrait concourir très largement à l'ouverture de ces secteurs, grâce à la mise en œuvre de règles communes, notamment pour ce qui est des conditions d'exercice, des marchés publics, de la concurrence au niveau des prix et, après l'adhésion à la CE, du soutien à l'agriculture. L'Autriche devra en revanche adopter la protection externe communautaire qui sera en place lors de son adhésion. Mais une libéralisation multilatérale dans le cadre des négociations d'Uruguay amorcerait le démantèlement de la plupart des barrières qui entourent encore la CE.

Deuxièmement, l'Autriche est comparativement encore très spécialisée dans les productions à forte intensité de ressources et de main-d'œuvre. Étant donné que les salaires autrichiens ne sont plus faibles aujourd'hui par rapport à la plupart des autres pays de l'OCDE, une telle spécialisation internationale, manifestement peu efficace, tient en partie à une ouverture internationale insuffisante. Une protection relativement forte vis-à-vis de la zone AELE/CE avantage ces secteurs et handicape les pays, surtout d'Europe de l'est et du tiers monde, qui possèdent précisément pour ces activités un avantage comparatif naturel. Une moindre protection permettrait une répartition plus satisfaisante des ressources grâce à une plus grande spécialisation dans les productions à forte intensité de capital humain pour lesquelles l'Autriche accuse encore un certain retard, sans parler des recettes d'exportation qui font si cruellement défaut aux pays dont la pauvreté fait craindre en Europe des migrations massives. Ce réajustement pourra être source de dures épreuves en Autriche. Mais ce sont la politique sociale et les mesures concernant le marché du travail qui doivent être mises en œuvre pour y faire face et non la politique commerciale.

Comme on l'a vu au chapitre III, le gouvernement a décidé récemment de réduire de 30 pour cent tous les droits de douane applicables au titre du régime de la nation la plus favorisée et, dans le cadre des accords de libre-échange en voie de conclusion avec ses principaux partenaires commerciaux d'Europe de l'est, de mettre fin au dispositif de surveillance des importations en provenance de ces pays, au profit d'un système de licences automatiques. Ces mesures vont dans la

bonne direction, même si elles laissent ouverte la possibilité de mesures protectionnistes en vertu de clauses de sauvegarde ou de dispositions antidumping. Les projets de financement pour l'amélioration des voies routières entre l'Autriche et l'est, de même que les programmes de formation destinés aux banquiers et aux hommes d'affaires des nations de l'ex-Union soviétique, qui ont recueilli un vif succès, contribueront également à renforcer les liens dans le domaine des échanges et des investissements, outre l'aide qu'ils apportent et la bonne volonté dont ils témoignent. Mais l'Autriche peut certainement aller plus loin et pourrait aussi aller plus vite dans l'ouverture de ses marchés aux pays d'Europe de l'est. Deux mesures récentes, l'instauration d'un contingent à l'importation pour le ciment et le dépôt d'une plainte antidumping contre les exportateurs de machines agricoles de pays d'Europe de l'est, pourraient être interprétées comme un mouvement inverse.

En définitive, l'Autriche traverse actuellement une période de ralentissement temporaire de son activité économique, venant assombrir des perspectives à moyen terme de bon augure pour sa croissance économique et son niveau de vie, qui tiennent à une intégration économique de plus en plus étroite en Europe. Le ralentissement de la croissance de la production ne devrait être en fait que d'une durée limitée si les échanges mondiaux se redressent conformément aux prévisions de l'OCDE. Il importe donc que l'Autriche aille aussi loin que possible dans l'ajustement structurel qui s'impose si elle veut participer pleinement au grand marché européen «unique» et en recueillir tous les fruits.

Notes et références

1. Après s'être accru en rythme annuel de $\frac{1}{4}$ pour cent environ au cours de la période allant de 1981 à 1987, l'investissement dans la construction a progressé de pas moins de $5\frac{3}{4}$ pour cent en moyenne les cinq années suivantes.
2. Après avoir augmenté de 24 pour cent en 1990 et de 33 pour cent en 1991, les exportations vers les pays de l'Europe de l'est auraient, selon les estimations, progressé de près de 20 pour cent en 1992. Les livraisons à cette région représentent actuellement 11 pour cent environ des exportations autrichiennes totales.
3. Le taux de pénétration des importations est passé de 0.28 en 1987 à 0.33 en 1992.
4. En Autriche, la grande majorité de la population active bénéficie de relations stables et durables avec leur entreprise; d'où l'existence d'un important marché du travail interne.
5. Les bénéficiaires de ces allocations sont comptabilisées dans l'emploi salarié à des fins statistiques, ce qui a gonflé le chiffre « officiel » de la croissance de l'emploi, de l'ordre de 1.9 pour cent en 1992.
6. Dans ce groupe, la part des travailleurs les plus âgés s'est sensiblement accrue.
7. Par rapport à la population active, « le chômage de longue durée » a atteint plus de $1\frac{3}{4}$ pour cent en 1992.
8. D'après les estimations récentes de WIFO, au sommet du cycle en 1990, l'écart de PIB était revenu à 1.3 pour cent, alors qu'il représentait 2.8 pour cent en 1992.
9. Les taxes sur les hydrocarbures ont été relevées et la fiscalité des boissons alcoolisées a été modifiée.
10. Voir Pichelman K., « Unemployment dynamics, wage flexibility and the NAIRU » dans *Empirica*, Vol. 17, n° 2, 1990, pp. 171-186.
11. L'accord prévoit des augmentations des traitements et de salaires de 3.9 pour cent, avec un versement exceptionnel ajoutant un demi point de pourcentage à l'augmentation annuelle.
12. Par formation de capital monétaire, on entend les dépôts à terme auprès des banques et des caisses d'épargne (le préavis pouvant aller jusqu'à un an) ainsi que les émissions de titres des banques elles-mêmes.
13. Des modifications sont intervenues dans les swaps de devises avec la libéralisation totale du marché monétaire et du marché des capitaux; ils sont maintenant proposés pour une période déterminée. Pour ce qui est des opérations d'open market, une nouvelle méthode – l'appel

d'offres «à l'américaine» sur la base des taux d'intérêt – a été introduite en plus de la procédure traditionnelle.

14. Le budget final est fondé sur l'hypothèse d'une augmentation de 5/4 pour cent du PIB nominal et d'une nouvelle aggravation du chômage.
15. Voir la section «Mise à jour de la politique structurelle».
16. Voir la section «Mise à jour de la politique structurelle».
17. Le solde primaire correspond au solde budgétaire hors paiements d'intérêts au titre de la dette publique.
18. Il s'agit essentiellement de divers fonds finançant les investissements d'infrastructure, les soins de santé, les prestations sociales et le soutien des prix agricoles. Ces organismes sont inclus, dans l'optique des comptes nationaux, dans l'administration fédérale et les administrations publiques.
19. Ces prévisions sont fondées sur une croissance moyenne du PIB réel de 3/4 pour cent, avec une progression de l'emploi de 1/4 pour cent par an, d'où une baisse du chômage. Les revenus salariaux devraient s'accroître de 5 pour cent par an.
20. Fixé à 10 pour cent pour 1991 et 1992, ce plafond devrait être ramené à 9 pour cent pour 1993.
21. La durée de la période d'indemnisation est fonction de l'âge et de la durée de la période de cotisation à l'assurance chômage.
22. Une unité administrative spéciale a été créée en vue d'assurer une utilisation plus efficiente du domaine public. Les différentes unités administratives devront payer des loyers conformes à ceux du marché pour l'utilisation des locaux à usage de bureaux.
23. Pour un examen détaillé de la politique agricole de l'Autriche, voir OCDE, *Étude économique de l'Autriche*, 1991/92, chapitre IV, Paris 1992.
24. Voir Chapitre III.
25. Pour un examen de la politique de la concurrence, voir OCDE, *Étude économique de l'Autriche* 1989/90, Chapitre IV Paris 1990.
26. Pour un examen détaillé de la politique du logement, voir OCDE, *Étude économique de l'Autriche* 1990/91, Chapitre IV, Paris 1991.
27. Exprimées en dollars, les exportations et les importations de marchandises ont augmenté en moyenne de 12 pour cent par an, alors que la progression annuelle du commerce mondial n'était que de 11 1/2 pour cent. Exprimées en schillings, les exportations et les importations ont augmenté en moyenne chaque année de 9 1/2 pour cent en termes nominaux, alors que le PIB nominal n'a progressé que de 8 pour cent.
28. Voir Busch, G. and Stankowsky, J., *Indonesia -an Attractive Partner for the Austrian Economy*, WIFO *Monatsberichte* 2/1992, pp. 91-92.
29. Le graphique 20 ci-après montre que la compétitivité-prix s'est améliorée pour les produits manufacturés au cours de cette période, ce qui s'est traduit par une dégradation des termes de l'échange pour les produits manufacturés, qui ne représentaient à l'époque que la moitié environ des échanges.

30. En dollars, les exportations et les importations de services se sont accrues respectivement de 16½ et 17½ pour cent par an entre 1972 et 1991, contre 14 pour cent pour les échanges de services au niveau mondial.
31. Voir Smeral, E. «Long-term Forecasts for Tourism Industries», *The Services Industry Journal*, janvier 1992.
32. Voir Secrétariat du GATT, *Examen de la politique commerciale de l'Autriche*, Genève, 1991.
33. On notera cependant que les modifications du pourcentage des importations donnant lieu à des obstacles non tarifaires sont généralement exprimées par référence aux positions de la CTCI et non en termes de volumes effectifs d'importations. Voir OCDE, *Progrès de la réforme structurelle, une vue d'ensemble*, Paris, 1992.
34. Voir l'*Étude économique de l'Autriche 1991/92*, OCDE, Paris 1992, pour une analyse approfondie de la politique de protection du secteur agricole.
35. Mais, selon le Secrétariat du GATT, ces chiffres sous-estiment l'impact véritable des droits de douane, du fait que les positions tarifaires ne fixant pas un droit *ad valorem* (c'est-à-dire en pourcentage) n'ont pas été prises en compte dans le calcul du droit moyen. Or, ces positions représentent 6 pour cent des importations totales.
36. Il est généralement admis que l'accord multifibres est l'instrument le plus nocif de discrimination à l'encontre du tiers monde, étant donné que les accords conclus dans ce cadre ont tendance à ne pas être seulement restrictifs, mais également arbitraires et sujets à de fréquentes modifications, ce qui rend difficile toute planification de la part des exportateurs de textiles et d'articles d'habillement des pays concernés. Voir OCDE, *Coûts et avantages des mesures de protection*, Paris 1985.
37. Il s'agit de certains articles en cuir, des PVC, des jumelles, des roulements à billes et des isolateurs en céramique. Voir Secrétariat du GATT, *Examen de la politique commerciale de l'Autriche*, Genève, 1991.
38. En 1988, dernière année pour laquelle on dispose des informations nécessaires, l'écart type des niveaux de droits de douane atteignait 10.8 pour cent, chiffre relativement élevé.
39. Exemples de droits très élevés : radio-enregistreurs à pile (30 pour cent), téléviseurs (27½ pour cent), textiles (30-50 pour cent).
40. Le GATT a recommandé la suppression du régime de licences automatiques, qui laisse la possibilité juridique de revenir sur les mesures antérieures de libéralisation et est donc contraire au principe fondamental du GATT, celui de la consolidation des mesures de libéralisation des importations.
41. AELE (1990), «Government Aid in EFTA in 1989», *Working Paper*.
42. Communication du Ministère des finances. Toutefois, les États-Unis ont récemment inclus l'Autriche dans une liste de pays européens censés subventionner de façon déloyale leur industrie sidérurgique (en grande partie nationalisée).
43. On trouvera dans OCDE, *Étude économique de l'Autriche, 1989/90*, Paris 1990, une analyse de la politique autrichienne de la concurrence.
44. Voir Breuss, F. «Statistische and dynamische Effekte der bisherigen Europa-Integration Österreichs» WIFO *Working Papers* n°50, mai 1992.

45. Hormis les déperditions au niveau de la demande, les conséquences des importations de biens intermédiaires sur l'emploi dépendent de l'intensité en main-d'œuvre des biens importés par rapport à celle des activités à valeur ajoutée rendues possibles dans le pays grâce à l'importation.
46. Cette analyse s'inspire de Richter, J. *Strukturen und Interdependenzen der Österreichischen Wirtschaft*, Chambre fédérale économique, Vienne, 1981. Bien entendu, cette analyse n'est pleinement valable que pour l'année sur laquelle porte le tableau, étant donné que les variations des prix relatifs modifient au fil du temps les proportions de facteurs et d'intrants sur lesquelles repose le tableau entrées/sorties. Le dernier tableau entrées/sorties disponible pour l'Autriche date de 1976. Bien qu'il soit dépassé, il se situe à peu près au milieu de la période prise en compte dans cette analyse et peut donc fournir des ordres de grandeur.
47. Les travailleurs étrangers ont tendance à avoir un taux élevé d'épargne et à être employés dans des activités de main-d'œuvre.
48. Le taux de corrélation entre la population active et l'emploi est de 0.91 en Autriche, aucun pays de l'OCDE n'étant aussi proche de l'unité.
49. «S'il est un moyen particulièrement efficace d'amener une branche d'activité à s'adapter à l'évolution des opportunités qui lui sont offertes, c'est bien de la faire entrer sur le marché international». OCDE, *Ajustement structurel et performance de l'économie*, Paris 1987.
50. Une comparaison avec l'Allemagne met en lumière la productivité relativement médiocre des secteurs protégés. En 1991, la productivité du travail dans l'industrie était légèrement supérieure (de 1 pour cent à celle de l'Allemagne), alors que la productivité pour l'ensemble de l'économie était nettement inférieure (de 5 pour cent). Voir Kausel, A., *Vier Erfolgsdezenen, der ökonomische Aufstieg Österreichs im OECD Raum von 1950 bis 1991*, Vienne 1992.
51. Cette décomposition s'effectue selon la formule suivante :

$$\hat{g} - \hat{G} = \sum_i (g_i/g) (\hat{G}_i - \hat{G}) + \sum_i (g_i/g) \{ \sum_j (g_{ij} - g_i) (\hat{G}_{ij} - \hat{G}_i) \} - \text{RES},$$

où g = exportations autrichiennes, G = échanges mondiaux, g_i = exportations autrichiennes du produit i , G_i = échanges mondiaux du produit i , g_{ij} = exportations autrichiennes du produit i vers le pays j et G_{ij} = importations du produit i par le pays j et ' $\hat{}$ ' indique les taux de croissance pour la période précédente. Le premier terme de droite représente l'effet de composition par produits, le deuxième l'effet de distribution régionale et le troisième un effet résiduel. Leamer, E.E. et R.M. Stern, *Quantitative International Economics*, Boston, 1970.

52. Avant 1973, ces pressions concurrentielles ont sans doute été accentuées par la discrimination sur les marchés de la CE. Mais, comme on le sait, les données relatives aux prix sont de mauvaise qualité. Aussi de telles disparités des coûts et des prix ne sont-elles pas très concluantes.
53. Voir Breuss, F. et F. Schebek (1991), «Österreich im EWR», dans WIFO *Monatsberichte* 5/119, pp. 285-290; ces auteurs estiment que l'adhésion à la CE entraînerait au bout de six ans une progression du PIB réel de 3½ pour cent par rapport au scénario de référence, tandis que l'indice implicite des prix du PIB serait inférieur de 5½ points environ par rapport à ce même scénario. Une étude préliminaire de Kramer, H., Peneder, M. et J. Stankovsky

(1991), intitulée «Chancen und Gefährdungspotentiale der Ostöffnung : Konsequenzen für die österreichische Wirtschaft», *Document de travail du WIFO*, conclut à l'effet positif à moyen terme de l'ouverture de l'Autriche sur l'Europe de l'est, la disparition de quelque 50 000 emplois étant plus que compensée par la création de quelque 65 000 emplois dans l'industrie.

Annexe I

Tableau A1. Taux de pénétration des importations par secteur

Secteur	Pénétration totale	Pénétration directe	Pénétration indirecte
Agriculture	0.097	0.036	0.061
Industries extractives	0.117	0.057	0.060
Pétrole brut et raffinage	0.448	0.317	0.131
Produits minéraux non métalliques	0.125	0.057	0.068
Ciment	0.127	0.016	0.111
Verre	0.128	0.065	0.063
Viande	0.141	0.053	0.088
Meunerie	0.103	0.021	0.082
Boulangerie	0.106	0.035	0.071
Sucre	0.098	0.013	0.085
Produits laitiers	0.096	0.011	0.085
Autres produits alimentaires	0.283	0.222	0.061
Boissons	0.119	0.057	0.062
Tabac	0.071	0.060	0.011
Textiles	0.340	0.250	0.090
Vêtements	0.321	0.270	0.051
Articles en cuir	0.290	0.222	0.068
Produits chimiques	0.296	0.223	0.073
Produits sidérurgiques	0.314	0.211	0.103
Machines	0.242	0.177	0.065
Navires et locomotives	0.192	0.149	0.043
Fonderies	0.120	0.047	0.073
Métaux non ferreux	0.338	0.242	0.096
Produits métalliques	0.236	0.160	0.076
Appareils optiques, etc.	0.151	0.085	0.066
Moteurs électriques	0.208	0.096	0.112
Câbles électriques	0.351	0.269	0.082
Autres appareils électriques	0.209	0.159	0.050
Radio et télévision	0.391	0.307	0.084
Véhicules	0.167	0.104	0.063
Pièces détachées automobiles	0.298	0.251	0.047
Scieries	0.121	0.049	0.072
Placages et contreplaqué	0.199	0.109	0.090
Articles en bois	0.169	0.101	0.068
Papier et pâte à papier	0.248	0.157	0.091
Articles en papier	0.190	0.085	0.105
Impression et édition	0.141	0.073	0.068
Construction de bâtiments	0.077	0.028	0.049
Autres travaux de construction	0.174	0.101	0.073
Electricité	0.065	0.013	0.052
Gaz et eau	0.388	0.278	0.110
Commerce	0.042	0.018	0.024
Transports	0.065	0.021	0.044
Banques et assurances	0.015	0.001	0.014
Tourisme	0.081	0.018	0.063
Autres services	0.052	0.012	0.040
Logement	0.034	0.001	0.033
Services rendus par les administrations publiques	0.0	0.0	0.0

Source : Richter, J., *Strukturen und Interdependenzen der Österreichischen Wirtschaft*, Chambre fédérale économique, Vienne, 1981.

Annexe II

Chronologie économique

1992

Janvier

Le plafond annuel, déductible de l'impôt, du revenu d'intérêts des dépôts effectués auprès d'institutions d'épargne et de prêt est porté de 8 000 schillings à 10 000 schillings dans le cadre de la réforme fiscale de 1991.

Entrée en vigueur d'une modification de la loi sur les marchés de capitaux, qui renforce les obligations d'information pour les nouvelles émissions de valeurs mobilières et qui dérègle le marché obligataire.

Au terme de plus de quatre années de négociations, les interlocuteurs sociaux conviennent d'instituer la semaine de travail de cinq jours dans le secteur du tourisme, tout en ménageant une flexibilité des horaires en haute saison touristique.

La participation de VOEST Alpine Stahl dans une co-entreprise avec la plus grande usine hongroise de laminage à froid est fixée à 30 pour cent, soit 24 millions de schillings.

Mars

Le Ministre des finances engage une société de financement et de garantie afin d'établir un accord de subventionnement avec General Motors pour la nouvelle expansion de Wiener Werke. Une subvention fédérale de 450 millions de schillings est prévue, à laquelle la ville de Vienne ajoutera encore 150 millions de schillings.

Le Conseil d'administration d'Austrian Industries accorde à Austria Metal AG une injection de capitaux frais de 1 milliard de schillings. Cette subvention a pour but d'améliorer la compétitivité d'AMAG face à la faiblesse des prix mondiaux de l'aluminium.

La signature d'un accord dans le secteur des transports entre l'Autriche et la Communauté européenne est compromise par le relèvement d'un tiers, par l'Autriche, du péage autoroutier du Brenner pour les poids lourds qui ne sont pas équipés de dispositifs anti-bruit. L'Allemagne reproche à cette mesure d'être contraire à l'esprit de l'accord.

Juin

Dans le cadre de l'ensemble de mesures en faveur des familles, l'aide financière sera augmentée à compter de janvier 1993 et sera progressive en fonction du nombre d'enfants à charge, et les déductions fiscales accordées aux foyers comptant un seul apporteur de revenu et aux parents isolés seront relevées. A partir de septembre 1993, les apprentis bénéficieront de la gratuité des transports publics, et l'aide familiale pour les étudiants sera majorée.

Modification de la loi sur la régulation du marché : à compter du 1^{er} juillet, le prix du lait payé au producteur sera abaissé et, à partir de 1993, les prix des produits laitiers pourront s'écarter de 3 pour cent des prix recommandés, l'écart autorisé pouvant aller jusqu'à 4 pour cent à partir de 1994. En 1994, de nouvelles règles concernant la collecte et la distribution des produits agricoles entreront en vigueur et les prix des céréales et du pain diminueront, cette baisse étant compensée, pour les producteurs, par une nette augmentation des transferts. A compter du 1^{er} juillet 1993, tous les fonds agricoles qui existent actuellement seront regroupés dans le nouvel Agrarmarkt Austria (AMA).

Juillet

La Banque nationale autrichienne porte le taux d'escompte de 8 à 8.5 pour cent. Le taux Lombard reste inchangé à 9.75 pour cent. Le taux d'intérêt des prises en pension de titres à court terme (taux GOMEX) est majoré de 1/4 point et passé à 9.5 pour cent.

Le Fonds-ERP relève le plafond de son Programme de subventions à l'est, et porte la participation du programme de 30 à 50 pour cent du coût du projet. Ce type de subvention ne doit cependant en aucun cas favoriser le déplacement direct de la production nationale vers les pays de l'est.

En vertu de la nouvelle législation sur la résidence, il sera établi, à partir de juillet 1993, un quota annuel d'immigration qui tiendra compte des besoins de l'économie. Les étrangers devront soumettre des demandes de permis de séjour aux représentants autrichiens dans leur pays d'origine. Ces permis seront octroyés pour une durée limitée mais pouvant être prolongée. L'épouse et les enfants mineurs n'obtiendront de permis qu'après deux ans de résidence de l'étranger en Autriche, encore que cette période d'attente puisse être raccourcie si ce dernier est en mesure d'assurer de façon permanente l'entretien et l'hébergement de sa famille.

Transformation de la taxe sur les véhicules à moteur : au lieu d'un droit de timbre, cette taxe sera recouvrée par les compagnies d'assurance. Les voitures ne dépassant pas 24 kilowatts sont exonérées de la taxe ; au-delà de cette limite, le montant de la taxe sera de 5.5 schillings par kilowatt et par mois.

Le directeur général d'Austrian Industries déclare que la réhabilitation de ce complexe industriel a cessé, en raison principalement de l'évolution qui se produit à l'est, ce qui pourrait coûter jusqu'à 100 000 pertes d'emploi à l'industrie autrichienne. Austrian Industries renonce aussi à sa participation majoritaire dans ÖMV et prépare ses filiales à la cotation sur le marché boursier. En septembre, un nouveau plan de réhabilitation d'Austrian Industries sera présenté.

Il est annoncé qu'à compter du 1^{er} septembre l'assurance de responsabilité civile pour les véhicules à moteur augmentera de 3 pour cent en moyenne pour les voitures particulières et d'un pourcentage plus élevé pour les poids lourds et qu'elle restera inchangée pour les motos.

Août

Le quota d'importation de ciment en provenance de la République fédérative tchèque et slovaque, arrivant à expiration, est prolongé jusqu'à la fin de l'année. Ce quota limite les importations à 200 000 tonnes par an.

Septembre

L'Assemblée nationale ratifie l'accord sur l'Espace économique européen (EEE), qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

La Banque nationale autrichienne ramène le taux d'escompte de 8.5 à 8.25 pour cent et le taux Lombard de 9.75 à 9.5 pour cent. Le taux GOMEX revient de 9 à 8.75 pour cent.

L'Assemblée nationale adopte une modification de la loi sur le fonds d'indemnisation des catastrophes, autorisant l'indemnisation des agriculteurs touchés par la sécheresse de l'été.

Octobre

Les établissements de crédit autrichiens ramènent leurs taux débiteurs minimums de 3 $\frac{3}{4}$ à 3 $\frac{1}{2}$ pour cent. Les autres taux créditeurs et débiteurs sont aussi abaissés.

Le Conseil d'administration d'Austrian Industries décide de dissoudre les succursales du holding et de mettre ÖMV en vente.

La Banque nationale d'Autriche ramène le taux d'escompte de 8 $\frac{1}{4}$ à 8 pour cent, le taux Lombard de 9 $\frac{1}{2}$ à 9 $\frac{1}{4}$ pour cent, et le taux d'intérêt des opérations d'open market de 8 $\frac{3}{4}$ à 8 $\frac{1}{2}$ pour cent.

Le syndicat des travailleurs des industries métallurgiques et minières s'entend avec le patronat sur un relèvement de 3.9 pour cent du salaire minimum et de 5.2 pour cent du salaire fixé par les conventions collectives, ainsi que sur une prime forfaitaire de 2 000 schillings.

Lors d'une réunion d'experts à Dürstein, M. Pröll, Gouverneur du Land, invite la Slovaquie à collaborer avec le Groupe de planification de l'est (Vienne, Basse-Autriche, Burgenland) pour la construction d'un aéroport et l'établissement de liaisons par train à grande vitesse entre les deux régions. Le Président, M. Meciar, promet quant à lui d'établir une liaison avec le réseau ferroviaire slovaque.

Novembre

Le Ministre de l'économie, M. Schlüssel, lors d'une visite de travail à Prague, parvient à un accord selon lequel l'Accord de libre-échange conclu avec la République

fédérative tchèque et slovaque s'appliquera aussi aux nouveaux Etats succédant à la RFTS.

Le Conseil des ministres fixe le taux recommandé d'augmentation des pensions de l'ASVG à 4 pour cent. Cette augmentation correspond au concept d'«ajustement net».

Les interlocuteurs sociaux établissent pour la première fois de leur histoire des statuts de coopération. Ils se fixent pour objectif commun d'«assurer la compétitivité de l'économie autrichienne». Ils déclarent aussi que les taux d'imposition ont atteint leur limite supérieure. L'importante «Commission paritaire» se réunira quatre fois par an, et le Ministre des finances sera invité à ses réunions. Des Commissions représentant à parts égales les quatre partenaires seront créées pour traiter de questions spéciales.

Le syndicat des fonctionnaires tombe d'accord avec le gouvernement sur un relèvement de 3.95 pour cent des salaires de la fonction publiques à compter du 1^{er} janvier 1993.

Décembre

A partir de 2018, l'âge de la retraite pour les femmes sera porté, sur une période de dix ans, au même niveau que pour les hommes. A titre de compensation, un ensemble de mesures en faveur des femmes entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1993 : il est prévu notamment le droit à deux semaines de congé pour les enfants, le droit à des dommages-intérêts en cas de discrimination ou de harcèlement sexuel sur le lieu de travail, le droit au travail à temps partiel pour les femmes ayant des enfants âgés de 1 à 4 ans, l'obligation de publier des offres d'emploi s'adressant sans distinction aux deux sexes et l'égalité de rémunération pour un travail égal.

La nouvelle Loi sur l'immigration prévoit qu'à partir de 1993, les visas touristiques ne pourront plus être prolongés; les jeunes étrangers âgés de 14 ans et plus peuvent faire l'objet d'une expulsion; et les travailleurs étrangers en situation irrégulière doivent retourner dans leur pays d'origine, où ils peuvent faire une demande d'autorisation de résidence. Les ressortissants de l'EEE sont autorisés à résider en Autriche.

Le Ministre des finances décide de fermer les guichets de la Rösser Bank, pour le moment jusqu'au 20 janvier 1993.

A compter du 1^{er} janvier 1993, les cotisations d'assurance-chômage passeront de 4.9 à 5.3 pour cent. Divers cotisations et droits d'assurance-maladie sont aussi majorés. Les Chemins de fer autrichiens relèvent les tarifs voyageurs de 5.7 pour cent et les tarifs marchandises de 3.7 pour cent.

En vertu de la réglementation modifiée sur les activités professionnelles, les critères d'admission à l'examen en vue de l'obtention du certificat d'artisan seront simplifiés.

A compter du 1^{er} janvier 1993, le taux de la taxe sur les plus-values en capital applicable aux intérêts perçus sur les dépôts d'épargne, sur les soldes en banque et sur les obligations passera de 10 à 22 pour cent.

ANNEXE STATISTIQUE ET STRUCTURELLE

PAGE BLANCHE

Tableau A. **Produit intérieur brut**

Milliards de schillings

	1987	1988	1989	1990	1991	1987	1988	1989	1990	1991
	Aux prix courants					Aux prix de 1983				
Dépense										
Consommation privée	837.8	880.5	935.3	1 000.9	1 059.4	746.1	773.0	799.8	830.1	849.8
Consommation publique	280.4	288.4	302.9	319.9	348.1	236.6	237.4	239.2	242.1	248.5
Formation brute de capital fixe	342.1	371.2	405.8	442.3	482.3	309.0	327.7	347.7	367.7	385.9
Construction ¹	193.5	211.2	229.1	250.6	277.6	175.3	186.4	195.0	206.5	218.3
Équipement et matériel ¹	148.6	159.9	176.7	191.6	204.7	133.7	141.3	152.8	161.2	167.6
Variation de stocks, y compris erreurs et omissions	13.8	17.6	12.8	12.9	7.8	7.4	16.5	10.6	20.3	24.1
Exportations de biens et services	527.1	587.5	664.3	724.3	789.7	507.9	553.7	610.6	659.9	714.3
Moins: Importations de biens et services	519.8	578.6	649.4	702.0	772.5	523.8	572.9	621.8	670.4	729.8
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 481.4	1 566.6	1 671.5	1 798.4	1 914.7	1 283.2	1 335.4	1 386.3	1 449.7	1 492.9
Origine par secteur										
Agriculture, sylviculture et pêche	48.5	49.1	52.3	56.7	53.0	44.7	46.5	46.1	48.1	45.6
Industries manufacturières et extractives	390.1	415.7	437.7	475.9	502.3	349.0	376.2	390.9	412.1	421.9
Construction	99.7	105.3	113.5	125.6	140.3	89.3	92.0	96.0	100.7	105.7
Autres	943.1	996.4	1 068.1	1 140.2	1 219.2	800.2	820.7	853.2	888.8	919.7
	Aux prix courants					Aux prix courants, en %				
Répartition du revenu national net										
Rémunération des salariés et employés	792.7	821.9	874.4	940.1	1 019.8	72.9	71.5	71.4	70.9	72.4
Revenus de la propriété et de l'entreprise, et épargne des sociétés	314.2	349.9	373.3	416.3	427.6	28.9	30.5	30.5	31.4	30.4
Impôts directs des sociétés	26.1	27.4	33.3	35.6	40.3	2.4	2.4	2.7	2.7	2.9
Revenus échéant à l'État au titre de la propriété et de l'entreprise	29.4	30.7	33.3	38.1	41.2	2.7	2.7	2.7	2.9	2.9
Moins: Intérêts de la dette publique et du crédit à la consommation	75.6	81.0	89.1	103.3	120.7	7.0	7.0	7.3	7.8	8.6
Revenu national net	1 086.8	1 149.0	1 225.2	1 326.7	1 408.2	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

1. TVA non comprise.

Sources : Österreichisches Statistisches Zentralamt, et Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung.

Tableau B. Revenu et dépenses des administrations publiques

Milliards de schillings

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Excédent net d'exploitation et revenu de la propriété à recevoir	22.4	23.1	26.2	25.9	29.4	30.7	33.3	38.1	41.2
Indemnités d'assurance-dommages	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4
Impôts indirects	197.1	216.1	225.9	234.0	245.2	254.9	271.4	287.9	306.6
Impôts directs	156.6	173.7	193.7	203.8	203.3	214.5	214.4	239.0	266.8
Redevances obligatoires, amendes et pénalités	3.7	4.1	3.8	3.9	3.9	4.1	4.4	4.9	5.1
Cotisations à la sécurité sociale	145.5	155.5	167.8	176.0	183.3	191.8	204.3	220.6	237.2
Cotisations sociales imputées	30.9	32.8	35.3	37.6	39.6	41.1	43.4	46.0	49.8
Transferts courants n.d.a. en provenance du reste du monde	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.6	0.6	0.7	0.9
Ressources courantes	557.0	606.1	653.6	682.2	705.7	738.0	772.2	837.6	908.0
Consommation finale	226.9	237.8	255.0	270.7	280.4	288.4	302.9	319.9	348.1
Revenus de la propriété à payer	36.6	43.1	47.8	51.9	58.4	61.8	66.4	73.1	81.9
Primes nettes d'assurance-dommages	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4
Subventions d'exploitation	35.4	35.9	39.2	46.0	47.4	45.1	45.1	47.9	55.8
Prestations sociales directes des employeurs et allocations d'assistance	121.5	130.8	142.3	151.1	161.5	167.8	176.4	188.7	204.4
Transferts courants aux institutions privées sans but lucratif au service des ménages	69.9	72.3	76.3	80.4	87.0	85.2	86.4	94.1	102.1
Prestations sociales directes des employeurs	49.2	52.3	56.2	59.9	63.4	66.0	70.1	74.5	80.6
Transferts courants n.d.a. au reste du monde	3.2	3.5	3.6	3.8	3.9	4.3	4.7	5.5	6.1
Emplois courants	542.9	575.9	620.6	664.1	702.3	718.9	752.4	804.1	879.4
Epargne nette	14.1	30.2	33.0	18.1	3.4	19.1	19.8	33.5	28.6
Consommation de capital fixe	9.6	10.1	10.7	11.3	11.6	11.8	12.2	12.8	13.5
Transferts en capital reçus, net	-24.9	-25.2	-27.1	-27.5	-26.8	-27.3	-23.1	-27.0	-24.3
Des autres secteurs résidents	-24.8	-25.2	-27.1	-27.5	-26.8	-27.3	-23.0	-26.9	-24.1
Du reste du monde	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.2
Financement de l'accumulation brute	-1.2	15.1	16.6	1.9	-11.8	3.6	8.9	19.3	17.8
Formation brute de capital	45.2	46.3	48.0	52.1	50.7	50.7	55.2	57.3	62.0
Achats, nets des ventes, de terrains	1.7	1.7	1.8	2.2	0.7	0.6	0.6	0.7	0.9
Capacité ou besoin de financement	-48.1	-32.9	-33.2	-52.4	-63.2	-47.7	-46.9	-38.7	-45.1

Source : Bundesministerium für Finanzen.

Tableau C. **Production, emploi et productivité dans l'industrie**

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Production industrielle, corrigée des variations des heures de travail (1985=100)											
Total industrie	90.7	90.0	90.9	95.6	100.0	101.1	102.1	106.6	112.9	121.2	123.4
Biens d'investissement	85.1	88.5	86.7	89.0	100.0	103.4	95.5	101.1	107.4	124.6	129.0
Biens de consommation	91.7	91.7	92.4	97.4	100.0	100.6	99.0	99.0	105.2	112.6	114.9
Emploi, milliers¹	613.9	589.0	565.1	561.4	562.4	558.8	543.6	532.6	536.3	544.8	538.9
Traitements et productivité											
Gains horaires bruts par salarié (schillings)	77.7	82.8	86.8	90.0	95.1	99.3	104.3	107.8	112.6	120.7	127.9
Gains mensuels bruts par salarié (schillings)	15 768.6	16 868.7	17 739.9	18 625.9	19 755.4	20 713.3	21 504.5	22 338.9	23 389.5	25 143.5	26 592.8
Production par heure (1970=100)	199.1	205.9	204.9	203.5	206.7	213.6	216.3	206.7	206.0	208.2	213.0
Traitements et salaires par unité de production (1970=100)	179.0	186.6	198.6	208.2	217.6	225.6	236.2	256.0	271.4	290.6	305.0

1. Y compris le personnel administratif.

Sources : Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung, et Österreichisches Statistisches Zentralamt.

Tableau D. **Ventes au détail et prix**
(1985 = 100)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Ventes au détail	83.3	87.9	94.7	95.5	100	100.7	103.6	108.8	114.0	121.9	131.1
<i>dont</i> : Biens durables	80.0	84.1	97.8	90.5	100	108.0	113.0	125.1	134.5	144.9	156.5
Prix											
Prix à la consommation											
Total	84.2	88.7	91.7	96.9	100	101.7	103.1	105.1	107.8	111.3	115.0
Denrées alimentaires	86.4	90.3	92.6	97.8	100	102.4	103.2	103.9	105.2	108.4	112.8
Loyers	74.4	81.2	88.8	95.0	100	103.2	105.6	108.1	111.3	115.9	121.6
Autres biens et services	84.8	89.1	91.6	96.7	100	101.0	103.3	105.6	108.7	112.2	115.5
Prix de gros											
Total	90.5	93.4	94.0	97.5	100	94.8	92.8	92.6	94.3	97.0	97.8
Produits agricoles	94.0	94.4	94.2	98.0	100	90.9	94.5	93.3	93.2	100.1	101.7
Produits alimentaires	84.8	89.3	91.6	96.7	100	100.1	97.4	96.6	96.0	95.2	97.6
Coût de la construction (bâtiments résidentiels)	86.1	91.6	94.9	98.3	100	101.7	105.4	108.8	112.7	117.3	124.3

Sources : Österreichisches Statistisches Zentralamt, et Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung.

Tableau E. Monnaie et crédit¹Fin de période
Milliards de schillings

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Taux d'intérêts (pour cent)										
Taux d'escompte	4.75	3.75	4.50	4.00	4.00	3.00	4.00	6.50	6.50	8.00
Rendement moyen sur les obligations ²	9.83	8.15	7.98	7.74	7.30	6.86	6.58	7.06	8.72	8.69
Disponibilités monétaires et réserves d'or et de devises										
Circulation monétaire	83.9	92.3	93.7	94.5	98.1	102.9	108.4	117.8	124.7	133.4
Dépôts du secteur non bancaire	46.1	46.9	48.8	46.6	53.0	43.6	39.6	51.1	44.3	38.8
Réserves brutes à vue de la Banque Nationale	118.7	114.2	118.6	110.5	115.0	114.9	123.4	132.8	130.3	140.1
dont : Or	39.4	39.4	39.4	39.4	39.5	39.5	39.5	38.6	38.1	37.4
Établissements de crédits										
Crédits au secteur intérieur non bancaire	934.7	1 000.9	1 114.4	1 211.6	1 333.6	1 438.2	1 579.4	1 688.4	1 846.2	1 994.2
Dépôts du secteur non bancaire	879.2	928.3	989.4	1 058.2	1 170.7	1 259.2	1 312.3	1 404.3	1 503.8	1 613.9
A vue	87.7	97.8	102.7	107.5	113.5	129.1	142.2	146.5	155.9	170.8
A terme ³	98.5	109.9	113.9	124.1	162.8	176.3	174.4	198.8	185.8	172.4
Épargne	693.0	720.6	772.8	826.6	894.4	953.7	995.7	1 059.0	1 162.1	1 270.7
Portefeuille : bons du Trésor autrichien	40.9	45.1	46.2	41.0	41.0	51.2	46.9	44.9	53.7	60.4
Portefeuille : autres titres autrichiens	200.4	224.2	228.2	233.1	249.9	287.0	319.5	345.7	356.1	365.0
Avoirs extérieurs	453.6	542.6	633.5	695.9	737.6	751.7	816.9	842.0	843.9	846.8
Engagements vis-à-vis de l'étranger	478.8	559.5	676.7	724.6	772.4	794.7	883.8	933.0	937.8	961.4

1. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre exactement à la somme des composants.

2. Rendement effectif moyen des obligations en circulation.

3. Y compris les emprunts émis par les banques.

Sources : Österreichische Nationalbank, et Österreichische Länderbank.

Tableau F. Le budget fédéral
 Dans l'optique de la comptabilité nationale
 Milliards de schillings

	Résultats								
	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
1. Recettes courantes	278.0	306.1	330.3	343.7	354.8	389.2	404.6	437.5	474.0
Impôts directs sur les ménages	79.8	92.0	102.1	107.6	105.1	129.9	124.8	140.1	154.3
Impôts indirects	139.7	151.5	157.9	164.0	173.1	178.8	190.1	201.2	213.2
Impôts sur les sociétés	15.8	17.6	20.2	20.4	19.9	21.0	25.1	26.3	29.9
Revenus de la propriété et de l'entreprise	16.0	16.7	18.9	18.8	22.4	23.1	24.9	27.6	30.1
Transferts courants en provenance de l'étranger	0.3	0.3	0.4	0.3	0.3	0.3	0.2	0.3	0.4
Autres	26.4	28.0	30.8	32.6	34.0	36.1	39.5	42.0	46.1
2. Dépenses courantes	300.1	316.4	340.5	367.5	392.2	403.6	414.7	441.3	486.7
Biens et services	85.1	89.2	95.6	101.2	102.0	104.3	109.0	113.7	122.8
Subventions	27.4	27.8	30.0	36.4	37.5	34.7	34.1	35.2	42.4
Dette publique	27.0	33.8	38.4	42.7	49.4	53.1	58.0	64.3	73.0
Transferts à l'étranger	0.9	1.0	1.0	1.0	1.0	1.1	1.2	1.6	2.0
Transferts aux collectivités publiques	74.7	76.8	82.0	87.6	96.3	105.5	105.5	111.0	120.1
Transferts aux ménages	54.7	55.7	59.3	62.3	67.6	65.0	64.5	70.5	77.5
Autres	30.3	32.1	34.2	36.3	38.4	39.9	42.4	45.0	48.9
3. Épargne publique nette (1-2)	-22.1	-10.3	-10.2	-23.8	-37.4	-14.4	-10.1	-3.8	-12.7
4. Amortissements	2.2	2.3	2.4	2.6	2.6	2.7	2.8	2.9	3.1
5. Épargne brute (3+4)	-19.9	-8.0	-7.8	-21.2	-34.8	-11.7	-7.3	-0.9	-9.6
6. Formation brute de capital fixe	17.0	18.0	17.8	18.5	15.5	15.2	15.4	16.0	16.8
7. Solde des opérations exerçant une influence sur le revenu (5-6)	-36.9	-26.0	-25.6	-39.7	-50.3	-26.9	-22.7	-16.9	-26.4
8. Transferts de capitaux (nets)	22.9	22.6	23.7	24.4	23.2	39.0	34.8	37.8	37.3
9. Solde des opérations financières (7-8)	-59.8	-48.6	-49.3	-64.1	-73.5	-65.9	-57.5	-54.7	-63.7

Source : Österreichisches Statistisches Zentralamt.

Table G. **Balance des paiements**
Millions de schillings

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Balance commerciale¹	-77 130	-62 613	-70 753	-76 784	-67 669	-62 231	-65 697	-70 368	-81 727	-83 944	-107 982
Exportations	284 659	267 722	278 181	324 606	366 544	342 659	342 714	375 541	427 511	466 919	478 757
Importations	361 789	330 335	348 934	401 390	434 213	404 890	408 411	445 909	509 238	550 863	586 739
Services, net	41 393	46 158	40 434	48 429	49 085	42 007	40 354	45 062	57 750	66 460	69 449
Voyages à l'étranger, net	46 398	49 234	42 334	48 529	48 853	44 884	41 349	46 726	58 881	64 661	72 167
Recettes	90 952	95 031	94 386	101 026	105 186	106 195	112 030	124 617	141 782	152 475	146 514
Dépenses	44 554	45 797	52 052	52 497	56 333	61 311	70 681	77 891	82 901	87 814	74 347
Revenus d'investissements, net	-7 442	-6 962	-6 696	-7 030	-5 334	-10 104	-10 856	-11 279	-12 324	-10 950	-18 113
Autres services, net	2 437	3 886	4 796	6 930	5 566	7 227	9 861	9 615	11 193	12 749	15 395
Biens et services non classés	15 692	29 878	35 777	25 625	18 045	24 631	23 633	21 833	27 841	30 691	36 222
Transferts, net	-1 363	-1 238	-1 456	-1 206	-1 947	-657	-1 023	-433	-1 681	-43	646
Publics	-471	-608	-792	-766	-799	-690	-898	-894	-945	-1 262	-1 256
Privés	-892	-630	-664	-440	-1 148	33	-125	461	-736	1 219	1 902
Balance courante	-21 408	12 185	4 002	-3 936	-2 486	3 750	-2 733	-3 906	2 183	13 164	-1 665
Opérations en capital à long terme, net	15 038	-9 864	-24 052	-7 096	-3 650	9 928	23 040	6 068	4 450	-25 363	-29 991
Secteur public ²	12 281	14 176	6 428	1 499	8 612	13 718	12 004	17 883	8 381	2 402	9 386
Secteur privé	2 757	-24 040	-30 480	-8 595	-12 262	-3 790	11 036	-11 815	-3 931	-27 765	-39 377
Balance de base	-6 370	2 321	-20 050	-11 032	-6 136	13 678	20 307	2 162	6 633	-12 199	-31 656
Opération en capital à court terme des institutions non monétaires	2 004	-6 261	-2 651	-4 198	2 167	-3 069	-7 379	-3 281	-4 457	-2 539	-13 270
Erreurs et omissions	4 508	10 623	-6 974	-2 080	11 626	-11 944	2 818	-3 161	-232	-4 517	10 740
Balance des opérations non monétaires	142	6 683	-29 675	-17 310	7 657	-1 335	15 746	-4 280	1 944	-19 255	-34 186
Opérations en capital à court terme des institutions monétaires privées	7 984	-2 939	21 831	18 938	-8 854	9 788	-11 003	10 363	9 622	18 615	43 689
Balance des règlements officiels³	8 126	3 744	-7 844	1 628	-1 197	8 453	4 743	6 083	11 566	-640	9 503
<i>Pour mémoire :</i>											
Variations des réserves dues aux allocations de DTS, à la monétisation de l'or et à la réévaluation des réserves en devises	3 974	803	6 519	4 706	-9 601	-6 960	-4 834	3 266	-2 736	-3 083	826
Allocation de DTS	597	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Variation des réserves totales	12 102	4 546	-1 326	6 334	-10 802	1 491	-92	9 351	8 830	-3 723	10 331
Taux de conversion (Schillings pour 1 dollar)	15.92	17.06	17.97	20.01	20.69	15.27	12.64	12.34	13.23	11.37	11.67

1. Y compris l'or non monétaire et les corrections apportées aux échanges extérieurs en fonction des statistiques étrangères du commerce extérieur.

2. Banque centrale comprise.

3. Non compris les allocations de DTS, la monétisation de l'or et la réévaluation des réserves en devises.

Source: Osterreichische Nationalbank.

Tableau H. Commerce par groupes de produits et par zones

Milliards de schillings

	Importations					Exportations				
	1987	1988	1989	1990	1991	1987	1988	1989	1990	1991
Total	413.1	451.5	514.9	558.1	593.1	343.5	383.5	429.6	467.7	480.0
Par groupes de produits										
Denrées alimentaires, boissons, tabac	23.8	24.5	26.8	27.7	29.5	11.6	12.9	15.2	15.2	15.2
Matières premières	21.4	24.6	27.8	25.3	25.4	18.3	20.6	23.4	24.4	21.5
Combustibles minéraux, énergie	29.8	25.4	29.3	35.4	35.5	6.2	4.9	5.5	4.7	4.4
Produits chimiques	42.5	47.5	52.1	55.3	57.7	30.9	37.2	39.8	39.5	42.8
Équipement et matériel de transport	143.7	165.9	191.2	211.6	232.1	115.1	131.0	148.0	175.6	184.0
Autres	151.9	163.7	187.6	202.9	212.9	161.5	176.8	197.7	208.3	212.1
Par zones										
Pays de l'OCDE	350.2	385.7	437.6	473.6	501.1	283.9	317.2	355.2	383.0	389.4
Pays de la CEE	282.2	309.6	351.6	383.0	402.3	223.0	250.3	279.8	304.8	316.2
Allemagne	184.0	203.0	226.8	245.5	255.1	125.2	139.9	153.9	175.1	187.5
Italie	38.7	40.3	46.2	50.5	52.6	35.5	39.9	45.3	45.8	45.0
France	16.7	17.8	22.7	23.4	25.8	15.3	17.7	20.0	22.2	20.9
Royaume-Uni	9.9	11.2	12.9	14.4	16.0	15.6	18.1	19.3	18.1	17.4
Pays de l'AELE ¹	32.2	33.2	36.6	39.4	40.8	38.1	41.2	45.6	47.3	44.1
Suisse	19.4	19.9	21.3	23.8	24.8	25.4	27.6	31.1	32.4	30.6
États-Unis	14.3	15.3	18.6	20.2	23.5	12.2	13.5	15.0	15.0	13.6
Autres pays de l'OCDE	21.6	27.5	30.7	31.0	34.6	10.6	12.1	14.8	15.9	15.4
Pays non OCDE										
Europe orientale ²	26.0	26.7	28.9	31.8	35.7	24.9	29.3	33.1	36.5	43.0
Afrique ³	9.1	7.6	11.5	13.8	12.9	7.3	7.2	7.5	7.5	7.7
Amérique latine ³	5.6	5.9	6.5	5.6	6.0	3.2	2.6	2.9	3.1	3.6
OPEP	8.8	7.2	9.4	12.0	12.5	9.9	11.4	11.3	12.8	13.8
Extrême et Moyen-Orient ³	16.8	20.7	23.9	26.5	31.5	15.7	18.4	20.8	24.2	25.8
Indice, en termes réels (1988=100)	135	100	111	123	124	144	100	113	126	133
Indice de la valeur moyenne (1988=100)	113	100	103	100	100	115	100	98	97	94

1. Y compris la Finlande.

2. Non compris l'ex-Yougoslavie.

3. Y compris les pays faisant partie de l'OPEP.

Source : Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung.

Tableau I. Indicateurs du marché du travail

	Pointes	Creux	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
A. ÉVOLUTION									
Taux de chômage (enquêtes)									
Total	1983=4.1	1973=1.1	3.6	3.1	3.8	3.6	3.1	3.2	3.5
Hommes	1984=3.9	1973=0.7	3.6	3.2	3.6	3.3	2.8	3.0	3.4
Femmes	1983=5.1	1973=1.7	3.6	3.1	4.1	4.0	3.6	3.6	3.7
Taux de chômage (chômeurs déclarés)									
Total	1987=5.6	1973=1.6	4.8	5.2	5.6	5.4	5.0	5.4	5.8
Hommes			4.9	5.1	5.5	5.1	4.6	4.9	..
Femmes			4.7	5.3	5.7	5.6	5.5	6.0	..
Jeunes			2.7	2.8	2.7	2.8	2.4	2.6	..
Part du chômage à long terme			13.3	12.6	15.0	12.7	16.7	15.8	..
Productivité, 1987=100			99.1	98.9	100.0	103.7	106.7	109.0	110.5
Moyenne mensuelle des heures travaillées dans l'industrie (salariés) milliards d'heures			144.9	142.1	139.9	141.0	139.9	139.5	138.2
B. CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES ET INSTITUTIONNELLES									
Taux d'activité¹									
Total			65.8	66.3	67.0	66.9	67.1	67.7	68.4
Hommes			81.2	81.3	81.2	80.3	80.0	80.1	80.5
Femmes			51.0	51.7	53.0	53.7	54.3	55.4	56.3
Emploi/population de 16 à 64 ans ¹			63.4	64.2	64.4	64.5	65.0	65.5	66.0
Emploi par secteur									
Agriculture		- en pourcentage du total	9.0	8.7	8.7	8.2	7.9	7.9	7.4
		- variation en pourcentage	-4.4	-2.4	0.4	-5.4	-1.6	1.2	-4.3
Industrie		- en pourcentage du total	38.1	37.8	37.7	37.4	37.0	36.8	36.9
		- variation en pourcentage	0.0	0.6	0.2	-0.4	-0.2	1.6	2.1
Services		- en pourcentage du total	52.9	53.6	53.7	54.4	55.1	55.3	55.7
		- variation en pourcentage	0.8	2.7	0.8	1.7	2.3	2.5	2.4
Dont : Administration centrale									
		- en pourcentage du total	20.4	20.7	21.2	..	..	..	..
		- variation en pourcentage	1.5	3.0	3.1	..	..	..	..
Travail à temps partiel (volontaires)			7.3	7.2	8.0	8.2	9.7	9.9	..
Part de l'assurance sociale dans la rémunération			18.4	18.2	18.3	18.5	18.5	18.4	18.1

1. Y compris les travailleurs indépendants.

Sources : *Statistisches Handbuch*; Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung; estimations de l'OCDE; OCDE, *Statistiques de la population active*

Tableau J. Secteur public

	1970	1980	1989	1990	1991
INDICATEURS BUDGÉTAIRES: COMPTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (en pourcentage du PIB)					
Recettes courantes	39.7	46.4	46.2	46.6	47.4
Dépenses hors intérêts	37.4	45.6	45.0	44.6	45.5
Solde primaire du budget	2.3	0.8	1.2	1.9	1.9
Intérêts nets	1.1	2.5	4.0	4.1	4.3
Solde du budget des Administrations publiques	1.2	-1.7	-2.8	-2.2	-2.4
<i>Dont :</i>					
Administration fédérale	0.2	-2.6	-3.4	-3.2	-3.6
STRUCTURE DES DÉPENSES (en pourcentage du PIB)					
Dépenses des administrations publiques					
Transferts	4.0	5.9	5.5	5.6	5.7
Subventions	1.7	3.0	2.7	2.7	2.9
Dépenses à caractère général	14.7	18.0	18.1	17.8	18.2
Education	2.9	3.9	4.0	4.0	..
Santé	3.2	4.4	4.6	4.6	..
Sécurité sociale et autres prestations sociales	2.6	3.3	3.3	3.3	..
TAUX D'IMPOSITION					
	Avant la réforme fiscale de 1989		Depuis la réforme fiscale de 1989		
Impôt sur le revenu des particuliers					
Taux maximal		62		50	
Taux minimal		21		10	
Taux moyen		12.7		11.5	
Taux des prestations sociales ¹					
Ouvriers		38.6		38.6	
Employés		34.5		34.5	
Taux de base de la TVA		20		20	
Impôts sur les sociétés					
Taux maximal		55		30	
Taux minimal		30		30	

1. Total des contributions employeurs et employés aux assurances maladies et accidents, au système de pensions et à l'assurance chômage.

Sources : OCDE, *Comptes nationaux*; Ministère des finances.

Tableau K. Structure de la production et indicateurs de performance

	1980	1987	1988	1989	1990	1980	1987	1988	1989	1990
	Part du PIB (en pourcentage par rapport au total)					Part de l'emploi (en pourcentage par rapport au total)				
A. Structure de la production (prix de 1985)										
Biens échangeables										
Agriculture	4.2	4.1	4.0	3.8	3.7	1.7	1.3	1.3	1.3	1.2
Industries minières et extractives	0.7	0.6	0.5	0.5	0.5	0.6	0.5	0.4	0.4	0.4
Industries manufacturières	33.5	32.2	33.3	33.6	33.8	40.5	37.5	36.8	36.4	36.0
Biens non échangeables										
Electricité	3.7	3.9	3.5	3.5	3.2	1.7	1.8	1.8	1.7	1.7
Construction	10.0	8.2	8.0	8.0	8.0	11.2	9.8	9.9	9.9	10.0
Commerce de gros et de détail, restaurants et hôtels	19.5	20.0	19.9	20.0	20.3	21.4	23.2	23.6	23.9	24.2
Transports, entrepôts et communications	6.8	7.4	7.3	7.3	7.3	9.6	10.3	10.3	10.2	10.2
Banques, assurances, affaires immobilières et services fournis aux entreprises	17.5	19.1	18.8	18.7	18.5	8.4	9.5	9.7	9.9	10.1
Services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels	4.2	4.6	4.6	4.6	4.6	5.1	6.2	6.3	6.3	6.3
	Croissance de la productivité (PIB du secteur/emploi du secteur)					Part de l'investissement, prix courants (en pourcentage par rapport au total)				
B. Performance du secteur industriel										
Biens échangeables										
Agriculture	8.6	3.5	6.2	0.1	3.3	6.4	5.1	4.8	..	..
Industries minières et extractives	2.4	30.2	-2.5	7.8	9.1	0.4	0.2	0.3	..	..
Industries manufacturières	2.1	1.3	9.5	4.5	5.1	20.5	20.8	19.2	..	..
Biens non échangeables										
Electricité	5.8	14.8	-6.6	4.5	-1.6	6.9	5.7	5.1	..	..
Construction	0.0	1.6	1.4	1.5	2.4	2.8	2.2	2.4	..	..
Commerce de gros et de détail, restaurants et hôtels	0.0	0.0	2.5	1.2	3.6	..	..	..	..	..
Transports, entrepôts et communications	4.9	4.1	2.8	3.0	3.5	..	..	..	..	..
Banques, assurances, affaires immobilières et services fournis aux entreprises	3.2	0.1	0.3	0.4	0.1	..	..	..	..	..
Services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels	1.3	3.3	2.5	2.6	1.8	..	..	..	..	..

Tableau K. **Structure de la production et indicateurs de performance** (suite)

	1971	1980	1988	1989	1990	1971	1980	1988	1989	1990
	Nombre d'entreprises (en pourcentage du total)					Nombre de salariés (en pourcentage du total)				
C. Autres indicateurs										
Entreprises classées par nombre de salariés										
1 à 4	..	18.3	40.3	40.4	38.4	..	0.3	0.7	0.7	0.7
5 à 49	57.9	49.0	38.0	37.7	38.6	11.2	11.2	12.5	12.4	12.2
50 à 499	38.3	29.6	19.8	20.0	20.9	48.6	46.6	48.6	48.9	49.8
plus de 500	3.9	3.1	1.9	2.0	2.1	40.2	41.9	38.1	38.0	37.3
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
R-D en pourcentage de la production des industries manufacturières	3.70	4.13	4.37	4.65	4.74	5.13	5.40	5.44	5.59	5.77

Sources : OCDE, *Comptes nationaux*; *Österreichisches Statistisches Handbuch*.

STATISTIQUES DE BASE :
COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

Unités	Période de référence ¹	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	
Population																										
Total	Milliers	1990	17 085	7 718	9 967	26 620	5 141	4 986	56 420	63 232	10 140	255	3 503	57 647	123 540	382	14 951	3 379	4 241	9 859	38 959	8 559	6 796	56 473	57 411	251 523
Densité km ² de superficie terrestre	Nombre	1990	2	92	327	3	119	15	103	254	77	2	50	191	327	147	366	13	13	107	77	19	165	72	235	27
Accroissement moyen annuel net sur 10ans	%	1990	1.5	0.2	0.1	1	0	0.4	0.5	0.3	0.5	1.1	0.3	0.2	0.6	0.5	0.6	0.4	0	0.4	0.3	0.6	2.4	0.2	1	
Emploi																										
Emploi civil net (ECN) ²	Milliers	1990	7 850	3 412	3 726	12 572	2 638	2 457	21 732	27 946	3 677	126	1 115	21 123	62 500	189	6 268	1 472	1992	4 474	12 578	4 508	3 563	19 209	26 577	117 914
Dont : Agriculture	% de l'ECN		5.6	7.9	2.7	4.2	5.6	8.4	6.1	3.4	24.5	10.3	9	7.2	3.2	4.6	10.6	6.5	17.8	11.8	3.3	5.6	47.8	2.1	2.8	
Industrie	% de l'ECN		25.4	36.8	28.3	24.6	27.5	31	29.9	39.8	27.4	30.2	32.4	34.1	30.7	26.3	24.6	24.8	34.8	33.4	29.1	35	19.9	29	26.2	
Services	% de l'ECN		69	55.3	69	71.2	66.9	60.6	64	56.8	48.2	59.5	56.4	58.7	66.1	69.1	64.8	68.8	47.4	54.8	67.5	59.5	32.3	68.9	70.9	
Produit intérieur brut (PIB)																										
Aux prix taux de change courants	Milliards de \$EU	1990	294.1	157.4	192.4	570.1	129.3	137.3	1 190.8	1 488.2	66	5.9	42.5	1 090.8	2 940.4	8.7	279.1	44	105.7	59.7	491.2	228.1	224.8	108.4	975.1	5 392.2
Par habitant	\$EU		17 215	20 391	19 303	21 418	25 150	27 527	21 105	23 536	6 505	22 907	12 131	18 921	23 801	22 895	18 676	13 020	24 924	6 085	12 609	26 652	33 085	1 896	16 985	21 449
Aux prix courants ³	Milliards de \$EU	1990	271.7	127.4	163	510.5	85.2	980.4	1 151.6	74.3	4.1	37.2	919.7	2 179.9	7.3	234.8	45.8	68	82	457.3	144.6	142.1	189.7	911.8	5 392.2	
Par habitant	\$EU		15 900	16 513	16 351	19 179	16 570	16 487	17 376	18 212	7 323	16 158	10 627	17 645	19 282	15 708	13 564	16 033	8 364	11 738	16 896	20 911	3 318	15 882	21 449	
Croissance annuelle, en volume, sur 5 ans	%	1990	3.1	3.1	3.2	3	1.5	3.4	2.9	3.1	1.7	2.7	4.4	4.6	4.3	2.7	0.4	1.6	4.6	4.5	2.1	2.8	5.9	3.2	3	
Formation brute de capital fixe (FBCF)																										
Dont : Machines et autres équipements	% du PIB	1990	22.9	24.3	20.3	21.4	17.7	26.3	21.2	19.7	19.4	19.1	20.2	32.2	25.3	21.5	19.8	18.8	26.4	24.6	20.7	27.1	22.7	19.2	16.1	
Construction de logements	% du PIB		9.7	10.1	10.4	7.2	8.1	10	9.7	9.8	8.7	9.3	10	13.7	11	10.7	9.9	6.8	13.1	8.1	8.9	9.1	11.7 (87)	8.5	7.8 (89)	
Croissance annuelle, en volume, sur 5ans	%	1990	4.8	4.6	4.3	6.8	3.7	7.1	5.2	5.6	5	4.4	4.2	6.1	5	5.1	4.8	2.8	4.5	5	5.5	17.9 ⁹	5.8 (87)	3.4	4.4 (89)	
Taux d'épargne brute ⁴	% du PIB	1990	2.4	4.6	9.5	5.8	0.8	4.8	5.8	5.2	2.3	2.1	4.4	9	11.7	5.1	2.7	-2.8	10.4	11.7	4.9	6	4.7	5.8	2.7	
Ensemble des administrations publiques																										
Dépenses courantes en biens et services	% du PIB	1990	17.3	18	14.3	19.8	25.2	21.1	18	18.4	21.2	18.8	15.7	17.3	9.1	16.3	14.8	16.7	21	16.7	15.2	27.1	13.3	19.4	19.9	18.1
Emplois courants ⁵	% du PIB	1990	34.9	44.9	53.1	44	56.5	37.5	46.2	42.6	50.9	31.5	49.9 (87)	48.1	26.2	45 (86)	51.7	51.6	39.3	35.5 (88)	59.1	30.7	..	38.1	34.6 (89)	
Ressources courantes	% du PIB	1990	35.1	46.7	49.5	41.6	56.1	41.2	46.5	43.4	34.7	43.7 (87)	42.1	34.6	52.9 (86)	49.5	..	56.2	37.6	36.3 (88)	63.9	34.2	..	40	31.8 (89)	
Appports nets d'aide publique au développement																										
Milliards de \$US		1990	0.34	0.25	0.45	0.44	0.93	0.64	0.79	0.42	0.07	0.03	0.16	0.32	0.31	0.29	0.94	0.22	1.17	0.23	0.16	0.9	0.31	..	0.27	0.21
Indicateurs du niveau de vie																										
Consommation privée par habitant ³	\$EU	1990	9 441	9 154	10 119	11 323	8 639	8 602	10 482	9 841	5 298	9 824	5 886	9 866	10 122	11 017	9 241	8 475	8 174	5 278	7 326	8 748	11 933	1992	10 051	14 465
Voitures de tourisme pour 1 000 habitants	Nombre	1989	570	416	416	613	370	439	494	526	234	488 (85)	278	458	455	546	399	549	459	181	347	462	479	37	449	748
Postes de téléphone pour 1 000 habitants	Nombre	1989	550 (85)	540	500 (88)	780 (88)	880 (88)	620 (85)	610 (85)	680 (88)	360 (88)	525 (83)	265 (85)	510 (88)	555 (85)	413 (85)	660 (88)	720 (88)	622 (84)	220 (88)	396 (87)	889 (83)	880 (88)	120 (88)	524 (84)	650 (84)
Postes de télévision pour 1 000 habitants	Nombre	1988	217	484 (89)	255	586	526	486	399	175	306	260	419	589	250	478	296	350	160	380	395	408	172	435	812	
Médecins pour 1 000 habitants	Nombre	1990	2.3	2.1	3.4	2.2	2.7 (87)	1.9	2.6 (89)	3 (89)	3.3 (89)	1.5 (88)	1.3 (89)	1.6 (88)	1.9 (88)	2.5	1.9 (89)	3.1	2.9	3.7 (89)	3.1 (89)	2.9 (89)	0.9	1.4 (89)	2.3	
Mortalité infantile pour 1 000 naissances vivantes	Nombre	1990	8.2	7.8	7.9	7.2 (89)	7.5 (89)	6.1 (89)	7.2	7.5 (89)	9.1 (89)	5.9	7.6 (89)	8.5	4.6 (89)	9.9	6.9	8.3	7.9 (89)	11	7.8 (89)	5.9	7.3	6.5 (89)	7.9	9.2
Salaires et prix (Accroissement annuel moyen sur 5 ans)																										
Salaires (gains ou taux selon la disponibilité)	%	1990	5.6	5	3	4.3	6	8.2	3.7	4.2	16	..	5.6	6.1	3.7	..	1.7	8.1	8.7	..	8.2	8.2	..	8.5	2.6	
Prix à la consommation	%	1989	7.9	2.2	2.1	4.5	3.9	5	3.1	1.4	17.4	20.2	3.3	5.7	1.3	1.7	0.7	9.4	6.2	11.3	6.5	6.2	2.5	53.7	5.9	4
Commerce extérieur																										
Exportations de marchandises, fob*	Milliards de \$EU	1989	39 813	40 985	118 291 ⁷	127 334	34 988	26 583	216 157	409 620	8 014	1 589	23 796	170 330	287 358	.. ⁸	131 778	9 533	33 905	16 338	55 289	57 422	63 847	12 836	185 710	393 812
En pourcentage du PIB	%		13.5	26	61.5	22.3	27.1	19.4	18.2	27.5	12.2	27.1	56	15.6	9.8	..	47.2	21.7	32.1	27.4	11.3	25.2	28.4	11.8	19	7.3
Accroissement annuel moyen sur 5 ans	%		11.9	19.1	17.1	7.8	15.6	14.3	16.5	11.8	14.2	18.1	16.6	10.2	..	14	10.6	11.2	23.5	18	13.7	18.4	9.9	12.9	13.1	
Importations de marchandises, caf*	Milliards de \$EU	1989	38 907	48 914	120 330 ⁷	116 561	31 647	26 950	225 260	344 454	19 831	1 648	20 687	181 863	235 407	..	126 215	9 458	27 218	24 874	87 373	54 659	69 811	22 224	225 327	494 842
En pourcentage du PIB	%		13.2	31.1	62.5	20.4	24.5	19.6	18.9	23.1	30.1	28.1	48.7	16.7	8	..	45.2	21.5	25.7	41.7	17.8	24	31	20.5	23.1	9.2
Accroissement annuel moyen sur 5 ans	%		11	18.6	16.5	8.8	11.8	15.3	16.8	16.9	14.1	12.7	15.7	12.6	..	14.1	9.6	11.9	26.5	24	14	17.8	14.2	15.5	7.4	
Réserves officielles totales⁶																										
En ratio des importations mensuelles de marchandises	ratio	1989	11 432	6 591	8 541 ⁷	12 544	7 445	6 779	25 851	47 729	2 398	307	3 672	44 232	55 179	..	12 289	2 902	10 777	10 182	36 008	12 644	20 541	4 252	25 201	50 791
			3.5	1.6	0.9	1.3	2.8	3	1.4	1.7	1.5	2.2	2.1	2.8	..	1.2	3.7	4.8	4.9	4.9	2.8	3.5	2.3	1.3	1.2	

* Aux prix et taux de change courants.

1. Sauf indication contraire.
2. Suivant définition retenue dans Statistiques de la Population active de l'OCDE.

3. Converti à l'aide des Parités de Pouvoir d'Achat (PPA) courantes.

4. Epargne brute = Revenu national disponible moins Consommation privée et consommation des administrations publiques.

5. Emplois courants = Dépenses courantes en biens et services plus les changements courants et le revenu de la propriété.

6. L'or compris dans les réserves est évalué à 35 DTS l'once. Situation en fin d'année.

7. Y compris le Luxembourg.

8. Inclus dans la Belgique.

9. Y compris les constructions résidentielles.

10. Statistiques du gouvernement fédéral.

Sources : Population et Emploi: Statistiques de la Population active, OCDE.

PIB, FBCF et Administrations publiques: Comptes nationaux, Vol.1, OCDE, et Perspectives économiques de l'OCDE, Statistiques.

Indicateurs du niveau de vie: Publications nationales diverses.

Salaires et Prix: Principaux indicateurs économiques, OCDE.

Commerce extérieur: Statistiques mensuelles du commerce extérieur, OCDE.

Réserves officielles totales: Statistiques financières internationales, FMI.

OFFRES D'EMPLOI

Département des Affaires économiques de l'OCDE

Le Département des Affaires économiques de l'OCDE offre la possibilité d'exercer une activité stimulante et enrichissante aux économistes s'intéressant à l'analyse économique appliquée dans un environnement international. Son champ d'activité recouvre la politique économique sous tous ses aspects, aussi bien macro-économiques que micro-économiques. Sa fonction essentielle est d'établir, à l'intention de comités composés de hauts fonctionnaires des pays Membres, des documents et des rapports traitant de questions d'actualité. Dans le cadre de ce programme de travail, ses trois principales attributions sont les suivantes :

- préparer des études périodiques des économies des différents pays Membres ;
- publier deux fois par an des examens complets de la situation et des perspectives économiques des pays de l'OCDE dans le contexte des tendances économiques internationales ;
- analyser dans une optique à moyen terme certaines questions intéressant l'ensemble des pays de l'OCDE et, dans une moindre mesure, les pays non-membres.

Les documents établis à ces fins, ainsi qu'une grande partie des autres études économiques et des statistiques élaborées par le Département sont publiés dans les *Perspectives économiques de l'OCDE*, les *Études économiques de l'OCDE*, la *Revue économique de l'OCDE*, et la série *Documents de travail* du Département.

Le Département gère un modèle économétrique mondial, INTERLINK, qui joue un rôle important dans l'établissement des analyses économiques et des prévisions semestrielles. L'utilisation de larges bases de données internationales et d'importants moyens informatiques facilite les analyses empiriques comparatives, en grande partie incorporées au modèle.

Le Département regroupe environ 75 économistes confirmés venant de tous les pays Membres. La plupart des projets sont réalisés par de petites équipes et durent de quatre à dix-huit mois. A l'intérieur du Département, les idées et les points de vue font l'objet d'amples discussions ; des échanges de vues approfondis ont lieu entre les différents responsables, et tous les administrateurs ont la possibilité de contribuer activement au programme de travail.

Qualifications recherchées par le Département des Affaires économiques :

- a) Savoir utiliser avec une grande compétence les instruments fournis par la théorie micro-économique et macro-économique pour répondre à des questions se rapportant à la politique économique. De l'avis des responsables du Département, cela exige l'équivalent d'un doctorat en économie ou, pour un diplôme d'un niveau moins élevé, une expérience professionnelle étendue dans ce domaine.
- b) Avoir une très bonne connaissance des statistiques économiques et des méthodes d'analyse quantitative ; il s'agit notamment d'identifier les données, d'estimer des relations structurelles, d'appliquer les principales techniques d'analyse des séries chronologiques, et de tester des hypothèses. Il est essentiel de pouvoir interpréter les résultats de façon judicieuse dans l'optique de la politique économique.

- c) Porter un grand intérêt aux questions de politique économique, aux évolutions économiques et à leur contexte politique et social, et en avoir une bonne connaissance.
- d) S'intéresser à l'analyse des questions posées par les responsables politiques et en avoir l'expérience, afin de pouvoir leur en présenter les résultats de façon efficace et judicieuse. Une expérience professionnelle dans des organismes gouvernementaux ou des instituts de recherche économique constitue donc un avantage.
- e) Être capable de rédiger de façon claire, efficace et précise. L'OCDE est une organisation bilingue dont les langues officielles sont le français et l'anglais. Les candidats doivent maîtriser une de ces langues et avoir des notions de l'autre. La connaissance d'autres langues peut aussi constituer un avantage pour certains postes.
- f) Pour certains postes, une spécialisation dans un domaine particulier peut être importante, mais le candidat retenu sera appelé à contribuer à des travaux portant sur une vaste gamme de questions se rapportant aux activités du Département. Par conséquent, à quelques exceptions près, le Département ne recrute pas de personnes possédant une spécialisation trop étroite.
- g) Le Département est tenu de respecter un calendrier très rigoureux et de stricts délais. Par ailleurs, une grande partie de ses travaux sont effectués par de petits groupes d'économistes. Il est donc important de pouvoir collaborer avec d'autres économistes ayant une expérience professionnelle différente et d'effectuer les travaux dans les délais requis.

Informations générales

Le salaire de recrutement dépend du niveau d'études et de l'expérience professionnelle, mais le traitement de base offert au départ est de FF 262 512 ou FF 323 916 pour les administrateurs (économistes), et de FF 375 708 pour les administrateurs principaux (économistes de haut niveau). A ce traitement peuvent s'ajouter des indemnités d'expatriation et/ou des indemnités pour charges de famille selon la nationalité, le lieu de résidence et la situation de famille de l'intéressé. Les engagements initiaux sont d'une durée déterminée de deux à trois ans.

Ces postes sont ouverts aux candidats ressortissant des pays Membres de l'OCDE. L'Organisation s'efforce de maintenir un équilibre approprié entre les agents de sexe féminin et les agents de sexe masculin et entre les ressortissants des différents pays Membres.

De plus amples informations sur les offres d'emploi du Département des Affaires économiques peuvent être obtenues à l'adresse suivante :

**Unité administrative
Département des Affaires économiques
OCDE
2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16
FRANCE**

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitæ détaillé en anglais ou en français, doivent être envoyées sous la référence «ECSUR» au Chef du Personnel à l'adresse ci-dessus.

**MAIN SALES OUTLETS OF OECD PUBLICATIONS
PRINCIPAUX POINTS DE VENTE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE**

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L.
Galería Güemes, Florida 165, 4° Piso
1333 Buenos Aires Tel. (1) 331.1787 y 331.2391
Telefax: (1) 331.1787

AUSTRALIA - AUSTRALIE

D.A. Information Services
648 Whitehorse Road, P.O.B 163
Mitcham, Victoria 3132 Tel. (03) 873.4411
Telefax: (03) 873.5679

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold & Co.
Graben 31
Wien 1 Tel. (0222) 533.50.14

BELGIUM - BELGIQUE

Jean De Lannoy
Avenue du Roi 202
B-1060 Bruxelles Tel. (02) 538.51.69/538.08.41
Telefax: (02) 538.08.41

CANADA

Renouf Publishing Company Ltd.
1294 Algoma Road
Ottawa, ON K1B 3W8 Tel. (613) 741.4333
Telefax: (613) 741.5439

Stores:

61 Sparks Street
Ottawa, ON K1P 5R1 Tel. (613) 238.8965
211 Yonge Street
Toronto, ON M5B 1M4 Tel. (416) 363.3171
Les Éditions La Liberté Inc.
3020 Chemin Sainte-Foy
Sainte-Foy, PQ G1X 3V6 Tel. (418) 658.3763
Telefax: (418) 658.3763

Federal Publications

165 University Avenue
Toronto, ON M5H 3B8 Tel. (416) 581.1552
Telefax: (416) 581.1743

Les Publications Fédérales

1185 Avenue de l'Université
Montréal, PQ H3B 3A7 Tel. (514) 954.1633
Telefax: (514) 954.1633

CHINA - CHINE

China National Publications Import
Export Corporation (CNPIEC)
16 Gongti E. Road, Chaoyang District
P.O. Box 88 or 50
Beijing 100704 PR Tel. (01) 506.6688
Telefax: (01) 506.3101

DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Export and Subscription Service
35, Nørre Søgade, P.O. Box 2148
DK-1016 København K Tel. (33) 12.85.70
Telefax: (33) 12.93.87

FINLAND - FINLANDE

Akateminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, P.O. Box 128
00100 Helsinki Tel. (358 0) 12141
Telefax: (358 0) 121.4441

FRANCE

OECD/OCDE
Mail Orders/Commandes par correspondance:
2, rue André-Pascal
75775 Paris Cedex 16 Tel. (33-1) 45.24.82.00
Telefax: (33-1) 45.24.81.76 or (33-1) 45.24.85.00
Telex: 640048 OCDE

OECD Bookshop/Librairie de l'OCDE :

33, rue Octave-Feuillet
75016 Paris Tel. (33-1) 45.24.81.67
(33-1) 45.24.81.81

Documentation Française

29, quai Voltaire
75007 Paris Tel. 40.15.70.00

Gibert Jeune (Droit-Économie)
6, place Saint-Michel
75006 Paris Tel. 43.25.91.19

Librairie du Commerce International
10, avenue d'Iéna
75016 Paris Tel. 40.73.34.60

Librairie Dunod
Université Paris-Dauphine
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny
75016 Paris Tel. 47.27.18.56

Librairie Lavoisier
11, rue Lavoisier
75008 Paris Tel. 42.65.39.95

Librairie L.G.D.J. - Montchrestien
20, rue Soufflot
75005 Paris Tel. 46.33.89.85

Librairie des Sciences Politiques
30, rue Saint-Guillaume
75007 Paris Tel. 45.48.36.02

P.U.F.
49, boulevard Saint-Michel
75005 Paris Tel. 43.25.83.40

Librairie de l'Université
12a, rue Nazareth
13100 Aix-en-Provence Tel. (16) 42.26.18.08

Documentation Française
165, rue Garibaldi
69003 Lyon Tel. (16) 78.63.32.23

Librairie Decitre
29, place Bellecour
69002 Lyon Tel. (16) 72.40.54.54

GERMANY - ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Centre
August-Bebel-Allee 6
D-W 5300 Bonn 2 Tel. (0228) 959.120
Telefax: (0228) 959.12.17

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann
Mavrokordatou 9
106 78 Athens Tel. 322.21.60
Telefax: 363.39.67

HONG-KONG

Swindon Book Co. Ltd.
13-15 Lock Road
Kowloon, Hong Kong Tel. 366.80.31
Telefax: 739.49.75

HUNGARY - HONGRIE

Euro Info Service
kázrnér u.45
1121 Budapest Tel. (1) 182.00.44
Telefax: (1) 182.00.44

ICELAND - ISLANDE

Mál Mog Menning
Laugavegi 18, Pósthólf 392
121 Reykjavík Tel. 162.35.23

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.
Scindia House
New Delhi 110001 Tel. (11) 331.5896/5308
Telefax: (11) 332.5993
17 Park Street
Calcutta 700016 Tel. 240832

INDONESIA - INDONÉSIE

Petii-Lipi
P.O. Box 269/IKSMG/88
Jakarta 12790 Tel. 583467
Telex: 62 875

IRELAND - IRLANDE

TDC Publishers - Library Suppliers
12 North Frederick Street
Dublin 1 Tel. 74.48.35/74.96.77
Telefax: 74.84.16

ISRAEL

Electronic Publications only
Publications électroniques seulement
Sophist Systems Ltd.
71 Allenby Street
Tel-Aviv 63134 Tel. 3-29.00.21
Telefax: 3-29.92.39

ITALY - ITALIE

Libreria Comissarionis Sansoni
Via Duca di Calabria 1/1
50125 Firenze Tel. (055) 64.54.15
Telefax: (055) 64.12.37

Via Batoloni 29
20155 Milano Tel. (02) 36.50.83

Editrice e Libreria Herder
Piazza Montecitorio 120
00186 Roma Tel. 679.46.28
Telefax: 678.47.51

Libreria Hoepfli
Via Hoepfli 5
20121 Milano Tel. (02) 86.54.46
Telefax: (02) 805.28.86

Libreria Scientifica
Dot. Lucio de Biasio 'Aciou'
Via Coronelli, 6
20146 Milano Tel. (02) 48.95.45.52
Telefax: (02) 48.95.45.48

JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Centre
Landic Akasaka Building
2-3-4 Akasaka, Minato-ku
Tokyo 107 Tel. (81.3) 3586.2016
Telefax: (81.3) 3584.7929

KOREA - CORÉE

Kyobo Book Centre Co. Ltd.
P.O. Box 1658, Kwang Hwa Moon
Seoul Tel. 730.78.91
Telefax: 735.00.30

MALAYSIA - MALAISIE

Co-operative Bookshop Ltd.
University of Malaya
P.O. Box 1127, Jalan Pantai Baru
59700 Kuala Lumpur
Malaysia Tel. 756.5000/756.5425
Telefax: 757.3661

MEXICO - MEXIQUE

Revistas y Periodicos Internacionales S.A. de C.V.
Floresca 57 - 1004
Mexico, D.F. 06600 Tel. 207.81.00
Telefax: 208.39.79

NETHERLANDS - PAYS-BAS

SDU Uitgeverij
Christoffel Plantijnstraat 2
Postbus 20014
2500 EA's-Gravenhage Tel. (070 3) 78.99.11
Voor bestellingen: Tel. (070 3) 78.98.80
Telefax: (070 3) 47.63.51

**NEW ZEALAND
NOUVELLE-ZÉLANDE**

Legislation Services
P.O. Box 12418
Thorndon, Wellington Tel. (04) 496.5652
Telefax: (04) 496.5698

NORWAY - NORVÈGE

Narvesen Info Center - NIC
Bertrand Narvesens vei 2
P.O. Box 6125 Etterstad
0602 Oslo 6
Tel. (02) 57.33.00
Telefax: (02) 68.19.01

PAKISTAN

Mirza Book Agency
65 Shahrah Quaid-E-Azam
Lahore 54000
Tel. (42) 353.601
Telefax: (42) 231.730

PHILIPPINE - PHILIPPINES

International Book Center
5th Floor, Filipinas Life Bldg.
Ayala Avenue
Metro Manila
Tel. 81.96.76
Telex 23312 RHP PH

PORTUGAL

Livraria Portugal
Rua do Carmo 70-74
Apart. 2681
1117 Lisboa Codex
Tel.: (01) 347.49.82/3/4/5
Telefax: (01) 347.02.64

SINGAPORE - SINGAPOUR

Information Publications Pte. Ltd.
41, Kallang Pudding, No. 04-03
Singapore 1334
Tel. 741.5166
Telefax: 742.9356

SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros S.A.
Castelló 37, Apartado 1223
Madrid 28001
Tel. (91) 431.33.99
Telefax: (91) 575.39.98

Libreria Internacional AEDOS

Consejo de Ciento 391
08009 - Barcelona
Tel. (93) 488.34.92
Telefax: (93) 487.76.59

Libreria de la Generalitat

Palau Moja
Rambal dels Estudis, 118
08002 - Barcelona
(Subscriptions) Tel. (93) 318.80.12
(Publications) Tel. (93) 302.67.23
Telefax: (93) 412.18.54

SRI LANKA

Centre for Policy Research
c/o Colombo Agencies Ltd.
No. 300-304, Galle Road
Colombo 3
Tel. (1) 574240, 573551-2
Telefax: (1) 575394, 510711

SWEDEN - SUÈDE

Prizes Fackboksforetaget
Box 16356
Regeringsgatan 12
103 27 Stockholm
Tel. (08) 690.90.90
Telefax: (08) 20.50.21

Subscription Agency - Agence d'abonnements

Wennergren-Williams AB
P.O. Box 1305
171 25 Solna
Tel. (08) 705.97.50
Telefax: (08) 27.00.71

SWITZERLAND - SUISSE

Maditec S.A. (Books and Periodicals - Livres
et périodiques)
Chemin des Palettes 4
Case postale 2066
1020 Renens 1
Tel. (021) 635.08.65
Telefax: (021) 635.07.80

Librairie Payot S.A.

4, place Pépinet
1003 Lausanne
Tel. (021) 341.33.48
Telefax: (021) 341.33.45

Librairie Unilivres

6, rue de Candolle
1205 Genève
Tel. (022) 320.26.23
Telefax: (022) 329.73.18

Subscription Agency - Agence d'abonnement

Dynapresse Marketing S.A.
38 avenue Vibert
1227 Carouge
Tel.: (022) 308.07.89
Telefax: (022) 308.07.99

See also - Voir aussi :

OECD Publications and Information Centre
August-Bebel-Allee 6
D-W 5300 Bonn 2 (Germany) Tel. (0228) 959.120
Telefax: (0228) 959.12.17

TAIWAN - FORMOSE

Good Faith Worldwide Int'l. Co. Ltd.
9th Floor, No. 118, Sec. 2
Chung Hsiao E. Road
Taipei
Tel. (02) 391.7396/391.7397
Telefax: (02) 394.9176

THAILAND - THAÏLANDE

Suksit Siam Co. Ltd.
113, 115 Puang Nakhon Rd.
Opp. Wai Rajbopith
Bangkok 10200
Tel. (662) 251.1630
Telefax: (662) 236.7783

TURKEY - TURQUIE

Kültür Yayinlari Is-Türk Ltd. Sti.
Atatürk Bulvarı No. 191/Kat 13
Kavaklıdere/Ankara
Tel. 428.11.40 Ext. 2458
Dolmabahçe Cad. No. 29
Besiktas/Istanbul
Tel. 260.71.88
Telex: 43482B

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

HMSO
Gen. enquiries
Postal orders only:
P.O. Box 276, London SW8 5DT
Personal Callers HMSO Bookshop
49 High Holborn, London WC1V 6HB
Tel. (071) 873 8200
Telefax: (071) 873 8200
Branches at: Belfast, Birmingham, Bristol, Edinburgh, Manchester

UNITED STATES - ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Centre
2001 L Street N.W., Suite 700
Washington, D.C. 20036-4910
Tel. (202) 785.6323
Telefax: (202) 785.0350

VENEZUELA

Libreria del Este
Avda F. Miranda 52, Aptdo. 60337
Edificio Galipón
Caracas 106
Tel. 951.1705/951.2307/951.1297
Telegram: Librestre Caracas

Subscription to OECD periodicals may also be placed through main subscription agencies.

Les abonnements aux publications périodiques de l'OCDE peuvent être souscrits auprès des principales agences d'abonnement.

Orders and inquiries from countries where Distributors have not yet been appointed should be sent to: OECD Publications Service, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France.

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de distributeur devraient être adressées à : OCDE, Service des Publications, 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France.

02-1993

IMPRIMÉ EN FRANCE**LES ÉDITIONS DE L'OCDE**

2 rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16
n° 46562

(10 93 11 2) ISBN 92-64-23857-3
ISSN 0304-3363

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Études récentes :

ALLEMAGNE, *JUILLET 1992*
AUSTRALIE, *AVRIL 1992*
AUTRICHE, *AVRIL 1993*
BELGIQUE-LUXEMBOURG, *JUILLET 1992*
CANADA, *SEPTEMBRE 1992*
DANEMARK, *FÉVRIER 1993*
ESPAGNE, *AVRIL 1993*
ÉTATS-UNIS, *NOVEMBRE 1992*
FINLANDE, *AOÛT 1992*
FRANCE, *JUIN 1992*
GRÈCE, *AOÛT 1992*
IRLANDE, *MAI 1991*
ISLANDE, *JUIN 1992*
ITALIE, *DÉCEMBRE 1992*
JAPON, *NOVEMBRE 1992*
NORVÈGE, *MARS 1993*
NOUVELLE-ZÉLANDE, *JANVIER 1993*
PAYS-BAS, *AVRIL 1993*
PORTUGAL, *JANVIER 1992*
ROYAUME-UNI, *JANVIER 1993*
SUÈDE, *JUILLET 1992*
SUISSE, *OCTOBRE 1992*
TURQUIE, *AVRIL 1993*

Études des pays "Partenaires pour la transition"

HONGRIE, *JUILLET 1991*
RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE TCHÈQUE ET SLOVAQUE, *DÉCEMBRE 1991*
POLOGNE, *JUILLET 1992*

Pays non-membre

MEXIQUE, *SEPTEMBRE 1992*

(10 93 11 2) ISBN 92-64-23857-3
ISSN 0304-3363

Au numéro : FF 80
Abonnement 1993 : FF 950